

le poing et la rose



10, rue de Solférino

- Organe du Parti Socialiste -

Mensuel - N° 93 - Août 1981 - 6 F

CONGRÈS DE
VALENCE

CONTRIBUTIONS AU DÉBAT

LES 23 ET
24 OCTOBRE



Tout congrès du Parti implique le respect d'un certain nombre de règles et de procédures (article 30 des statuts et annexe du règlement intérieur).

Le rapport d'activité de la direction sortante, qui est soumis au vote du Congrès, fait l'objet d'un numéro spécial du Poing et la Rose, que vous recevrez quelques jours après celui-ci.

L'afflux et la longueur de l'ensemble des contributions qui nous ont été adressées auraient représenté un numéro du Poing et la Rose de 300 pages minimum. Cette constatation a conduit le Bureau exécutif à décider, à l'unanimité, de publier exclusivement les textes émanant des membres du Comité directeur, des Premiers secrétaires fédéraux ou des membres des équipes dirigeantes des secteurs d'intervention.

Il sera néanmoins largement tenu compte, dans la rédaction de la motion finale du Congrès, de toutes les contributions que nous avons reçues. Celles que nous avons été dans l'impossibilité de publier seront portées à la connaissance du Comité directeur de synthèse et seront ensuite déposées sur le bureau de la Commission des résolutions du Congrès de Valence.

Le Congrès national du Parti aura lieu les 24, 25 et 26 octobre à Valence. A l'issue du Comité directeur de synthèse qui se réunira le 12 septembre, une ou plusieurs motions seront proposées au vote des militants dans les sections. Seuls pourront prendre part à ce vote les adhérents, à jour de leur cotisation, inscrits avant le 14 juillet 1981.

SOMMAIRE

CONTRIBUTIONS PRESENTÉES PAR DES MEMBRES DU COMITÉ DIRECTEUR

Les enjeux du Congrès de Valence (pages 3 à 9)

- I Réflexions sur un passé récent ;
- II L'instrument du Parti : « de la conquête du pouvoir à l'exercice du pouvoir » ;
- III La transition au socialisme.

Pour un parti uni dans l'esprit d'Epinay (pages 10-11)

Agir (pages 12-17)

- I Les priorités d'action ;
- II Mouvement populaire, luttes et front de classe ;
- III Les relations extérieures de la France ;
- IV Le Parti, l'âge du pouvoir.

La formation, priorité pour un parti de gouvernement (page de 18 à 20)

France et Tiers-monde (pages 20-21)

Le droit des travailleurs (pages 21-23)

Pour une Europe indépendante (page 23-24)

Le rôle du Parti (pages 24-25)

Trois lignes, un chemin (pages 25 à 27)

Définir les implications du projet autogestionnaire du Parti (pages 27-28)

TEXTES PRÉSENTÉS PAR DES RESPONSABLES DE FÉDÉRATION

Tarn-et-Garonne (page 29)

Un grand parti pour la construction du socialisme (pages 30-31)

Le pouvoir et le Parti (Puy-de-Dôme) (pages 29-30)

Le rôle et le fonctionnement du Parti (Rhône)

(pages 32 à 34)

Essonne (pages 34 à 36)

Ardèche (page 37)

Loire (pages 37-38)

Guadeloupe (pages 38-39)

LES PROPOSITIONS DE MODIFICATIONS STATUTAIRES

Le quota des femmes (page 40)

Cumul des mandats (page 40)

La désignation des candidats (page 40)

Articles 22 et 23 — Article 24 — Article 34 (page 40)

Article 49 — Article 51 — Article 57 (page 41)

Désignation du Comité directeur (page 41)

Les fédérations sans élu parlementaire (page 41)

LES SECTEURS D'INTERVENTION

Assurer une réelle présence dans l'entreprise (pages 42-43)

Pour une action prioritaire en direction des jeunes (pages 43-44)

Pour un puissant mouvement de la jeunesse au service du Parti (pages 44-45)

De toutes les forces de la jeunesse (pages 45-46)

L'autre alternance (pages 47 à 48)



CONTRIBUTIONS PRÉSENTÉES PAR DES MEMBRES DU COMITÉ DIRECTEUR

Les enjeux du Congrès de Valence

Contribution présentée par : Lionel JOSPIN, Jean-Paul BACHY, Guy BECHE, Alain BUSNEL, Bertrand DELANOE, Gérard DELFAU, Yves DURAND, Claude GERMON, André LAIGNEL, Christiane MORA, Véronique NEIERTZ, Michel PEZET, Jean POPPEREN, Jean PRONTEAU, Paul QUILLES, Françoise SELIGMANN, Luc SOUBRE, Anne TREGOUET, Claude WILQUIN, Claude ESTIER, Gérard JAQUET, Pierre JOXE, André MERIC, Louis MERMAZ, Eugène TEISSEIRE.*

* Les signataires de ce texte siègent tous au Bureau Exécutif. Ils invitent tous ceux qui se reconnaissent dans ce texte à le signer.

SOMMAIRE

Introduction

I. - REFLEXIONS SUR UN PASSE RECENT

1. A l'extérieur, la réussite du « tenir bon »

- a) la période du doute
- b) la résistance, à droite et à gauche
- c) la préparation des présidentielles

2. Pour le Parti, des engagements presque tous tenus

II. - L'INSTRUMENT DU PARTI :

« DE LA CONQUÊTE DU POUVOIR A L'EXERCICE DU POUVOIR »

1. Les masses, le pouvoir, le Parti

2. La conception du Parti

- a) la question des courants de pensée
- b) le respect de nos règles communes

2. Adapter le secteur « Entreprises » aux nouveaux enjeux

3. Les rapports Parti-Gouvernement-Groupes parlementaires

- a) une absence de référence
- b) quelques principes
- c) les implications concrètes.

III. - LA TRANSITION AU SOCIALISME

1. La stratégie politique d'Epinay à Valence

- a) une nécessité : l'union de la Gauche
- b) deux tentations contradictoires
- c) l'union dans et après les présidentielles

2. Rupture avec le capitalisme

- a) une situation de crise
- b) les conditions de la rupture
- c) les difficultés de la rupture
- d) une rupture graduée
- e) les moyens de la rupture

3. Pour un nouvel internationalisme

- a) pourquoi un nouvel internationalisme
- b) trois pièges à éviter
- c) le fil conducteur de notre politique étrangère

Introduction

● Il y a deux ans et demi, en janvier 1979, nous préparons le Congrès de Metz ; nous préparons aujourd'hui le Congrès de Valence. Il s'agissait, il s'agit toujours de définir les orientations politiques du Parti socialiste pour deux ans et pour mettre en œuvre ces orientations, d'élire une direction, c'est-à-dire un Comité directeur (131 hommes et femmes) qui élit à son tour, en son sein, un Bureau exécutif et un secrétariat chargés de prendre les décisions entre chaque Comité directeur. Pour que ce congrès soit préparé, un débat est organisé, des contributions sont proposées à la discussion des militants par tous ceux — responsables nationaux, fédéraux ou adhérents — qui le souhaitent. De ce point de vue, pas de changement : la tradition démocratique se poursuit.

● Mais quelle modification dans la situation politique et combien l'atmosphère a changé entre les deux congrès ! Celui de Metz se tenait quelques mois après les élections législatives de 1978. Celui de Valence se tiendra cinq mois après l'élection de François Mitterrand à la présidence de la Républi-

que et un véritable triomphe socialiste aux élections législatives.

Celui de Metz donna lieu à un débat âpre, sur la base de contributions très tranchées, au milieu de polémiques souvent portées à l'extérieur et de véritables campagnes de presse. Ce qui était en question — et François Mitterrand lui-même l'écrivit à l'époque — c'était la clarté des choix politiques et la victoire d'une stratégie sur une autre. Celui de Valence s'amorce dans une atmosphère d'unanimité, d'apparente harmonie intérieure (malgré quelques difficultés) et de réelle cohésion extérieure. C'est positif et à certains égards, logique.

● Est-ce à dire que tout ce qui nous a séparés est aboli ? que tous les problèmes, toutes les divergences, tous les motifs de débats ont disparu ? Peut-on affirmer que les courants de pensée issus du Congrès de Metz se sont dissouts ou volatilisés dans l'euphorie de la victoire ? Voyons-nous de manière identique la politique extérieure, le problème de la transition au socialisme ou encore celui des rapports entre le Parti et le gouvernement ? Est-il vrai que le Parti offre aux dizaines de milliers

de nouveaux adhérents qui nous ont rejoints une seule conception d'organisation, une même vision de l'avenir ? Nous ne le savons pas encore. Le but du débat sur les contributions est de répondre à ces questions. C'est pourquoi nous présentons ce texte.

Ceux qui l'ont signé ont assumé après le Congrès de Metz et dans la période difficile qui a suivi jusqu'au mois de mai 1981, des responsabilités essentielles à la direction du Parti socialiste, avec François Mitterrand comme premier secrétaire, puis sans lui. Ils sont prêts à se rassembler avec d'autres et donc, conformément à nos règles, à envisager une synthèse de leurs positions avec celles des autres au Comité directeur du 12 septembre ou lors du congrès. Mais ils entendent le faire dans la clarté et, s'ils ne peuvent le faire, dire pourquoi ; en évoquant les choix du passé, la question du Parti et certains problèmes de l'avenir. Cette démarche dicte l'ordre d'exposé de leur contribution. Celle-ci n'aborde pas nécessairement tous les problèmes. Il sera temps d'y venir en élaborant les motions du congrès.



I - Réflexions sur un passé récent

L'éclat de la victoire est encore en nous. Pour la première fois depuis l'élection du Président de la République au suffrage universel, la France a un président socialiste. Pour la première fois dans son histoire, le Parti socialiste dépasse les 30 % des suffrages exprimés (37 % en réalité) lors d'une élection nationale et devient sans contestation premier parti de France. Pour la première fois dans l'histoire parlementaire, un Parti socialiste a la majorité absolue à l'Assemblée nationale. Pour la première fois enfin, la France a un gouvernement d'Union de la Gauche avec la participation des communistes. Le monde du travail se sent représenté au gouvernement, reconnu dans le pays... C'est pourquoi, au lendemain de cette éclatante victoire, il est sans doute bon d'opérer un retour en arrière vers les débats obscurs, les attitudes opiniâtres, les tentations refusées, les choix difficiles de la période antérieure. On y trouvera, croyons-nous, les raisons de la victoire.

1 - A l'extérieur, la réussite du « tenir bon »

La motion finale du Congrès de Metz — qui était la nôtre — proposait de « tenir bon ». En effet, au lendemain de la défaite électorale de mars 1978, le Parti socialiste a connu un très vaste débat au cours duquel la question de la continuité de sa ligne politique a été mise en cause.

a) La période du doute

Cette grande force politique, qui n'avait connu que des progrès depuis son renouveau à Epinay en 1971, connaissait ses premières stagnations au plan électoral. L'afflux d'adhérents commençait à se tarir. Les querelles internes s'aiguisaient, les rivalités de personnes s'affirmaient. Une partie de l'opinion, déçue en mars 1978, désorientée par les divisions de la Gauche, découragée par la querelle qu'allumait contre nous la direction du Parti communiste, se démobilisait. Dans les médias, dans l'intelligentsia, autour de nous et parfois chez nous, les engouements pessimistes, les modes critiques du Parti et de la Gauche fleurissaient.

Face à ces difficultés, face aux nombreuses incertitudes de l'époque, une majorité de militants socialistes a voté à l'occasion du Congrès de Metz pour le maintien du choix stratégique de l'union, pour la poursuite de l'ancrage à gauche de notre parti dans ses orientations politiques et pour le maintien à la tête du Parti socialiste de François Mitterrand.

Ces options, choisies par les militants, ont guidé la réflexion, les propositions et la pratique du Parti. Combattus avec acharnement par la droite, attaqués par la direction du Parti communiste, les socialistes ont dû avant tout résister.

b) La résistance, à droite et à gauche

Résister à la droite, c'était poursuivre une opposition sans concession, une critique permanente des positions sociales, politiques, internationales du gouvernement de l'époque. C'était aussi proposer nos propres solutions et agir. Nous l'avons fait dans les entreprises avec les travailleurs : face aux opérations de restructuration industrielle, contre les licenciements, contre les atteintes aux libertés syndicales. Nous avons lutté aussi, dans les villages et les quartiers, avec la population, contre les fermetures de ligne S.N.C.F., contre les fermetures d'écoles et de classes, pour le droit au logement.

Nous avons été présents, avec les associations, sur le terrain des libertés : brimades contre les magistrats, loi Sécurité et Liberté, atteintes aux Droits de l'Homme au plan international.

Résister à la direction du Parti communiste, c'était rester nous-mêmes et repousser fermement les attaques injustes. La clarté de nos positions intérieures (propositions économiques et sociales sans démagogie mais positives pour les travailleurs) et extérieures (même conception du nouvel internationalisme en Amérique du Sud ou à propos de l'Afghanistan ou de la Pologne) était une première réponse. Nous avons aussi répondu par des actes. Alors que le Parti communiste tentait de nous interdire de participer à la défense des travailleurs, notre présence dans les entreprises et à l'occasion de luttes sociales, comme par exemple à Manufrance, a témoigné de la ténacité et du courage des militants. De même, à l'automne 1979, l'initiative lancée par François Mitterrand à Anglet a permis au Parti de faire la démonstration de sa fidélité à l'union, de tester à la base les réactions des militants communistes, de systématiser les rencontres avec les organisations syndicales et associatives.

Si l'attitude de notre Parti dans cette période nous paraît si déterminante, c'est que nous pensons que pour faire sauter les verrous dans cette situation bloquée, il fallait gagner d'abord la bataille de notre crédibilité politique au sein du peuple de Gauche.

c) La préparation des présidentielles

La même motivation nous a conduits dans l'élaboration du *Projet socialiste* : refus de la fatalité, de l'adaptation aux modes, du renoncement ; analyses d'ensemble de la situation nationale et internationale, propositions concrètes au pays.

Et puis l'échéance présidentielle a rythmé la vie du Parti. Durant cette période, en dépit des sondages et des pressions extérieures, nous avons voulu prendre notre temps pour bien apprécier la situation politique et les conditions de la bataille électorale, à droite et à gauche. C'est pourquoi nous avons refusé une accélération du calendrier de désignation de notre candidat. Alors qu'on nous pressait de toute part, le sang-froid de nos dirigeants et tout particulièrement celui de François Mitterrand a été précieux. Pour avoir, le moment venu, une chance de l'emporter, il ne fallait pas se tromper dans la préparation de l'échéance.

Les difficultés n'ont pourtant pas manqué. Ainsi, le 1^{er} mars 1980 la délibération du Comité directeur concernant l'éventuelle dissolution de l'Assemblée nationale après l'élection d'un président de la République socialiste a soulevé d'âpres discussions. Certains soutenaient que l'annonce anticipée de nouvelles élections dans la foulée des présidentielles constituerait un handicap. Nous pensions, nous, qu'il serait impossible à un président socialiste de faire passer sa politique avec l'ancienne majorité de droite à l'Assemblée nationale. Nous voulions éviter toute ambiguïté. En outre, l'intuition politique nous faisait pressentir qu'une victoire aux présidentielles permettrait une victoire plus ample encore aux législatives. La suite a montré l'importance de la décision qui fut prise ce jour-là !

Durant la campagne législative qui a suivi, les digues se sont rompues.

Un puissant courant national a porté nos candidats, concrétisant soudain ce travail patient de propositions, de présence, accompli dans les années précédentes sur le terrain. Les succès locaux engrangés depuis des années, et dont, ici et là, on minimisait l'intérêt, ont contribué à cette victoire. Avoir formé tous ces militants, ces responsables, ces candidats, ces élus, c'est sans doute la plus grande réussite du Parti. Et aujourd'hui, sa richesse.

2 - Pour le Parti, des engagements presque tous tenus

Au Congrès de Metz, nous faisons d'importantes propositions pour développer le Parti et améliorer son implantation. Ces propositions ont été appliquées et les engagements tenus et même dépassés, sauf dans un domaine.

L'accession des femmes aux postes de responsabilités fut accrue grâce à la volonté du secteur Lutte des Femmes appuyée par la direction nationale tout entière. L'élection européenne, puis les élections législatives (18 femmes élues) ont permis des progrès malgré les réticences qui subsistent, dans trop de fédérations, à désigner une femme comme candidate.

Les finances du Parti, en dépit d'une conjoncture difficile, ont été gérées efficacement. Grâce à nos élus nationaux, la promesse d'une péréquation financière entre les fédérations a été tenue. Ainsi, même les fédérations les plus défavorisées disposent de moyens minima (permanents, locaux...). Cette décentralisation concrète a été un des facteurs du succès. L'effort accompli sera amplifié à l'avenir. Enfin, nous avons pu financer de façon correcte la campagne présidentielle tout en dotant le Parti d'un siège digne de lui.

L'Ecole du socialisme a été créée sous la forme de l'Institut André Boulloche, afin de permettre aux militants et en priorité aux cadres fédéraux de participer à des stages approfondis pris financièrement en charge par l'Institut.

Concernant les entreprises, les objectifs prioritaires définis à Metz ont été atteints puis dépassés : multiplication des G.S.E. et des sections d'entreprise, affirmation du P.S. dans beaucoup d'entreprises comme défenseur des intérêts des travailleurs, acquis historique de l'accord du 23 juin 1981 avec le P.C.F. où celui-ci souscrit à la solidarité d'action avec le P.S. dans l'entreprise.

Le Parti s'est mobilisé autour de thèmes prioritaires, tant au niveau de la réflexion que de l'action. Une série de brochures et d'ouvrages fait état de ces travaux à la suite de colloques, de conférences nationales et de conventions. Enfin, étant le seul Parti qui ait osé et tenu cette gageure de dire ce que nous ferions une fois au pouvoir, nous avons élaboré le *Projet socialiste* puis le *Manifeste* du candidat aux élections présidentielles.

La création d'un quotidien du Parti a été tentée. Notre objectif n'était pas de lancer une « feuille électorale » mais de faire vivre un vrai quotidien.

Le 20 septembre 1980, le Comité directeur approuvait le rapport de la direction du Parti qui proposait un projet dont l'équilibre financier reposait sur un seuil de 20 000 abonnements et de 10 000 ventes au numéro.



Le 7 janvier 1981, 10 000 abonnements ayant été comptabilisés, le Bureau exécutif décidait la sortie du journal en rappelant que l'expérience serait poursuivie dans l'unique hypothèse où *Combat Socialiste* parviendrait à s'autofinancer.

Pendant six mois, un outil supplémentaire d'information a été mis au service de tout le Parti et lancé dans l'opinion.

Mais, au lendemain des législatives nous avons dû constater qu'avec 16 500 abonnements, l'auto-financement n'était pas réalisé.

Il a sans doute manqué pour réussir le soutien effectif de l'ensemble du Parti et l'on peut déplorer que la campagne d'abonnements n'ait pas reçu plus d'écho de la part d'un grand nombre de militants, de certaines fédérations et de trop d'élus. Force est de constater que le journal n'a pas su, dans une période politique qui était pourtant très porteuse, prendre véritablement son essor.

« *Combat Socialiste* » n'ayant pas assuré son indépendance financière et le déficit qui se

développait risquant de mettre en péril les finances du Parti, la Direction nationale a décidé d'arrêter la parution du quotidien. Les militants doivent savoir que la trésorerie du Parti assume d'ores et déjà une charge financière considérable pour solder l'opération et que tous les efforts sont faits pour aider au reclassement du personnel. Une réflexion est entreprise pour déterminer comment assurer le mieux possible l'expression par voie de presse du Parti socialiste.

II - L'instrument du parti :

« De la conquête du pouvoir à l'exercice du pouvoir »

L'élection présidentielle du 10 mai et les élections législatives du mois de juin ont constitué l'aboutissement d'un mouvement en profondeur qui a rassemblé en France les forces populaires autour des propositions de changement du Parti socialiste et de son candidat, François Mitterrand. Le phénomène de rejet de la politique de Giscard d'Estaing a soudain accentué la tendance du pays à adhérer à des perspectives politiques et sociales nouvelles.

1 - Les masses, le pouvoir, le Parti

La majorité des Français s'est reconnue dans un espoir et un projet collectif incarné par les socialistes et par leur leader. L'aggravation de la crise et les effets de la politique conservatrice sur leur vie quotidienne les ont rendus perméables à l'idée de transformation économique et sociale.

Malgré les attaques répétées de la direction communiste, l'Union de la Gauche avait survécu à la rupture de septembre 1977 voulue alors par le Parti communiste. Elle avait survécu dans la conscience populaire, parce qu'elle correspond à une puissante réalité sociale et à une aspiration permanente des classes populaires. Sous la contrainte des faits et au cours de la campagne présidentielle, le Parti communiste a dû tenir compte de la dynamique qu'il n'avait pas réussi à enrayer en deux ans et demi. Il en a tiré la conclusion le 26 avril, pendant la campagne législative et au moment de la constitution du second gouvernement de Pierre Mauroy.

La ténacité de François Mitterrand et du Parti socialiste a été couronnée par le succès, parce qu'elle correspondait à une analyse juste des faits. Elle est allée à la rencontre d'une opinion publique de gauche qui, au cours des dernières années, a résisté à la fois à la propagande officielle, et aux effets destructeurs de la querelle déclenchée par le Parti communiste contre le Parti socialiste. Il y a eu au cours des derniers mois qui ont précédé la victoire de la Gauche renforcement de la volonté de changement qui n'avait cessé de progresser au cœur des masses depuis 1965.

La victoire des 10 mai et 21 juin résulte de la rencontre d'une aspiration populaire encore plus ancienne qui appartient très profondément à l'histoire du mouvement ouvrier et d'un projet politique cohérent. Ce projet est celui du Parti socialiste. Il se nourrit d'une vision de la société future. Il se développe à partir d'une stratégie d'Union de la Gauche et de rassemblement de toutes les forces populaires.

Sur cette base, des succès grandissants avaient été remportés depuis 1971, à l'occasion des élections locales. Ainsi la Gauche avait-elle pu commencer à faire ses preuves et à disposer de points d'appui et de relais dans le pays. Même si la victoire lui avait échappé à l'occasion des élections générales, ses propositions de changement avaient reçu l'aval d'une partie importante de l'opinion publique aux élections municipales et cantonales. Leur crédibilité s'en était trouvée renforcée.

Pendant ce temps, l'influence des socialistes s'est étendue dans le monde du travail. Certes grâce aux progrès de leur implantation dans les entreprises mais bien au-delà ces derniers mois, des travailleurs, et notamment des jeunes se sont déclarés socialistes dans leurs entreprises et leurs ateliers, avant même et sans avoir eu l'occasion d'entrer en contact avec les structures du Parti. Comme il arrive souvent, les manifestations d'opinion ont anticipé ou dépassé les phénomènes d'organisation. Mais cette prise de conscience n'est pas un phénomène spontané. Elle ne se serait jamais produite sans l'existence dans le pays d'une conscience collective née de très loin, c'est-à-dire de l'histoire du mouvement ouvrier et de celle de ses grandes organisations. A un moment décisif il est revenu à François Mitterrand et au Parti socialiste d'assumer un rôle de relais et d'entraînement décisif. Alors que les organisations politiques et syndicales étaient profondément divisées, le Parti socialiste a soudain incarné la volonté de rassemblement et de changement. Il a donc entraîné l'adhésion de la majorité des travailleurs sur un projet qui correspondait à la fois à leur aspiration et à la plus authentique tradition populaire.

Cependant, il ne faut pas douter un seul instant que le renforcement du courant socialiste dans notre pays passe aujourd'hui par le développement du Parti, tant au niveau des entreprises que des communes. Les masses portent en elles le changement. Elles sont une force d'avancée sociale. Elles sont porteuses d'une dynamique. Mais elles ne peuvent entreprendre de nouvelles conquêtes que si elles sont au contact et entraînées par des forces démocratiques organisées et cohérentes.

Le développement du Parti socialiste est d'autant plus nécessaire dans les mois et les années à venir que nous avons la certitude que la droite contre-attaquera sur tous les fronts, politique, social, culturel, idéologique, qu'elle conserve des moyens importants en hommes et en argent, des relais internationaux et qu'elle ne manquera pas d'alimenter la lutte des classes.

Le Parti socialiste n'est pas un club de discussions ; il est un instrument d'action pour transformer la société dans le sens du socialisme. Il repose sur l'adhésion volontaire des hommes et des femmes qui le rejoignent. Mais, il ne saurait subsister longtemps si n'y régnait une discipline librement consentie. A travers son histoire séculaire, il a le plus souvent combattu dans l'opposition. Le voilà à nouveau, comme à quelques étapes de sa vie, affronté à l'épreuve du pouvoir. Cela suggère de s'expliquer sur deux types de problèmes. L'un concerne la conception même du Parti, l'autre les liens qui doivent l'unir au pouvoir politique issu de lui.

2 - La conception du Parti

De ce point de vue, tout n'est pas à reprendre. Des années de débat et d'action en commun nous ont légué des principes, des règles, des habitudes qui sont en gros respectées. Mais la victoire nous confronte à une situation contradictoire. D'un côté, elle nous a rassemblés, apaisant les divergences, tranchant dans les rivalités, et conduisant nos divers responsables ensemble au gouvernement du pays. Des oppositions hier revendiquées semblent avoir perdu de leur raison d'être. De l'autre, et dans la mesure où les Socialistes détiennent — outre la Présidence de la République — la majorité à eux seuls au gouvernement et au Parlement, il est clair que le Parti socialiste est, plus que jamais, la clef de la vie politique française. Il devient donc à beaucoup d'égards un enjeu.

A la veille du congrès, certains points méritent d'être clarifiés.

a) La question des courants de pensée

Le Parti socialiste a toujours connu les courants de pensée. Cela tient à sa nature même et à sa forme d'organisation. Au contraire des conceptions communistes du Parti, les Socialistes ont toujours pensé — et constaté — que la libre expression des opinions individuelles à l'intérieur d'un Parti ne suffisait pas à assurer à elle seule la démocratie. Dès lors qu'on veut la démocratie, on reconnaît aux minorités le droit d'exister et, avec lui, le droit de devenir majorité et donc le droit et les moyens de se faire connaître à l'intérieur du Parti. Entre la démocratie ainsi entendue et le « centralisme démocratique », il n'y a pas de milieu.

Le Parti d'Epinal vit avec les courants. D'abord parce qu'il s'est constitué à partir d'organisations ou de groupes différents qui tous se réclamaient



du socialisme. Ensuite parce que les débats politiques en son sein ont été nombreux et parfois vifs. Cette diversité du Parti, expression pour bonne part de la diversité de la société et du monde des travailleurs, a été acceptée par les Français.

Malgré les risques de certains excès, ils ont préféré cette diversité au monolithisme qui prévaut ailleurs.

Certes, il ne faut pas souhaiter artificiellement le maintien des tendances. Si l'accord peut se faire sans arrière pensée sur une orientation et sur la direction du Parti, accueillons-le sans réticence. Mais prenons garde à l'unanimité de façade, aux tendances « occultes ». Il vaut mieux sans doute se rassembler ouvertement, clairement, après que les militants ont tranché, par leurs votes, les différences qui subsistent entre nous, plutôt que de laisser s'ouvrir des batailles de désignation pour la direction des Fédérations et la Direction nationale dans la confusion des idées mais dans la permanence des groupes qui subsistent depuis Metz.

Tous les Socialistes, tels qu'ils sont, doivent vivre à l'aise dans leur Parti. Le Parti est à tous puisqu'il n'est à personne. Et chacun doit pouvoir y être lui-même. Ainsi gagnerons-nous cet autre pari, rarement gagné dans l'histoire de la Gauche française, de faire vivre ensemble démocratiquement toutes les composantes du mouvement socialiste, de conjurer à la fois les démons du monolithisme et de la scission, de l'autoritarisme et de l'éparpillement.

b) Le respect de nos règles communes

Nous avons des règles communes qui viennent de nos statuts et de notre règlement intérieur. Celles-ci sont peu contraignantes. Au moins faut-il, c'est un minimum, qu'elles soient respectées. La direction élue à Metz, comme celles qui l'avaient précédée, s'est bien gardée d'aller au-delà de ce minimum, notamment en ce qui concerne l'excès de liberté avec lequel certains se sont exprimés, sans mandat du Parti, sur les médias. Dans la période qui vient de s'écouler, la direction du Parti n'a, à aucun moment, engagé une procédure de sanction qui ait contrarié en quoi que ce soit cette totale liberté d'expression publique.

Cependant, le congrès devra dire où, en matière de règles communes, se situe le minimum en dessous duquel on ne saurait descendre. Il semble qu'il y ait une règle de base qui fonde la vie en commun dans toute organisation, association, quelle qu'elle soit, et pas seulement dans un parti politique. Cette règle, c'est le respect des décisions prises à la majorité, soit par les militants lors du congrès, soit par ceux qui ont reçu mandat du congrès : Comité directeur, Bureau exécutif. Si chacun s'estime libre de ne pas appliquer, voire de faire le contraire de ce qui est décidé démocratiquement, c'est qu'on choisit de ne pas vivre ensemble. L'adhésion au Parti est libre mais cette adhésion limite nécessairement la liberté. Si chacun fait ce qu'il veut, il n'y a plus de vie en commun, il n'y a plus de démocratie, plus d'organisation, plus de parti. Et que reste-t-il à une direction de Parti si on lui fait procès de faire son devoir, c'est-à-dire de veiller à l'application des décisions prises démocratiquement ? Un parti démocratique, c'est un parti où existe l'« état de droit ». Bien entendu, dans ces affaires, on se réclame souvent de « la base ». Ce fut le cas dans la Fédération du Morbihan pour ne pas appliquer une décision prise à l'unanimité par le Bureau exécutif. Mais la base d'une section, voire d'une fédération,

voire d'une région ne saurait avoir raison contre l'ensemble du Parti. Le parti est un tout, il n'est pas la somme de structures locales indépendantes. Faudrait-il faire observer que la plupart des notables qui, dans l'histoire du socialisme, se sont dressés contre leur parti, l'ont fait avec, sur le moment, l'appui de leur « base » locale. Quand Max Lejeune a quitté le Parti socialiste — sur sa droite — il l'a fait avec, sur le moment, l'accord de sa « base » locale. Au moins, lui, a-t-il préféré partir puisqu'il refusait les décisions du Parti. Le congrès devra dire s'il accepte que des élus — très rares au demeurant — ne se souviennent de l'étiquette du Parti que lorsqu'ils en ont besoin... Il devra dire en somme s'il entend faire respecter les règles de vie commune qui sont une des conditions de sa force, de son efficacité.

3 - Adapter le secteur « Entreprises » aux nouveaux enjeux

Nos premières grandes batailles politiques viennent d'être gagnées. Nous avons maintenant vocation à transformer profondément le champ social et économique qui est devant nous. L'entreprise est pour cela un lieu décisif. Par ailleurs, dans les élections présidentielles et législatives, des centaines de milliers de travailleurs qui votaient jusqu'ici communiste ont approuvé notre ligne politique et porté dès le premier tour leurs voix sur François Mitterrand puis sur les candidats du Parti socialiste. Nous devons répondre à leur confiance. Il s'agit là d'un enjeu historique. Enfin, on peut s'attendre à ce que le grand patronat et la droite, qui viennent d'échouer si gravement sur le plan électoral, utilisent plus directement le plan économique — et donc l'entreprise — pour leur combat politique.

L'entreprise sera sans doute débarrassée de sa fausse « neutralité » et ce lieu de l'exploitation et de l'aliénation peut devenir le pivot de l'action collective et le passage obligé de la transformation sociale. Les contraintes que nous allons rencontrer rendent indispensable une orientation nouvelle de notre activité et une transformation de nos priorités, notamment sur le plan de l'organisation.

— La riposte de la droite s'organise. La lutte des classes n'a aucune raison en effet de se ralentir avec l'arrivée de la Gauche au pouvoir.

— La lutte pour l'union, pour la solidarité active (accord du 23 juin) dans le respect de l'identité de chacun, sera difficile sur le terrain.

— Expliquer quotidiennement aux travailleurs, qui ont choisi le changement, les décisions d'un pouvoir qu'ils ressentent comme le leur, les écouter et faire remonter leurs aspirations, leurs revendications et leurs craintes, sera indispensable.

— Contribuer à ce que les travailleurs et leurs organisations démocratiques aient toute leur place sur le plan collectif comme individuel dans les nouvelles formes de responsabilités offertes par la démocratisation de la vie économique et sociale, par les nouveaux droits.

Pour assumer ces nouvelles perspectives, il faut d'abord **renforcer notre organisation**. Non seulement en agissant au niveau national (ce secteur bénéficie déjà de 25 % du budget d'intervention, ce qui a permis l'amélioration du rôle et du fonctionnement des G.S.E. nationaux), mais en allant plus loin sur le plan fédéral : il serait utile que soient créées, là où elles n'existent pas encore, des commissions fédérales « entreprise », qu'un budget spécifique soit voté, que l'effort national de péréquation permette, partout où c'est possible,

d'installer des permanents « Entreprise ». Il faut aussi diversifier notre implantation, notamment dans les P.M.E. Mais ce mouvement doit être élargi prioritairement aux entreprises de plus de 1 000 salariés et au secteur public élargi. Ainsi, pourrait-on, au moment des adhésions au Parti, recommander plus souvent l'adhésion dans les entreprises et suggérer à nos militants et responsables de passer plus souvent d'une forme de militantisme (sur le plan local) à une autre (dans l'entreprise) et vice-versa. Il faudra aussi **améliorer les relations avec les groupes parlementaires**. Les travaux et les rencontres sectoriels entre le secteur entreprise et les parlementaires, qui existent déjà, pourraient être multipliés. Enfin, il serait souhaitable que soit déposée dans les meilleurs délais une proposition de loi sur la reconnaissance de l'expression et de l'organisation politique sur le lieu de travail.

4 - Les rapports parti-gouvernement-groupes parlementaires

Après nos victoires électorales, notre Parti n'a pas changé de nature, il n'est pas devenu un autre parti mais il est appelé à remplir et à définir d'autres fonctions. Quelles relations assurer entre le Parti et les nouveaux centres de pouvoir occupés par les Socialistes que sont l'Elysée, le gouvernement, l'Assemblée nationale ? Quel rôle assigner au Parti et comment éviter qu'il ne se transforme en parti soumis ou en parti hégémonique ? Le congrès est une excellente occasion pour réfléchir en commun à cette mutation et en tirer des conclusions pratiques.

a) Une absence de référence

La première difficulté de cette réflexion tient à l'absence de références historiques conséquentes ou de comparaisons étrangères rigoureuses. Ni la période du Front populaire, ni les expériences de la IV^e République ne nous permettent de trancher, tant la nature des institutions politiques actuelles est différente. La situation présente — prédominance présidentielle, majorité absolue des socialistes à l'Assemblée nationale, présence de ministres communistes — est trop singulière pour autoriser des rapprochements sérieux.

La comparaison avec tel ou tel Parti socialiste étranger, qui exerce ou a exercé des responsabilités gouvernementales, serait également aventureuse. Pour des raisons qui tiennent à son idéologie, à son type d'organisation, à ses rapports avec les syndicats, le Parti socialiste français ne peut être confondu ni avec le S.P.D., ni avec le Labour, ni avec les partis sociaux-démocrates de l'Europe du Nord. Enfin, ce n'est évidemment pas dans le modèle soviétique où règne la confusion organique entre l'Etat et un parti unique que nous prendrons notre inspiration. Tout juste faut-il étudier cet anti-modèle, comme nous l'avons fait dans le Projet socialiste, pour se garder des déviations.

b) Quelques principes

Sans être nombreux, les textes de référence socialiste ayant un caractère actuel fixent de façon claire le cadre général. Les thèses sur l'autogestion de 1975 précisent que le Parti demeure « le lieu fondamental, dans la phase de transition au socialisme, de l'articulation entre l'action gouvernementale et le mouvement populaire ». Elles affirment plus loin : « les organisations politiques resteront le lieu privilégié de l'élaboration des stratégies et des choix politiques soumis au débat démocratique ». Ainsi, les choses sont sans ambi-



guité : pas plus que le P.S. n'a souhaité hier voir son identité et son rôle dilués dans une nébuleuse comprenant des syndicats et des associations, pas plus aujourd'hui le Parti socialiste ne peut voir son autonomie, son indépendance remises en cause par des liens mécaniques avec le pouvoir d'Etat.

A contrario, parti et gouvernement n'ayant pas la même responsabilité devant les citoyens, le Parti socialiste ne saurait définir de façon impérative le programme du gouvernement, ainsi que le pratique le Parti travailliste en Grande-Bretagne. Il doit être une force de proposition et d'impulsion qui s'efforcera ainsi de peser, sans surenchère, sur les décisions ultimes. C'est dans un mouvement ascendant et descendant en direction du peuple et du pouvoir central que le P.S. doit ajuster ses nouvelles fonctions.

c) Les implications concrètes

Rôles respectifs du Parti et du gouvernement.

Le Parti doit manifester clairement sa solidarité et son indépendance par rapport au gouvernement. C'est ainsi qu'il se doit d'exercer son droit à la critique de l'action gouvernementale.

Mais il le fera en adoptant une attitude constructive et en ne perdant pas de vue l'utilisation que pourraient faire nos adversaires de divergences répétées.

Sur le plan programmatique, le Parti doit continuer à exprimer ses propres choix et à faire des propositions concernant non seulement le court terme mais aussi le long terme, ainsi que l'avait fait le Projet socialiste. Les commissions d'étude, doivent demeurer le fer de lance de notre réflexion. Des moyens particuliers seront dégagés à cet effet afin que la puissance des ministères ne les relègue pas dans un rôle de second plan. En ce sens, les rapports entre les ministères et le Parti devraient être réguliers. Sans tomber dans un formalisme

qui ne serait pas de mise, on pourrait envisager de mettre en place des groupes de travail mixtes ministères-Parti pour étudier certains dossiers ou suivre des secteurs névralgiques.

La venue des ministres aux réunions des groupes parlementaires, du Comité directeur et du Bureau exécutif permettra la confrontation indispensable des points de vue afin d'éviter les malentendus et de trouver les ajustements nécessaires. Depuis le 26 mai 1981, date de la constitution du premier gouvernement socialiste, il a été admis, d'un commun accord, que les ministres ne devaient plus être membres du Bureau exécutif. En ce qui concerne leur participation au Comité directeur, il serait erroné d'interdire aux ministres d'en être membre. Il ne saurait être question par contre que tous les ministres soient membres du Comité directeur. Un juste milieu devra être trouvé.

Rapports entre le Parti et les groupes parlementaires.

Il ne s'agit pas d'un thème nouveau, quoique la situation ait radicalement changé avec l'existence d'une majorité absolue de députés socialistes à l'Assemblée nationale. Ces responsabilités nouvelles exigent une coordination sans faille entre la direction du Parti et les groupes parlementaires.

En ce qui concerne les votes du groupe socialiste, il n'est pas inutile de rappeler la règle fondamentale selon laquelle, chaque fois qu'un doute apparaît dans la définition des positions socialistes, le dernier mot revient à la direction politique du Parti.

Fonctionnement du Parti.

Déjà renforcé dans son organisation depuis le Congrès de Metz le Parti doit franchir une autre étape pour devenir un vrai Parti de masse et remplir les nouvelles fonctions auxquelles il est appelé.

Il va falloir tout d'abord accueillir et former les nombreux adhérents qui nous ont rejoints ou qui vont le faire. C'est un travail urgent et prioritaire, déjà engagé depuis un mois. Il faudra aussi donner aux responsables fédéraux les moyens politiques et matériels indispensables pour accomplir les tâches qui sont les leurs et pour exercer pleinement leur responsabilité aux côtés d'élus dont le poids pourrait devenir dominant dans certaines fédérations.

Ce sont les responsables politiques et notamment le premier secrétaire fédéral, élus lors des Congrès, qui représentent le Parti dans les départements : ce rappel ne sera probablement pas inutile alors que le nombre des élus nationaux vient de s'accroître de façon spectaculaire.

Le système de péréquation financière mis en place depuis un an à partir de cotisations versées par les parlementaires, dispose désormais de moyens en nette augmentation, ce qui va renforcer l'aide apportée par le national au fonctionnement des fédérations. D'une façon plus générale, il devient urgent de redéfinir et d'harmoniser les systèmes de cotisations qui constituent l'origine quasi exclusive du financement du Parti et de ses fédérations. En ce qui concerne les élus, les disparités de traitement sont devenues telles qu'il apparaît indispensable de mettre au point un statut financier de l'élus qui s'appliquera dans tout le Parti.

Le vote de la loi sur la décentralisation va conférer un nouveau rôle aux régions. Cela doit nous amener à bien préciser la fonction des comités régionaux du Parti. Sans se substituer aux fédérations qui restent l'instance politique, ils doivent coordonner l'action et la réflexion de ces dernières sur les questions régionales, assurer le lien avec le groupe des élus régionaux et tenir à jour les dossiers régionaux du Parti.

III - La transition au socialisme

Venons-nous au pouvoir pour une nouvelle expérience, féconde mais brève, avant de céder à nouveau la place aux forces du conservatisme voire même de la réaction ? Allons-nous au contraire amorcer un long processus d'avancée vers le socialisme, ouvrir une voie historique nouvelle ? La réponse sera donnée par les faits. Elle dépendra de notre politique, de la capacité de résistance de nos adversaires de droite, de l'évolution de l'environnement international.

Avancer suppose de clarifier les problèmes de la stratégie, de la rupture avec le capitalisme, de notre politique internationale.

1. - La stratégie politique d'Epinal à Valence

Dans la décennie qui a conduit notre Parti du Congrès d'Epinal (1971) au Congrès de Valence, les préoccupations stratégiques — c'est-à-dire touchant aux moyens du changement — ont été décisives.

a) Une nécessité : l'Union de la Gauche

Nous avons mené une réflexion spécifique et élaboré une stratégie adaptée : celle de l'Union de la Gauche. Cette recherche nous a rassemblés, mais a provoqué aussi, entre les socialistes, quelques désaccords et des différences d'appréciation tactique, visibles par exemple aux Congrès de Nantes (1977) et de Metz (1979).

Tout, dans l'expérience léguée par la vie politique des années 50 et 60 et dans le paysage politique des années 70, nous vouait à cette réflexion. Les institutions du pays et par exemple l'élection au suffrage universel direct du Président de la République ou le mode de scrutin majoritaire à deux tours qui obligeait aux coalitions, la faiblesse originelle du Parti socialiste, la puissance organisationnelle et électorale du Parti communiste, la diffusion de son modèle idéologique hors de ses propres rangs, le refus par notre Parti d'alliances avec la droite qui avaient fait tant de mal dans le passé nous ont imposé des contraintes qui se sont révélées salvatrices.

La volonté d'Union de la Gauche est née de la réalité. Un Parti socialiste qui aurait eu la capacité de rassembler à lui seul à gauche les masses populaires de ce pays — à l'instar du Labour en Grande-Bretagne, du S.P.D. en R.F.A., ou du Parti social-démocrate suédois —, n'aurait pas eu à se poser le problème de l'Union de la Gauche. Cette stratégie d'union a donc été un moyen et non une fin en soi. Mais elle n'a pas été non plus un simple stratagème, une tactique provisoire, une ruse pour rassembler à notre service les voix communistes. Nous l'avons prouvé en maintenant contre vents et marées notre stratégie et en appelant au gouvernement — en dépit des polémiques menées contre nous dans un passé récent et malgré la majorité absolue obtenue par nous à l'Assemblée nationale — des ministres communistes.

Encore fallait-il savoir, au cours de ces dix ans, adapter cette orientation aux circonstances et tenir compte, en particulier, des virages, parfois brusques, de notre partenaire principal. Sans fascination et sans dédain !

b) Deux tentations contradictoires

Jamais nous n'aurions pu parvenir à ce remarquable résultat du 26 avril 1981 qui a permis la victoire de François Mitterrand, si nous n'avions pas résisté, au fil des ans, malgré certains camarades, à deux tentations successives. La première aurait été de céder à la pression du Parti communiste français et de le suivre — bien qu'en retrait bien sûr —, dans ses surenchères internes ou internationales au point d'y perdre une partie de notre identité. Nous avons refusé cette tentation suiviste — et ce fut l'un des enjeux du Congrès de Nantes et celui de l'actualisation impossible du Programme commun en 1977 —, pour rester nous-mêmes. La seconde erreur aurait été de prendre prétexte de l'offensive de la direction du Parti communiste contre nous et, soit dériver vers une stratégie de « troisième force » (en cherchant progressivement des alliances avec certains éléments de la droite), soit inventer une stratégie dite « autonome » nous spécialisant dans l'expression de certaines catégories sociales (classes moyennes salariées contre classe ouvrière par exemple) et faisant bon marché de la présence à nos côtés et de la capacité d'influence, négative et positive, du



Parti communiste. Ce fut l'affaire du Congrès de Metz que de refuser ce risque de dérive. C'est ainsi qu'il a été compris à l'extérieur, à droite et ensuite dans l'électorat communiste. Car ne plus disputer le terrain, céder à la fatalité de la désunion aurait permis à la direction du P.C.F. de retourner contre nous l'argument de la division, d'accréditer véritablement l'accusation du « virage à droite », d'échapper à ses responsabilités et de trouver dans notre comportement des justifications pour le sien.

c) L'union dans et après les présidentielles

Les résultats de l'élection présidentielle sont venus couronner et presque symboliser ce lien contradictoire entre notre Parti et le Parti communiste. Chacun comprend que l'élection s'est gagnée au premier tour, le 26 avril 1981, quand un quart environ des électeurs communistes, contre le cours suivi par la direction du P.C.F., ont décidé d'affirmer leur volonté en votant pour François Mitterrand. Après une courte hésitation, leurs dirigeants les ont suivis ; ils ont appelé publiquement au désistement et ont pris ainsi leur part de la victoire du 10 mai. Nous avons donc gagné avec les communistes, mais contre la ligne suivie par la direction de leur parti depuis 1977.

Le même paradoxe vaut pour la question des ministres communistes. Nous avons d'entrée de jeu refusé de faire de cette question — dans les termes opposés et symétriques où la posaient les dirigeants du P.C. et la Droite —, la question unique, qui déciderait de tout. Nous avons préféré partir des questions de fond que se posaient les Français et leur répondre : sur le chômage, la crise, les injustices, les atteintes aux libertés, etc. Quant à la question des ministres communistes, nous l'avons abordée de façon précise, concrète et relative. C'est parce que nous avons dit : la direction du P.C.F. devra changer de ton, un certain nombre de réponses claires devront être apportées à des questions de fond (nationalisations, solidarité gouvernementale, Afghanistan, SS 20, Pologne...) que nous nous sommes donné les moyens, justement, d'aboutir de manière positive et que nous avons été compris par l'opinion. C'est dans les réponses, parfois jugées abruptes, données à cette question avant la campagne par l'actuel premier secrétaire et dans la campagne par celui qui allait devenir Président de la République, que se trouvent les prémisses de l'accord du 23 juin 1981 signé par nous-mêmes et la direction du Parti communiste. Cet accord est de caractère général sans doute, mais on y trouve les choix, conformes aux options socialistes, qui n'avaient pu être faits ensemble lors de l'échec de l'actualisation du programme commun en 1977.

Cet accord, qui a ouvert la voie au gouvernement commun, n'est certes pas la garantie de tout. Aucun texte, si précis et si proche de nos positions soit-il, ne nous assurera contre les aléas de la vie politique, les divergences ultérieures ou ressuscitées, le retour au sectarisme chez notre vieux partenaire historique. Mais, puisque nous avons signé un accord, il est bon que ce soit sur nos positions.

Il s'agit bien sûr aujourd'hui, dans les conditions nouvelles que nous proposent les responsabilités du pouvoir, de poursuivre la même orientation : rassemblement des forces populaires, renforcement — sans triomphalisme —, de la capacité d'action du Parti socialiste, attention portée à nos partenaires de la gauche et particulièrement

à l'évolution du Parti communiste, refus de renoncer, sous la pression et sous prétexte d'unité, aux positions que nous croyons justes et aux principes qui fondent l'identité des socialistes. Le rapport de forces à gauche nous est actuellement favorable. Gardons-nous de croire qu'il soit immuable. Travaillons pourtant à le préserver car ce rapport de force garantit, dans le contexte français et international qui est le nôtre, que nous pourrions aller plus avant vers le socialisme démocratique.

2 - Rupture avec le capitalisme

La Gauche arrive au pouvoir dans une situation qui ouvre et conditionne le processus de rupture avec le capitalisme.

a) Une situation de crise

Explosion du chômage, forte inflation, baisse du volume des investissements, régression du pouvoir d'achat, difficultés de la balance commerciale, tensions monétaires... la crise n'est pas un vain mot. Elle existe avec son lot de souffrances et de désespoir.

La crise n'est pas un incident conjoncturel provoqué par les interventions de producteurs de matières premières, la mauvaise appréciation de quelques dirigeants ou l'évolution de certains conflits, mais elle est structurelle. Elle plonge ses racines au cœur même du capitalisme, là où se concrétise et s'organise l'exploitation de la force de travail.

Le chômage ne surgit pas d'une malédiction démographique ou naturelle. Il résulte de la logique du fonctionnement même du système capitaliste : la recherche essentielle du profit maximum.

Cette profondeur de la crise trouve son illustration dans l'échec du fameux slogan selon lequel « les profits d'aujourd'hui font les investissements de demain et les emplois d'après-demain ».

La reconstitution des profits de la France, par la compression du pouvoir d'achat et la multiplication des aides de toutes sortes, n'a empêché ni le recul de l'investissement ni la multiplication des chômeurs. Elle apparaît également dans l'échec des politiques néo-libérales. Certes, l'Amérique de Reagan, en entraînant avec elle les pays européens, parvient apparemment à se maintenir, mais la Grande-Bretagne se trouve aujourd'hui au pied du mur et la R.F.A. aussi, dans une autre mesure.

Cette crise paraît ainsi liée à deux éléments fondamentaux : la baisse des taux de profit et le durcissement des contradictions inter-capitalistes sur lesquelles nous reviendrons.

L'histoire du capitalisme restera probablement comme celle de sa lutte permanente contre la baisse du taux de profit, tant il est vrai qu'il y va du pouvoir même de la classe dominante, car les bénéfices d'une entreprise rapportés aux capitaux engagés pour les produire tendent à diminuer.

Deux raisons expliquent ce mouvement. D'un côté, les travailleurs résistent à l'exploitation, organisent leur défense et ils tentent d'obtenir des salaires leur permettant un niveau de vie décent dans le cadre socio-culturel prévalant. Dès lors, le partage de la valeur ajoutée se trouve modifié en leur faveur et la part revenant aux profits réduite. D'un autre côté, la masse des capitaux engagés rapportée à la masse salariale, tend à croître en longue période sous le coup du progrès technique. Les deux mouvements ne sont pas cependant totalement indépendants. En effet, les luttes des tra-

vailleurs impulsent une réaction de la part de la classe dominante qui va recourir au progrès technique (nouvelles machines, nouvelles organisations du travail...) pour briser leur résistance et tenter de réduire leur rôle dans la sphère de production.

La baisse des taux de profits ne s'analyse donc pas comme le résultat d'une évolution purement arithmétique de deux grandeurs comptables, mais elle est la traduction économique des luttes de classes qui se nouent au cœur même du capitalisme et en constituent le tissu.

b) Les conditions de la rupture

Le nouveau pouvoir bénéficie au niveau des institutions nationales et locales d'un rapport de force très favorable et de larges soutiens populaires. Il peut aussi tirer profit de l'échec de la politique de l'ancien régime, du souhait d'une majorité de Français de dépasser un système socio-économique en bout de course.

D'autres éléments plus structurels, qui touchent aux formes prises par le capitalisme français depuis plusieurs décennies, doivent faciliter la transition au socialisme. Outre la résistance aux contradictions sociales par l'accélération des découvertes et le développement de la révolution scientifique et technique, la salarisation de la population active, la tertiarisation des activités économiques, la mutation qualitative de la force de travail (accroissement des titulaires de hauts diplômes et allongement des études, notamment pour les femmes) engendrant un double processus de surqualification et surtout de déqualification des tâches, la concentration urbaine et l'industrialisation de régions nouvelles ont fait surgir de nouvelles aspirations et de nouvelles exigences. D'un côté, la volonté de participer aux décisions dans toutes les sphères de la société (dans et hors la production), de donner un pouvoir réel aux élus (décentralisation), d'obtenir une meilleure répartition des fruits de la croissance et un juste partage des rôles de responsabilités entre les sexes, les âges, les classes sociales, les types de tâches : de l'autre, l'exigence d'une redéfinition des formes de travail (travail à la chaîne, travail posté...), de la qualité du travail (fiabilité, durabilité...), de l'espace social (urbanisme, transports, loisirs...) de la culture et du temps libre.

c) Les difficultés de la rupture

La révolution industrielle en cours s'accompagne d'une concurrence économique accrue au niveau international. La France ne pourra mener à bien la rupture avec le capitalisme que si elle maîtrise les progrès économiques et technologiques, aussi bien, sinon mieux, que les autres pays. Elle doit pour cela combiner un effort de recherche accru, une stratégie industrielle indépendante assise sur un secteur public élargi, une planification démocratique permettant de maîtriser les forces du marché et débouchant sur une reprise rapide des investissements.

Le redressement économique indispensable pour mener à bien la rupture avec le capitalisme se heurte aux politiques économiques libérales égoïstes menées par certains pays industrialisés dominants. Une alliance renforcée avec les pays européens et un développement des relations entre la France et les pays non alignés sont indispensables pour tenter d'infléchir ces politiques.

Pour éviter que les nouveaux moyens techniques mis à la disposition de l'homme par le progrès scientifique ne deviennent de nouveaux



moyens d'oppression ou de parcellisation du travail, la rupture avec le capitalisme doit également assurer le développement des droits des travailleurs et des citoyens. Dans cette optique, l'élargissement du secteur public doit éviter l'écueil de l'étatisation et une véritable décentralisation doit être mise en place rapidement.

La rupture avec le capitalisme ne doit pas seulement transformer le fonctionnement économique et politique de la société française. Elle ne sera effective que si se produit dans le même temps une rupture dans les modes de pensée. Cette rupture doit être favorisée par une action culturelle et sociale puissante combinée avec la décentralisation.

d) une rupture graduée

Ces nouvelles aspirations, ces nouvelles exigences portées par une large majorité de Français — et la tradition politique française qui recherche le changement par la voie légale — permettent une rupture graduée et démocratique avec le capitalisme. Des résistances se manifestent venant de la grande bourgeoisie, de l'environnement économique et financier international, d'une technocratie pour partie liée aux principaux groupes économiques.

Une puissante activité gouvernementale et parlementaire, une forte cohésion politique, un rôle actif de l'Etat dans les négociations entre partenaires sociaux, les luttes sociales sur tous les terrains de concert avec les partis, les syndicats et les associations et le rôle à la fois médiateur et dirigeant des partis du rassemblement populaire permettront de vaincre ces résistances.

e) Les moyens de la rupture

Comme nous l'avons vu, notre objectif n'est pas de moderniser ou de tempérer les effets les plus néfastes du capitalisme mais bien de le remplacer — à terme — par le socialisme. C'est pourquoi, pour nous, la rupture avec le mode de production capitaliste implique un certain nombre de réalisations et de principes : une nouvelle logique économique qui refuse le chômage et une division internationale du travail visant à réguler le système à travers les crises, une rupture avec le patriarcat pour l'émergence de nouvelles relations sociales dans la famille, le travail et la sphère politique, la nationalisation des secteurs économiques clés, l'avènement de nouveaux droits des travailleurs dans l'entreprise et une conception différente du travail, la décentralisation des pouvoirs.

La transition vers un nouveau mode de production de type autogestionnaire et de nouvelles valeurs s'appuiera sur une série de réformes qui seront approuvées à chaque étape décisive par une majorité de Français.

3 - Pour un nouvel internationalisme

Le développement de la crise mondiale est le trait dominant de l'environnement international et en marque tous les aspects. Cette crise n'est pas seulement économique mais aussi sociale, politique et culturelle.

Pour les socialistes, les crises ont forcément un caractère ambivalent et témoignent notamment des contradictions qui remettent en cause les équilibres apparents sur lesquels se fondent les conservatismes et les oppressions. Certes, la crise porte en elle ses drames immédiats qu'il convient de ne jamais sous-estimer puisqu'ils sont déjà mortels dans certaines parties du monde (famines, génocides, répressions, interventions militaires violentes) et pourraient le devenir pour l'humanité entière. Il n'en reste pas moins qu'elle fournit le terrain fertile où s'enracinent les pousses de l'avenir.

De ce point de vue la vocation du Parti socialiste à découvrir et à emprunter les voies d'un nouvel internationalisme doit, au même titre que l'Union de la Gauche, le front de classe et l'autogestion, marquer son identité, sa complète originalité dans la pensée et l'action politique.

a) Pourquoi un nouvel internationalisme ?

Les travailleurs ne peuvent affronter divisés l'internationalisation du capital et la centralisation à l'échelle internationale de la prise de décision économique. Jouer sur les différences des statuts sociaux, des pratiques syndicales, est un élément essentiel de la stratégie de développement des firmes multinationales.

L'internationalisme, né au dix-neuvième siècle avec la classe ouvrière elle-même, fut exalté en Europe au début du xx^e siècle par l'exceptionnel événement de la Révolution russe. Menacée à sa naissance d'étranglement, elle en appelait à la solidarité des travailleurs. Mais cet « internationalisme prolétarien », comme disent les idéologues soviétiques, hier porteur d'un puissant espoir, ne sert plus aujourd'hui aux héritiers d'octobre 1917 que de toile de camouflage de plus en plus transparente pour masquer dominations et visées expansionnistes.

L'apparition et le développement en Asie, en Afrique et en Amérique latine d'un vaste et multiforme mouvement d'émancipation nationale et sociale des peuples du tiers monde annonce au monde, au-delà des convulsions qui l'animent, les exigences de masses immenses.

b) Trois pièges à éviter

A partir de ces exigences, trois pièges sont à éviter :

Choix de classe contre l'exploitation et l'inégalité, **le nouvel internationalisme qui prit racine dans la solidarité des travailleurs des premiers pays industrialisés, essentiellement en Europe, ne saurait s'arrêter à ses frontières**, ni, sous prétexte de défendre sa riche tradition, se crisper sur ses traits historiques, pire encore se proposer comme modèle exportable. L'« eurocentrisme », ne peut que faire échec à l'internationalisme de notre temps.

Reconnaissant par sa définition même, l'existence de la nation, le respect et l'amour de la patrie (selon la forte expression de J. Jaurès : « un peu d'internationalisme éloigne de la patrie, beaucoup d'internationalisme y ramène ») **notre position rejette le « mondialisme »** de l'ancien chef de l'Etat et des forces qu'il représente. Lui opposant la solidarité des classes exploitées, des peuples opprimés, dominés, voire même exclus de l'humanité actuelle, l'internationalisme actuel se construit contre le cosmopolitisme de la bourgeoisie mondiale et avant tout contre les entreprises impérialistes.

Solidaire des luttes de libération du tiers monde et du puissant élan d'émancipation nationale et sociale qui les fondent, l'internationalisme socialiste apporte tout son appui à la défense du droit des peuples à l'existence nationale, à l'indépendance et au développement économique et culturel. Bien loin de se réduire à une sorte de fuite en avant, à un « tiers-mondisme », vécu naguère encore comme un refus d'affronter les transformations socialistes de notre propre société, le nouvel internationalisme n'oppose pas notre projet pour la France à nos solidarités avec les peuples appartenant à d'autres continents mais s'efforce d'articuler dans un même mouvement notre émancipation et la leur.

Laissant à chacun le choix de son type de développement autocentré, le Parti socialiste qui propose à la France une attitude résolument offensive pour vaincre la faim et la misère dans le monde, se gardera de ne faire de ses propositions pour établir un autre type de relations entre le Nord et le Sud, qu'un élément de son dispositif anti-crise, voire du seul renflouement des puissances industrielles. Notre choix n'est pas celui d'un nouvel ordre international à partir d'elles, mais bien celui de l'émancipation planétaire.

c) Le fil conducteur de notre politique étrangère

Le fil conducteur de notre politique étrangère, c'est la volonté de prendre et de soutenir toutes les initiatives susceptibles de libérer progressivement notre pays et le monde de la logique des blocs pour y substituer une organisation collective de la paix.

Cette volonté — qui ne saurait se confondre ni se limiter avec la détente, nécessaire et insuffisante — appelle notamment un double engagement vigoureux.

- pour une Europe indépendante où les peuples se sentiraient enfin réellement partie prenante de l'entreprise communautaire : espace social européen, programmation européenne, développement des politiques communes, participation accrue des forces syndicales.

- pour un Nouvel ordre international politique, économique et culturel, ce qui implique un changement radical dans les relations Nord-Sud. Il y a là tout à la fois un champ d'action privilégié et une tâche historique pour une France à direction socialiste.

Cette lutte pour la paix et la recherche de nouveaux équilibres mondiaux ne saurait se séparer de la lutte pour les Droits de l'Homme et les Droits des peuples. Le Parti socialiste soutiendra cette lutte où que ce soit, quels que soient l'impérialisme ou la forme de domination qu'il devra affronter, du Salvador à l'Afghanistan.

Pour conduire cette politique, le Parti socialiste entend que soit préservée la capacité de décision de la France, dans le cadre des engagements qui sont les siens. Il entend également renforcer les bases économiques et culturelles de notre indépendance. Il entend enfin agir de telle sorte, par un effort particulier d'information et d'explication, que la politique internationale ne soit plus un domaine étranger à trop grand nombre de Français.

Le Parti socialiste en appelle à toutes les forces qui travaillent en ce sens et contribuera par tous ses moyens à leur rassemblement.

Il continuera à jouer un rôle actif au sein de **l'Internationale socialiste** qui demeure un lieu privilégié de rencontres, de débats et d'initiatives communes.

Il s'efforcera aussi de traduire dans la réalité politique et sociale ses aspirations au renouveau et à la coopération du **mouvement ouvrier européen**, dans une exacte reconnaissance de sa diversité politique (socialistes, sociaux-démocrates, travailleurs, euro-communistes) et syndicale. Il a conscience que les progrès de la gauche européenne permettraient de consolider les forces de renouveau à l'Est et de conforter les espoirs et les avancées nées du mouvement des travailleurs polonais.

Il continuera à développer ses relations et à rechercher toutes convergences avec les mouvements et partis progressistes et socialistes à l'œuvre pour la libération du tiers monde. Il est conscient qu'en travaillant dans ce sens il répond à l'attente de ceux qui tout en voulant échapper à l'impérialisme américain refusent le type de société soviétique et recherchent une alternative réellement socialiste.



Pour un parti uni dans l'esprit d'Épinay

Contribution présentée par : Guy ALLOUCHE (Nord). — Jacques BADET (Loire). — Jean-Pierre BALLIGAND (Aisne). — Gilles BARDOU (Tarn). — Antoine BLANCA (Hauts-de-Seine). — Gilbert BONNEMAISON (Seine-Saint-Denis). — Jean-Michel BOUCHERON (C.D. - Charente). — Martine BURON (B.E. - Loire-Atlantique). — Denise CACHEUX (C.D. - Nord). — Jean DEFLASSIEUX (Paris). — Lucien DELMAS (Dordogne). — Bernard DEROSIER (B.E. - Nord). — Marie-Josèphe ESPEYSSE-PONTILLON (B.E. - Paris). — Roger FAJARDIE (B.E. - Cher). — Jacques FLEURY (Somme). — Françoise GASPARD (C.D. - Eure-et-Loir). — Cécile GOLDET (Paris). — Alain HAUTECŒUR (C.D. - Var). — Jean-Yves LE DRIAN (Morbihan). — Guy LENGAGNE (C.D. - Pas-de-Calais). — Jacques-Roger MACHART (Haute-Garonne). — Jacques MELLICK (C.D. - Pas-de-Calais). — Daniel PERCHERON (B.E. - Pas-de-Calais). — Louis PERREIN (Val-d'Oise). — Rodolphe PESCE (Drôme). — Christian PIERRET (Vosges). — Robert PONTILLON (C.D. - Hauts-de-Seine). — Jean-Claude ROUTIER (B.E. - Loire-Atlantique). — Michel SAINTE-MARIE (C.D. - Gironde). — Alain SAUSSE (Paris). — Michel THAUVIN (Hauts-de-Seine).

Dans leur majorité, les Français ont ratifié les thèses développées par le Parti socialiste. Ils ont fait de l'homme qui symbolisait le renouveau du socialisme et l'union de la gauche, François Mitterrand, le garant du renouveau national et de l'unité du pays. Ils ont donné au Parti socialiste, pour la première fois dans son histoire, la majorité absolue des sièges à l'Assemblée nationale.

Cette double victoire a notamment permis à tous les hommes de gauche de se retrouver. Les électeurs ont tranché, sans la moindre ambiguïté, le problème des responsabilités dans la rupture de l'union de la gauche posé par le P.C.F. La démonstration a, en outre, été apportée que ce n'est qu'avec un Parti socialiste fort, n'hésitant pas à développer de manière autonome ses analyses et sa politique, que la gauche peut l'emporter.

Déjà, sous l'impulsion de Pierre Mauroy, le gouvernement s'applique résolument à mettre en œuvre les options que nous avons arrêtées en commun et sur lesquelles François Mitterrand s'est engagé. Ce résultat n'est pas une fin. Ce n'est qu'une étape, que nous voulons décisive, dans la construction de la société que souhaitent les socialistes. Ce n'est qu'une étape également, dans la construction d'un Parti socialiste capable d'être toujours davantage un lieu de rassemblement et un facteur de mobilisation.

L'impasse historique dans laquelle s'est engagée l'expérience bolchévique est aujourd'hui patente. Parmi les causes de cet échec figure l'isolement imposé, puis souhaité, pour développer cette expérience. C'est pourquoi nous tenons à réaffirmer que notre démarche s'inscrit dans le cadre d'une économie que nous voulons laisser ouverte à la compétition et aux courants d'échanges extérieurs.

Le système constitutionnel de la V^e République et l'ampleur du succès électoral socialiste garantissent à l'expérience gouvernementale une durée suffisante pour pouvoir réellement, dans ce contexte, engager les mutations dont notre société a besoin. En contrepartie, notre responsabilité, comme socialistes, est à la mesure de notre victoire : entière.

Comprenons-nous bien. Il en va de la politique gouvernementale comme il en allait hier de l'effort de synthèse que nous n'avons cessé de demander au Parti. Ce n'est absolument pas une attitude de renoncement, mais une volonté de réussite dans la durée. C'est la volonté d'obtenir l'accord le plus large pour une avancée politique maximum. La déclaration de politique générale du Premier ministre a bien illustré cet objectif. Tous les engagements de la campagne présidentielle y figurent. Seul le souci de réussir la mutation conduit à fixer un échéancier, à choisir un rythme, à proposer éventuellement des modalités particulières.

La société française, à l'image de la plupart des sociétés occidentales, est rongée par le chômage. Outre la charge financière de plus en plus lourde que ce fléau fait peser sur nos pays, il mine les assises de nos sociétés et rejette en particulier les jeunes vers des attitudes nihilistes, il les pousse à la révolte, au désespoir. Tel est le bilan des politiques libérales appliquées depuis une décennie.

Cette situation est entretenue par le dérèglement des relations économiques internationales. Elle échappe donc, pour partie, à la seule action du gouvernement et sa solution implique des négociations entre les principaux partenaires, notamment occidentaux.

La tâche première de la gauche consiste néanmoins à rendre au pays des raisons d'espérer, donc des motifs d'entreprendre. Sa première responsabilité est de réconcilier la jeunesse avec son avenir. Dès lors toutes nos options économiques — relance de la consommation, reprise des investissements industriels, grands travaux, réduction de la durée du travail — ont comme objectif prioritaire de faire reculer le chômage, de remettre la France tout entière au travail. Car seule une France forte du travail de tous les siens sera en mesure de relever les défis que nous nous sommes lancés, les défis que les Français ont, eux aussi, avec nous, choisi de relever.

Une France solidaire

Le premier de ces défis consiste à mettre en place une France solidaire, dans laquelle chaque citoyen retrouvera sa part de responsabilité, son autonomie, sa dignité.

Parce que le recours systématique à la loi favorise l'irresponsabilité et accentue les rigidités sociales, nous devons faire de la négociation et de la procédure contractuelle la règle et non plus l'exception.

Il s'agit, par la voie de la négociation, d'obtenir notamment :

- une élévation du niveau de vie des plus défavorisés,
- une redéfinition des grilles de salaires supprimant en particulier la discrimination actuelle à l'égard des ouvriers et surtout des ouvrières,
- la réforme de la Sécurité sociale, tant en ce qui concerne son financement que les principes de gestion des caisses,
- la réforme de la fiscalité afin que, conformément à la déclaration des Droits de l'Homme, la charge soit effectivement répartie entre les citoyens « à raison de leurs facultés contributives ».

- le développement d'espaces de temps libre qui échappent à la loi du marché et dont les intéressés aient la maîtrise, notamment en se réunissant volontairement au sein d'associations et d'organismes d'éducation populaire,
- la définition, en liaison avec les collectivités décentralisées, d'un nouvel aménagement du territoire qui rétablisse l'équilibre entre régions riches et régions pauvres, milieu rural et milieu urbain.

Une « nouvelle citoyenneté »

Le second défi vise à jeter les bases d'une « nouvelle citoyenneté ». Les salariés doivent devenir des citoyens sur leur lieu de travail. L'élargissement du secteur public, réalisé grâce aux nationalisations, permettra, dans ce domaine, des progrès sensibles. Les droits syndicaux, en particulier, doivent être approfondis.

Mais il est d'autres droits qu'il nous faut, sans tarder, faire respecter. Et d'abord ceux de la majorité de nos compatriotes : les citoyennes. Mais aussi de ces hommes et ces femmes qui, en immigrants, sont venus soit nous apporter leur force de travail, soit trouver, parmi nous, un refuge.

Un effort immédiat doit être engagé pour que soit enfin respecté le droit des Français à l'information. Une nouvelle déontologie de la communication est nécessaire dans laquelle l'information et la production seront libérées des contraintes du pouvoir et de l'argent. Il convient notamment d'adapter notre législation aux progrès fulgurants réalisés par la technique en prenant, par exemple, en compte le développement de la télématique.

Enfin, l'épanouissement du mouvement associatif doit lui permettre de devenir le support privilégié de cette « nouvelle citoyenneté ».

Les nouvelles structures de la relance

Le troisième défi découle de notre volonté de relancer l'appareil de production du pays tout en respectant les engagements internationaux de la France et notamment les règles de la Communauté économique européenne.

L'extension du secteur public, telle que le gouvernement l'a engagée, est destinée d'abord à renforcer notre potentiel industriel. Dans chacune de leurs branches, les entreprises publiques seront les « locomotives » de l'investissement et de la modernisation.

Soumis jusqu'à présent à l'impératif du profit à court terme et à tout prix, ces groupes ont fait perdre à notre industrie une partie de sa substance et de sa richesse.



La gestion de certains secteurs — comme la sidérurgie — se solde par un constat de faillite alors que d'autres — comme l'industrie pharmaceutique — ont préféré, pour des raisons politico-financières, passer sous contrôle étranger. Or la France ne peut faire l'économie ni d'une sidérurgie digne de ce nom, ni d'une recherche pharmaceutique vigoureuse dont les brevets resteraient à l'actif de la nation. En outre, les dirigeants de la plupart de ces groupes ne sont déjà plus liés au capital. Ce sont de simples responsables de gestion souvent issus de la techno-structure de l'État.

Enfin, en matière bancaire, non seulement la loi de nationalisation de 1945 n'a pas été conduite à son terme puisque les banques d'affaires ont échappé au processus prévu, mais encore elle a été progressivement vidée de son contenu. La réforme, dans ce domaine également, doit être menée à bien et la collectivité doit retrouver son privilège d'émission de la monnaie, sous toutes ses formes.

Dans la tradition historique française, toutes les grandes politiques d'équipement ou de relance économique ont dû être provoquées et conduites par l'État. La relance de l'investissement et la restructuration industrielle que nous entendons mener à travers l'élargissement du secteur public ne découlent donc pas d'une simple option idéologique mais d'abord d'une nécessité économique et d'une volonté politique : celle de bâtir une France entreprenante.

Restaurer cette France entreprenante c'est aussi bâtir à partir du secteur public, une authentique démocratie économique, c'est-à-dire répondre à la volonté des travailleurs de maîtriser leur outil. Il s'agit là d'une option de caractère révolutionnaire dont la portée est décisive pour l'avenir.

La France des Droits de l'Homme

Le quatrième défi consiste à refaire de notre pays la terre des Droits de l'Homme et à le placer au premier rang de la lutte pour un nouvel ordre international, fondé sur la paix et la coopération. L'égoïsme des grandes nations industrielles précipite la planète dans le chaos. La faim, la dépendance économique, le sous-développement, imposent à des milliards d'hommes un nouvel esclavage. La France refuse de s'incliner devant cet état de fait et ne cessera de lutter pour que des rapports moins inégalitaires s'instaurent entre les pays développés et ceux qui ne le sont pas, même si cette politique doit nous coûter de rudes conversions industrielles ou agricoles.

La volonté politique qui nous anime, l'accueil que la majorité des Français a réservé à nos propositions, ne peuvent cependant nous faire oublier que l'action engagée se heurte et se heurtera à de vives résistances. On ne modifie pas en profondeur les structures d'une société sans qu'inévitablement des tensions se manifestent. Car, comme l'expliquait, par exemple, Pierre Mauroy dans sa déclaration de politique générale : « Pour donner plus aux uns, il faut donner moins aux autres. Il n'y aura pas de miracle. Il n'existe pas de cagnotte où prélever les revenus versés aux uns sans toucher à ceux des autres ».

Il y a, il y aura bien sûr, la résistance des privilégiés qui, pied à pied, défendent leurs avantages. Il y a, il y aura aussi, la résistance de groupes et de catégories sociales qui n'ont pourtant rien à craindre de la gestion d'un gouvernement dirigé par des socialistes mais qui se laissent impressionner, voire manipuler, par la pression idéologique de nos adversaires.

Pour surmonter cette situation, une intense activité militante des socialistes demeure, plus que jamais, nécessaire.

Le parti du changement

A tous les niveaux, dans toutes les fonctions, les socialistes sont mobilisés pour mettre en œuvre le programme ratifié par une large majorité de Français. Tel est notamment le rôle des élus et des membres du gouvernement.

Mais la tradition socialiste est d'abord une tradition démocratique. Cela signifie donc que l'on ne peut réduire les élus ou les ministres à de simples exécutants des décisions du Parti. Un élu socialiste est un militant et le représentant des citoyens dans leur ensemble. Un ministre socialiste est un militant et un dirigeant du pays tout entier. Un gouvernement animé par des socialistes est d'abord le gouvernement de la France.

Il revient aujourd'hui, à tous les socialistes, de fonder l'unité du Parti sur une claire définition de ce que doivent être son rôle et sa fonction dans la nouvelle période ouverte par le succès à l'élection présidentielle et aux élections législatives.

L'une des principales caractéristiques du P.S., tel qu'il s'est reconstitué au cours des dix dernières années, est d'être la formation politique qui épouse le mieux les contours de la société française. Le fait de constituer une sorte de « France en réduction » a été un atout décisif dans la période de conquête du pouvoir.

Rechercher la synthèse c'était donc rechercher le rassemblement du pays. Accuser les différences, c'était hypothéquer les chances de succès. De même, sans sous-estimer la diversité du socialisme français, mais parce que nous avons, par dessus tout, le souci de son unité, nous avons toujours souhaité le voir se réapproprier son histoire. Sans mémoire, il n'y a pas, en effet, d'action collective possible. Sans mémoire on ne peut déchiffrer l'avenir.

Il nous faut, durablement, réaliser cette synthèse des « tempéraments » qui donnent au socialisme français une image si contrastée. C'est sur de telles bases qu'en juin 1971, à Épinay-sur-Seine, nous avons, avec François Mitterrand, jeté les bases du rassemblement aujourd'hui majoritaire dans le pays. Opposer les socialistes entre eux, au nom de particularités historiques ou de références culturelles contestables, c'est entraver le mouvement qui, depuis une décennie, monte du fond de notre peuple. Ce raisonnement, ce n'est pas la première fois que nous le développons devant le Parti. Il demeure au centre de nos analyses.

Pour autant, nous n'ignorons pas que certains arbitrages pouvaient être différés ou estompés dans l'opposition qu'il n'est pas possible de

contourner lorsqu'on assume la responsabilité des affaires publiques. Cette situation risque toujours de provoquer des tensions au sein du Parti lui-même dans la mesure où les heurts d'intérêts observés dans le cadre de la société peuvent se retrouver dans ses rangs. Il convient donc que le Parti assume ce constat et se prépare à surmonter les difficultés qui peuvent en découler.

C'est à ce niveau que l'on mesure d'ailleurs combien est artificiel un type de discours qui, depuis quelques années, nous propose, en fait, de diluer le Parti au sein de la « société civile ».

Les partis politiques, dans leur forme moderne, sont, ne l'oublions pas, une création du mouvement ouvrier. Certes, là encore, l'expérience bolchévique a contribué à pervertir certains des principes d'organisation. Il n'en demeure pas moins qu'il incombe aux partis politiques d'animer la « société civile », de sentir et de traduire la vie quotidienne, d'amorcer la synthèse qui, seule, permet de transcender les égoïsmes corporatistes et catégoriels. Surtout dans un pays comme la France, où le faible taux de militantisme et la division syndicale renforcent encore la tendance de la société à se disperser, à se fragmenter.

Vivre ensemble dans le parti d'Épinay

Encore faut-il, pour réussir la nécessaire synthèse politique, que le Parti lui-même ne se vive pas comme un groupe de pression parmi les autres. Il est devenu une grande formation, certes. Mais les deux cent à trois cent mille militants que nous organisons ne sont pas, ne peuvent pas être, à eux seuls, tout le socialisme. Il y a déjà ce peuple socialiste de neuf millions de femmes et d'hommes qui a assuré nos succès électoraux. Il y a aussi toutes ces organisations qui contribuent à l'élaboration d'une politique : les syndicats, les coopératives, les mutuelles, tous les rouages de l'organisation et de la solidarité des travailleurs. Vie associative, mouvements écologiques, mouvements des femmes, et toutes les formes de mobilisation et d'action des citoyens dans les luttes sociales doivent converger grâce à l'activité des militants socialistes. Tout en respectant, bien sûr, l'autonomie de chaque groupe, de chaque mouvement.

C'est dire qu'en fonction des responsabilités qui sont désormais celles des socialistes à la tête de l'État, il nous faut construire un parti digne de notre ambition, un parti nécessaire à l'avènement de la « nouvelle citoyenneté » annoncée. Atteindre cet objectif exige un important effort des socialistes sur eux-mêmes. Nous devons nous interdire tout narcissisme.

Telle était déjà notre conviction, il y a dix ans, à Épinay-sur-Seine. Et c'est pourquoi, avec François Mitterrand, nous avons réussi le renouveau socialiste.

Une autre étape, plus ambitieuse encore, nous attend. Il nous faut élargir encore l'entreprise, la porter au niveau exigé par la nouvelle situation politique. Nous avons aujourd'hui besoin d'un parti uni pour permettre une politique soutenue par une majorité et réalisée par un gouvernement. Nous n'y parviendrons que par le refus du dogmatisme, de toute conception étroite, restrictive, de l'esprit de parti. Telle était la leçon et le contrat du congrès d'Épinay. C'est eux que nous vous proposons de prolonger aujourd'hui.



Agir

Contribution présentée par : **Didier MOTCHANE, Pierre GUIDONI, Michel CHARZAT, Jean BESSE, Annette CHEPY, Michel COFFINEAU, Georges SARRE.**

SOMMAIRE

INTRODUCTION

I. — LES PRIORITÉS D'ACTION

- La politique économique : priorité à la lutte contre le chômage
- Les nouveaux droits des travailleurs
- Les nationalisations
- La durée du travail
- Les médias

II — MOUVEMENT POPULAIRE, LUTTES ET FRONT DE CLASSE

- Un mouvement de masse potentiel

- Front de classe et union large
- Pour rassembler la gauche

III — LES RELATIONS EXTÉRIEURES DE LA FRANCE

IV — LE PARTI : L'ÂGE DU POUVOIR

- Un lieu vivant
- Autonomie et cohésion
- Le déséquilibre entre élus et non-élus
- Le déséquilibre entre adhérents anciens et nouveaux
- La formation
- La presse du parti
- Structurés locaux et secteurs d'intervention

Introduction

La victoire de François Mitterrand marquera l'histoire. Celle de notre Parti comme celle de la France et du monde.

Il faut affirmer cette évidence avec force, parce qu'elle impose aux militants socialistes d'immenses responsabilités.

L'enjeu, pour le tournant de ce siècle, est celui du passage démocratique au socialisme et celui de la paix. Nous ne disons pas que les élections du 10 mai et du 21 juin ont fait disparaître l'ancien régime en France et qu'elles mettent, par conséquent, immédiatement le socialisme à l'ordre du jour dans notre pays. Les racines de l'exploitation des travailleurs, les fondements de l'aliénation des citoyens, les causes de l'oppression et de la mise en marge des plus faibles et des plus démunis sont, bien entendu, intacts. Le capital trouve dans l'imbrication de l'économie française dans le marché mondial des lignes de retraite qui sont autant de bases de contre-offensive contre les avancées d'un pouvoir de gauche en France. Mais les socialistes disposent désormais des leviers que leur donne la conquête démocratique des institutions politiques et de l'appareil d'Etat. Ils savent que ces outils vaudront ce que vaudra leur capacité à s'en servir et à les transformer dans le sens voulu par les travailleurs qui leur ont fait confiance et qui seront rejoints par tous ceux qui, après avoir voté à droite, sentent confusément qu'entre la prolongation indéfinie d'une crise dont les conséquences leur sont de plus en plus insupportables et une autre politique il n'y a pas de milieu.

Ainsi la victoire même des socialistes les place-t-elle au pied du mur (et ils peuvent s'en enorgueillir car c'est la marque de toute grande victoire); il leur faut désormais, dans l'épreuve d'un pouvoir conquis par la seule démocratie mais qui leur sera assurément contesté de bien des manières, donner un sens socialiste à cette victoire,

c'est-à-dire répondre aux exigences immenses mais parfois confuses et contradictoires des masses en créant progressivement les conditions du passage au socialisme.

Tels sont les engagements du Projet socialiste qui sont en principe ceux de chacun des militants de notre Parti : non pas faire faire à la société française l'expérience d'un gouvernement de gauche (comme le disent sur tous les tons nos adversaires de droite), car notre peuple n'a pas de vocation à devenir le banc d'essai idéologique d'apprenti-sorciers ou d'apprenti-notables et l'histoire ne revient jamais sur ses pas, mais utiliser notre pouvoir pour en faire effectivement celui des travailleurs et celui des citoyens. Le changement social ainsi conduit permettra de combattre la crise et par conséquent la logique du capital, ce qui est la raison d'être du pouvoir de la gauche et la condition même de son efficacité. Comme le rappelait le congrès de Metz : « notre objectif n'est pas de moderniser le capitalisme ou de le tempérer mais de le remplacer par le socialisme. C'est pourquoi nous parlerons ici de rupture en évoquant successivement les cinq conditions qu'elle suppose : un plan démocratique, un secteur public élargi, de nouveaux droits aux travailleurs, une décentralisation poussée jusqu'à son terme, des mesures immédiates. » C'est pourquoi, en octobre 1981, au congrès de Valence, investi de la responsabilité nouvelle que notre peuple vient de lui donner, le Parti socialiste précisera les modalités d'un processus de transformation sociale qui sera le développement même du front de classe dont il est à la fois l'expression et l'instrument.

Sans doute doit-il être parfaitement clair que l'action des militants socialistes ne saurait se confondre avec ou se substituer à celle du gouvernement. Celui-ci a ses propres responsabilités à l'égard du Parlement et du Président de la République. Son action se règle sur les engagements pris

par le candidat socialiste à la présidence de la République devant les électeurs. Le Parti socialiste, après avoir lutté pendant dix ans pour donner à notre peuple un Président de la République socialiste et un gouvernement de gauche, attend avec une pleine confiance la mise en œuvre de la politique proposée par François Mitterrand et ratifiée par les électeurs. Mais il ne considère pas que les institutions politiques sont les seuls acteurs de la démocratie, les seuls agents du changement social. « L'idée dont il faut partir, rappelait-il au congrès d'Épinay, c'est qu'on ne mettra pas en place un gouvernement de la gauche durable et, a fortiori, la construction socialiste, en partant du haut, c'est-à-dire en se contentant d'utiliser dans un sens socialiste l'appareil d'Etat, même renforcé. L'illusion, aujourd'hui, est de croire qu'il soit possible à la gauche d'occuper le pouvoir pour y procéder à des réformes démocratiques et d'améliorer la condition des travailleurs sans toucher au cœur du système actuel, au pouvoir dans l'entreprise. » Il ne s'agit pas, pour les militants socialistes, de se substituer aux travailleurs et de se prévaloir, avant même qu'ils se manifestent, de mouvements populaires qui ne peuvent être la propriété d'aucune organisation politique ni même syndicale, mais d'établir une liaison continue et réciproque entre la dynamique populaire et l'action gouvernementale. Le Parti socialiste, dont le projet a été popularisé par la campagne électorale de François Mitterrand qui s'en est largement inspiré, dispose d'un groupe parlementaire dont le nombre dépasse celui de la majorité absolue de l'Assemblée nationale. Il doit, pour se mettre à la hauteur de ses responsabilités, se donner les moyens d'être le centre de propositions, d'impulsion et de cohésion à l'écoute des masses qui appellent des temps nouveaux. Il lui revient d'établir et de maintenir, à travers ses militants et ses élus, un fil continu entre l'opinion publique, celle des travailleurs, et l'action gouvernementale.



I - Les priorités d'action

L'état de grâce, c'est-à-dire le fait qu'un changement politique d'une telle portée se soit produit sans être précédé, et sans avoir déclenché dans l'immédiat, de mouvement revendicatif explicite, ne doit pas faire illusion. Il a contribué à l'ampleur de la victoire socialiste aux élections législatives. On a tout lieu de croire qu'au moment même où se tiendra le congrès de notre Parti, il sera vraisemblablement proche de sa fin.

La lucidité nécessaire nous interdit d'ailleurs de le déplorer : la résistance de la droite n'a pas besoin de nos vœux pour se développer. Ce n'est pas la passivité des travailleurs qui nous aidera à la surmonter, mais leur aptitude à se mobiliser, à dépasser leur isolement et leurs contradictions, à soutenir l'action entreprise par le pouvoir de gauche, à comprendre et à se saisir des perspectives qu'il leur offre. La gravité de la crise et un « état de grâce » tout provisoire mais qui reflète autant les difficultés subies depuis quelques années par les travailleurs et par le mouvement ouvrier que la commotion infligée par la victoire de François Mitterrand à leurs adversaires, n'appellent pas à diluer l'action dans le temps. Il faut concentrer au contraire dans les premiers mois de la législature le plus grand nombre possible de réformes stratégiques. Sans doute est-il bon, en faisant montre d'une sérénité de bon aloi, de rassurer des adversaires éventuels, pour éviter qu'ils ne deviennent effectivement, et tous à la fois, des adversaires déterminés. Mais il est encore plus décisif de créer les conditions qui transformeront l'adhésion populaire, relativement passive, dont bénéficie le pouvoir socialiste pendant la période de l'état de grâce, en soutien actif. Le gouvernement en aura besoin pour surmonter les obstacles qui l'attendent. La détermination avec laquelle celui-ci a engagé le processus de restauration et l'élargissement des libertés comme celui de la décentralisation montre que, sous l'impulsion du Président de la République, il l'a fort bien compris. La motion de Metz le disait déjà nettement : « Personne ne croit au « grand soir » ? Ce n'est pas une raison suffisante pour renvoyer le socialisme aux calendes grecques. Ce sera long ? Raison de plus pour commencer dès l'avènement du gouvernement de la Gauche et pour atteindre dans les trois mois, comme l'a prévu notre programme, des seuils décisifs : nationalisations, décentralisation, droits des travailleurs, réforme fiscale, retour à la liberté des médias, mesures immédiates sont, de ce point de vue, prioritaires. »

La politique économique : priorité à la lutte contre le chômage

La conception économique — mais aussi sociale et politique — du plan intérimaire de deux ans qu'il convient de mettre en œuvre pour remonter la pente et renverser la courbe du chômage est aujourd'hui la question la plus importante. Le gouvernement de la Gauche sera jugé sur sa capacité à juguler progressivement le chômage et à faire sortir le pays de la crise.

Les réformes de structures prévues à l'automne sont, de ce point de vue, un préalable indispensable. Mais encore faut-il que le mode d'emploi des nationalisations soit chose claire pour ceux qui ont la charge de les mettre en œuvre d'abord, et de s'en servir ensuite.

Une grande politique d'investissements et de développement technologique ayant pour but la reconquête du marché intérieur d'abord, la compétitivité de l'économie française ensuite est absolument nécessaire. Elle implique une politique du crédit entièrement nouvelle (prêts bonifiés) et un rôle accru des finances publiques dans l'investissement industriel.

Les nouvelles entreprises publiques doivent se voir fixer des objectifs globaux en matière d'emploi.

Parallèlement tout devra être fait pour favoriser l'embauche des jeunes (effort accru de formation professionnelle, prolongation de la scolarité obligatoire de façon à améliorer le niveau général de qualification et à fournir à l'économie française les spécialistes qui lui manquent, en électronique ou en biotechnologie par exemple, réforme de l'assiette des cotisations sociales, etc.).

La relance du marché intérieur devra être poursuivie en limitant le cas échéant l'accroissement des importations quand celui-ci deviendrait insupportable, et cela d'autant plus que les Etats-Unis maintiendront une politique de taux d'intérêts excessivement élevés.

Bien entendu, l'accord de nos partenaires européens pour une relance commune et la création d'un « espace social européen » tendant à un meilleur emploi est tout à fait souhaitable. Mais en dernier ressort, nous ne devons pas subordonner les orientations de notre politique économique et sociale aux a-priori libéraux (ou libre-échangistes) d'un certain nombre de gouvernements qui n'ont pas encore réussi à se dégager des dogmes hérités d'une période révolue (celle des trente années qui ont suivi la Seconde Guerre mondiale).

C'est dire qu'une politique aussi ambitieuse mais en même temps aussi nécessaire ne peut être menée que par des gens qui en comprennent bien la logique.

On ne peut pas faire une politique socialiste avec des managers libéraux qui n'imaginent pas d'autre avenir pour l'économie française qu'une fuite en avant continue dans la multinationalisation, comme si ce n'était pas cette logique-là, poursuivie depuis vingt ans bientôt, qui avait abouti à plonger le pays dans la crise qu'il connaît aujourd'hui.

Le coup de barre à gauche doit être donné sans tarder. Plus tôt il le sera en effet et plus le nécessaire recentrage de l'économie française s'effectuera aux moindres frais.

Nous savons bien que la politique économique qu'il faut mettre en œuvre pour ce faire est d'autant plus difficile et d'autant plus coûteuse qu'elle restera prise, jusqu'au moment où les changements de structures produisent leurs premiers effets, dans les contraintes du marché : intérieur et international. Mais elle ne doit pas rester prise dans la logique de celui-ci ; sous prétexte de rassurer, la Gauche ne peut prendre les risques de frustrer les travailleurs de la plus urgente des libérations, celle de l'anxiété du chômage. La situation dans ce domaine est si grave qu'elle appelle des mesures d'urgence. Les réformes de structures, en effet, même engagées sans délai — restructuration industrielle, nationalisations, décentralisation — ne peuvent faire sentir immédiatement leurs effets. Le gouvernement a, en même temps, tout à fait raison d'expliquer que notre pays subira inéluctable-

ment pendant des mois et, dans certains domaines, des années l'ombre portée de l'ancien régime. Le bilan de la gestion Giscard-Barre est un handicap dont on ne se débarrasse pas du jour au lendemain. Mais il faut le dire clairement : le gouvernement de la Gauche ne doit, à aucun prix, accepter d'attendre un an, ou plus encore le début de l'année 1983, avant d'avoir réussi à renverser la tendance de l'emploi : c'est, sans doute, le délai minimum nécessaire pour que des réformes de structures entreprises retournent contre le chômage la loi du marché. Il faut donc soumettre celle-ci à un plan d'urgence : programme immédiat de grands travaux et d'équipements publics, lancement de nouveaux projets industriels visant notamment la reconquête du marché intérieur, obligation d'embauche imposée à certaines catégories d'entreprises, compensée par des mesures exceptionnelles de soutien des Pouvoirs publics. Si le gouvernement n'arrêtait pas la progression du chômage en six mois, ne commençait pas de le faire reculer au bout d'un an, c'est le sens même de sa politique qui serait perdu, et peut-être durablement, et avec lui son véritable levier social.

C'est bien parce que nous prenons en compte l'étroitesse de la marge de manœuvre que nous savons que nous sommes condamnés absolument à l'élargir, ou à échouer.

Si l'on comprend sans peine les raisons, intérieures et extérieures, qui peuvent incliner à modérer l'effort de relance économique — hausse des prix intérieurs, déséquilibre extérieur — il y a des raisons plus fortes encore pour persévérer néanmoins dans cette direction et restreindre, durablement dans certains cas, provisoirement dans d'autres, le libre jeu de la loi du marché.

Le gouvernement, par exemple, avait de bonnes raisons pour limiter à 10 % l'augmentation du S.M.I.C. Elles cesseraient d'être valables si le taux de la hausse des prix et notamment celui des produits de grandes consommations et des loyers atteignait 15 % d'ici la fin de l'année. Est-il possible de moduler au plus juste la relance de la consommation populaire — pourtant bien nécessaire pour soutenir l'emploi — en évitant l'établissement d'un blocage généralisé et automatique des prix ? Peut-être, mais certainement pas sans recourir à temps à un contrôle sélectif des prix les plus sensibles.

Les nouveaux droits des travailleurs

A la charnière de l'immédiat et du long terme, la réforme du Code du travail et l'extension du secteur public sont les changements de structures qui appellent les décisions les plus urgentes.

Il faut concevoir les nouveaux droits des travailleurs comme un des facteurs de leur mobilisation.

Il s'agit avant tout, là aussi, de lever l'insécurité de l'emploi. Trois sortes de mesures doivent en particulier y concourir : la réforme des contrats à durée déterminée, l'annonce immédiate de la disparition des entreprises de travail temporaire (dont la fonction assainie sera confiée à un service de l'A.N.P.E.), enfin le développement du rôle des comités d'entreprises dans la politique d'emploi et plus généralement dans la stratégie de l'entreprise.

Le gouvernement de la Gauche bénéficie d'une assise extrêmement large dans le pays. Il s'agit là



d'un facteur éminemment positif pour le développement de la démocratie dans l'entreprise. Celle-ci ne doit pas être conçue comme antinomique par rapport à la relance de l'économie mais au contraire comme une condition de celle-ci.

Il s'agira donc de favoriser l'expression des travailleurs dans les entreprises : dans le secteur public, les conseils d'atelier seront développés, ainsi que la mise en place dans les entreprises nationalisables de structures provisoires de discussion pour ces réformes. Dans le secteur privé, les heures d'informations syndicales devront être prises en charge par les entreprises : l'implantation syndicale sera généralisée dans les P.M.I., notamment par le biais de structures syndicales inter-entreprises et certaines dispositions du Code de sous-traitance. Par ailleurs, le droit de résidence et de travail en France des immigrés établis depuis un certain temps leur sera reconnu sous certaines conditions.

Il faut associer toutes les forces vives du pays, syndicats, mais aussi encadrement, dans la grande œuvre de redressement national et de justice sociale. L'un et l'autre efforts doivent être menés de pair. L'énergie et la détermination du gouvernement constituent les meilleurs gages de la réussite mais aussi c'est le rôle du Parti de faire en sorte que puissent coopérer les forces sociales qui doivent réaliser ce vaste front de classe qui est nécessaire à la réussite de notre politique.

Les nationalisations

En ce qui concerne les nationalisations, les règles du jeu devront être fixées sans délai : la délimitation des transferts de patrimoine doit obéir à des critères de cohérence industrielle.

La rapidité et la précision doivent caractériser les lois de nationalisation. D'une part, parce qu'elles sont le point de départ, dans les entreprises qu'elles concernent, d'un double processus de restructuration industrielle et d'extension des droits des travailleurs qui sont toutes les deux essentielles à la bonne conduite du changement social ; d'autre part, parce que tout attermolement dans ce domaine donnerait prise au sabotage politique et économique de la droite et engendrerait une psychose d'incertitude préjudiciable non seulement au secteur public, mais à la gestion et à l'effort d'investissement des entreprises du secteur privé.

Les modalités des transferts du patrimoine privé à la collectivité, dont l'étendue a été précisée par la déclaration de politique générale sur laquelle le Premier ministre a engagé la responsabilité du

gouvernement, doivent, pour reprendre les termes du « Projet socialiste » (p. 196 et 197) être conçues de telle sorte qu'elles n'apportent pas d'entrave juridique aux restructurations du secteur public qu'impose la politique industrielle ni aux réformes statutaires liées à l'instauration du contrôle des travailleurs. Elles ne doivent pas non plus empêcher la mise en œuvre dans le secteur public d'une logique de gestion autre que celle du profit. L'indemnisation se fera dans les conditions prévues par le Programme socialiste » (à la seule exception, bien sûr, de la part étrangère de ces patrimoines).

La durée du travail

Au centre de la campagne présidentielle parce qu'au cœur de la lutte contre le chômage, la réduction du temps de travail est une orientation majeure de notre politique.

Bien sûr, « les 35 heures » ne sont pas la seule façon de diminuer la durée du travail mais elle est la seule créatrice d'emplois. A une condition du moins : que le rythme de la diminution soit assez rapide. Pour tenir compte du précédent de 1936, elle doit être rapide sans être brutale. Le passage de 40 heures à 35 heures n'est pas seulement un changement quantitatif, c'est aussi un changement qualitatif qui touche à l'organisation des ateliers, au travail en équipes, aux investissements et à la modernisation technique, etc.

La question du calendrier et de sa négociation est aujourd'hui décisive. Nous pouvons fixer comme objectif que la durée du travail ne puisse être supérieure à 35 heures d'ici 1985.

C'est à la lumière de nos choix politiques que nous devons apprécier les récentes négociations qui ont abouti, trois ans après leur ouverture, à un accord qui permet d'engager des discussions décentralisées entre le patronat et tous les syndicats (même si l'un d'eux ne l'a pas signé).

Ce changement est positif. Il prouve que le rapport de forces a évolué. Mais du fait des conditions posées par le patronat, son effet sur le chômage risque d'être trop limité, voire quasiment nul. Après que François Mitterrand a proposé les 35 heures pour les travailleurs européens, le gouvernement français doit s'engager.

Il ne s'agit pas seulement d'un problème social mais aussi d'une question économique. L'originalité de la politique socialiste face à la crise est de faire de la satisfaction des besoins sociaux le moteur du développement économique.

Au-dessous de certains seuils, les mesures sociales, qui sont dans tous les cas coûteuses, sont

sans bénéfices économiques. Il en est de la réduction du temps de travail comme du relèvement des bas revenus pour relancer la demande.

Les médias

Une autre priorité est celle du fonctionnement des médias et du développement des nouvelles techniques de communication, particulièrement celle de la télématique. Le jeu dans ce domaine est tout simplement celui de la démocratie. La Gauche au pouvoir ne peut se contenter de substituer une version de gauche à une version de droite de la même politique de la communication. Elle ne doit pas non plus accepter de fournir aux forces de l'argent la possibilité de faire des médias un instrument de déstabilisation.

Nous sommes pour l'organisation d'un véritable service public de l'audiovisuel, permettant à toutes les opinions, toutes les philosophies, de s'exprimer, y compris celles qui ne sont pas conformes au sentiment moyen dont toute l'histoire nous apprend qu'il n'exprime jamais que l'idéologie dominante. Nous refusons le totalitarisme de la moyenne, c'est-à-dire la dictature de la médiocrité qui fut la caractéristique de l'information giscardisée. Il n'y a que des avantages à ce que certains commentateurs de radio ou de télévision appartiennent aussi à des partis qui se situent ailleurs qu'au centre de l'échiquier. Il faut s'interdire à la fois de mettre les moyens d'information au service du pouvoir, quel qu'il soit, et de confondre la sauvegarde des corporatismes plus enracinés dans l'ordre ancien avec la libération de l'expression démocratique. Ce ne sont certainement pas ceux qui ont pratiqué si longtemps l'auto-censure sans troubles de conscience qui sont les plus qualifiés pour protéger aujourd'hui l'information contre les censures.

La démocratisation des médias passe d'abord, en ce qui concerne la presse écrite, par une application stricte des ordonnances de 1944 pour empêcher notamment les concentrations abusives.

En ce qui concerne le proche avenir, deux décisions sont d'une importance stratégique. Le troisième canal prochainement disponible grâce au satellite de télévision directe doit appartenir au secteur public et être réservé pour l'essentiel, dans la journée, à des programmes de formation et d'enseignement, et le soir, à la culture ainsi que des programmes régionaux diffusés nationalement.

Quant au développement de la télématique, source immense de profits et instrument potentiel d'un conditionnement idéologique redoutable, il doit être impérativement organisé selon les exigences d'une véritable démocratie.

II - Mouvement populaire, luttes et front de classe

Nous avons connu, en 1968, un mouvement social sans changement politique profond. En 1978, un repli de masse à la mesure de la déception engendrée par l'échec électoral, la division de la Gauche, le sabotage de l'espérance organisée par la direction du Parti communiste. Voici, en 1981, un changement politique immense et qui, pourtant, n'aura été en apparence préparé par aucun mouvement social de grande ampleur.

Cette situation n'a pas d'équivalent historique : paradoxe apparent d'une victoire remportée au moment où la dynamique populaire était au plus bas. Le slogan « on a gagné » est plus proche de l'enthousiasme des spectateurs d'une finale de rugby que d'un mot d'ordre politique. Il reflète

bien le décalage entre la portée de l'événement et la relative, mais provisoire, passivité des masses.

Les causes de cet attentisme ne sont pas mystérieuses.

— C'est d'abord, depuis 1973, avec la montée de la crise, celle de l'offensive de la droite et du patronat : restructuration systématique de la production selon les impératifs de la division internationale du travail, organisant systématiquement une économie à double secteur, et une société schizophrène ; récupération des anxiétés d'un temps de crise par une politique de répression, utilisation policière des thèmes de l'insécurité, anesthésie du corps social. Ce conditionnement idéologique imprègne fortement notre société. Il est relayé jusque dans le Parti socialiste. Les dé-

bats auxquels ont donné lieu dans celui-ci le thème des deux cultures en atteste l'acuité.

— Le poids du chômage freine les revendications et isole les travailleurs.

— Les répercussions de la division de la Gauche sur le mouvement syndical ont été désastreuses. Aux prises avec un courant de désyndicalisation sans précédent, la C.F.D.T. comme la C.G.T., bien qu'à partir de positions différentes, n'ont, à aucun moment, de 1978 à mai 1981, préparé les travailleurs à la perspective de la victoire de la Gauche.

Jamais ainsi, depuis 1936, le patronat n'a eu les coudées aussi franches : entre 1979 et 1980, le nombre des luttes revendicatives a diminué de moitié.



Un mouvement de masse potentiel

L'erreur serait aujourd'hui de raisonner et d'engager le Parti dans les deux ans qui viennent comme si le mouvement social devait rester en l'état ; de croire que l'on puisse s'en passer pour changer la société, qu'il y a lieu de tout craindre alors que d'autres en espèrent tout.

Changements politiques et transformations sociales sont liées. Certes pas aussi simplement que deux et deux font quatre, mais comment ne pas voir que les mutations sociales et les luttes qui les ont accompagnées ces quinze dernières années étaient porteuses de transformations dans le champ politique. A l'inverse, l'événement politique du 10 mai peut être l'accélérateur de mouvements populaires transformateurs. Leur retard ou leur absence isolerait gravement le gouvernement, l'entraînant à gérer une situation en ajournant les changements attendus. Si Giscard avait été élu, l'évolution actuelle de l'Angleterre nous indique bien la direction « explosive » dans laquelle pouvait s'engager la société.

Giscard battu, le problème n'est pas de savoir si des mouvements se manifesteront ou pas, mais bien de savoir ce qu'ils seront, où ils iront, quel sera leur rapport aux institutions, aux partis et syndicats et ce qu'il sera possible de faire avec eux puisque personne n'en est propriétaire.

Front de classe et union large

Le rapport de force ne se joue pas seulement dans les élections. Une union large doit transformer les mécontents en acteurs du changement. Il s'agit du rassemblement de toutes les couches sociales frappées par la crise.

— Classe ouvrière dans sa diversité : O.S., O.P., techniciens, etc. touchés par l'éclatement de leur statut, le chômage et la vie chère.

— Jeunes et femmes : les plus touchés par le chômage, la sous-qualification, etc.

— Nouvelles couches salariées — sensibles à la dégradation des conditions de vie, aux menaces sur l'emploi, à la concentration du pouvoir.

— Les couches sociales traditionnellement et majoritairement orientées à droite — petite et moyenne paysannerie, artisans, commerçants, petits entrepreneurs — doivent être gagnées à l'idée que le changement est devenu la condition de leur sécurité et de leur avenir.

La mobilisation du front de classe passe par des avancées sur tous les terrains autour d'un projet politique d'ensemble. A cette condition, les alliances larges ne seront pas la collaboration de classe.

Pour rassembler la Gauche

La double défaite électorale de Giscard et de Marchais place le Parti communiste dans une situation d'autant plus grave pour lui d'autant que la

plus grande défaite historique de la droite en France (si on excepte celle de la Libération) coïncide avec le plus grand échec qu'il ait jamais subi.

Certains camarades peuvent être tentés d'en conclure que nous assistons à une marginalisation accélérée du Parti communiste. Poser cette question peut être salubre, si les militants et la direction communiste acceptent de le faire. Pour nous, socialistes, il est plus important au contraire de prendre conscience qu'une telle marginalisation, au cours des sept prochaines années, signifierait une résurgence des tendances les plus sectaires du Parti communiste. Le Parti communiste est placé par l'histoire et doit être placé par notre Parti, devant le choix suivant : ou bien changer, accepter de jouer loyalement le jeu de la démocratie et du pluralisme et ainsi prendre sa part de la construction du socialisme autogestionnaire, ou bien se trouver irrésistiblement confronté à son isolement et donc à la perspective de son déclin dans la société française. Le second choix, ne nous le dissimulons pas, introduirait une contradiction grave (dans les conditions historiques actuelles) entre la dimension politique et la force sociale du front de classe dont le développement est la condition de la réussite des socialistes. La cohésion du front de classe a besoin d'une Gauche politiquement rassemblée. Et inversement.

Nous avons intérêt, et la République a intérêt, à ce que la force sociale que représente le Parti communiste puisse s'investir au service du pays dans le jeu de la démocratie.

III - Les relations extérieures de la France

D'un point de vue socialiste, la politique étrangère de la France doit viser deux objectifs : élargir à bref délai la marge de manœuvre disponible pour transformer la société française ; contribuer à plus long terme à changer la structure des relations internationales, ce qui veut dire : substituer progressivement un système de sécurité collective au condominium mondial des deux super-puissances, mettre un terme à l'exploitation d'une partie du monde par l'autre et, en faisant prévaloir l'internationalisme des exploités sur celui des exploités, donner à chaque peuple la maîtrise de son développement.

Ces objectifs, qui sont à long terme convergents, peuvent comporter dans l'immédiat des contradictions difficiles à résoudre. La première préoccupation du gouvernement de la Gauche étant naturellement de s'assurer, au cours de la première période de son action, la plus grande maîtrise possible de l'économie, il sera enclin, à juste titre, pour ne pas coaliser contre lui un environnement international qui lui est a priori défavorable, à ne pas heurter de front à l'extérieur des intérêts qui sont pourtant spontanément solidaires de ceux qui le combattent à l'intérieur.

Le gouvernement sera donc tenté de pratiquer, par précaution, une sorte de déconnection relative des deux versants — extérieur et intérieur — de sa politique. Cette démarche doit être comprise et soutenue, dans la mesure où elle correspond strictement à la volonté, non pas de donner le change sur l'orientation de notre politique, mais de préserver notre liberté de mouvement. Il est clair cependant que les relations extérieures et la politique intérieure sont fondamentalement indissociables et que s'il est possible et en certaines circonstances

nécessaire, d'imprimer à l'une et à l'autre des rythmes différents, il faut prendre garde que cela ne se peut que jusqu'à un certain point. Qu'on le dépasse, et on s'expose au risque d'aligner l'ensemble de notre projet sur des contraintes extérieures inchangées, c'est-à-dire d'y renoncer.

Trop de continuité dans la conduite des relations extérieures de la France, ne serait pas compatible avec les changements intérieurs auxquels nous sommes engagés. Le problème essentiel et délicat des relations extérieures est donc celui de l'ajustement de leur rythme à ceux de notre politique économique et sociale. Elle concerne à l'évidence les relations Est-Ouest comme celles des rapports Nord-Sud.

La première est dominée par la relance, de part et d'autre, de la course aux armements. Les socialistes, qui partagent à ce sujet l'état d'esprit exprimé par Willy Brandt, ne peuvent se contenter d'assister passivement au renforcement des arsenaux nucléaires et classiques auxquels procèdent actuellement les deux blocs sur le sol européen. Il est clair que l'évolution de chacun d'entre eux doit faire l'objet d'un examen simultané. Il ne faut pas confondre la simultanéité et donc la complémentarité des périls avec l'appréciation que l'on peut porter sur l'équilibre ou le déséquilibre des forces, la symétrie ou la dissymétrie des efforts.

Il est vrai que les évolutions en cours doivent être éclairées de notre part par une évaluation plus précise et plus sûre que celle dont nous disposons actuellement, débarrassée des illusions d'optique

des propagandes. En tout état de cause, le Parti socialiste se prononce pour l'ouverture immédiate, dans le prolongement de la conférence de Madrid comme sur un plan bilatéral, de négociations sans préalable entre tous les états concernés.

En ce qui concerne les rapports Nord-Sud, le Parti socialiste a tout d'abord constaté la très grande distance qui sépare ses positions des politiques mises en œuvre par la quasi-totalité des Etats industrialisés du monde. Cet écart interdit de penser que des changements significatifs peuvent intervenir facilement et rapidement dans ce domaine. Le gouvernement doit s'y attacher avec d'autant plus de détermination. Il s'agit en particulier d'encourager les Etats membres de la Communauté économique européenne à accentuer une évolution amorcée par les accords de Lomé, mais qui demande à être mieux soustraite à l'influence et aux intérêts des multinationales. Il doit aussi poser clairement le problème d'une démocratisation et d'une réorientation politique des organismes internationaux, en particulier le F.M.I.

L'avènement d'un gouvernement de gauche en France vient d'apporter un peu d'espoir aux opprimés du monde entier. Le gouvernement a déjà montré à travers les premières mesures prises en faveur des libertés, en France et ailleurs, qu'il entend bien ne pas le décevoir. C'est en s'engageant partout dans une défense active des Droits de l'Homme et des droits des peuples qui, pour des socialistes, sont indissociables, que s'affermira la force morale et politique du véritable internationalisme.



IV - Le Parti: l'âge du pouvoir

A la veille de son prochain congrès, le Parti socialiste réexamine l'idée qu'il se fait de son identité au lendemain de la victoire.

Il a la chance d'aborder cet examen en dehors de tout déchirement. Son orientation stratégique vient d'être validée de façon éclatante ainsi que les choix de sa direction sortante : désignation de François Mitterrand, dissolution rapide de l'Assemblée nationale.

Un lieu vivant

L'époque où l'on définissait le Parti socialiste négativement par référence au seul Parti communiste, est révolue. La fumeuse, et suspecte, théorie de la « Gauche non communiste » n'a pas survécu au 10 mai. De même les prophéties annonçant la fin du socialisme, ou le post-socialisme et l'absorption des partis dans les mouvements sociaux se sont brusquement tues. On doit également en finir avec cette berceuse émolliente (ni social-démocrate, ni léniniste, ni libertaire, ni autoritaire...) qui n'exprime rien d'autre que l'impuissance à être soi. L'identité socialiste se détermine par un choix de classe, donc par une pratique : elle est aussi la conséquence positive de la fonction politique que le Parti s'assigne pour une période historique déterminée.

Aujourd'hui, une tâche nouvelle s'impose aux socialistes : chacun d'entre eux sait que les réformes profondes décidées par le nouveau pouvoir rencontreront une opposition croissante des classes dirigeantes. « Aussi, le gouvernement de la Gauche devra-t-il s'appuyer sur une mobilisation forte et consciente de ceux qui l'auront porté au pouvoir » (1).

Outre ses fonctions permanentes (mémoire collective des expériences antérieures, lieu de rencontre, de synthèse et d'élaboration), le Parti socialiste, organisation de masse et de classe, devra désormais assurer la cohésion entre le mouvement populaire et l'action gouvernementale. L'identité — immuable et changeante — du Parti socialiste se précisera désormais au regard du processus de rénovation politique et économique amorcé ; parti de gouvernement et de transformation sociale, le Parti socialiste devra être un lien vivant entre le peuple et le pouvoir.

Les socialistes se doivent donc de jeter un regard neuf sur les relations et les médiations qui les relient tant au pouvoir qu'au mouvement social. Le problème des rapports entre le Parti et le gouvernement a suscité, dans le mouvement socialiste, des débats passionnés, trop souvent stériles. Entre les deux guerres, la césure entre le Parti et les camarades « délégués au gouvernement » fut un moyen choisi par certains dirigeants de la S.F.I.O. pour maintenir leur emprise sur l'organisation. Parallèlement, certains socialistes, persuadés que tout était possible grâce aux masses, sous-estimèrent la nécessité d'une cohérence d'ensemble.

La S.F.I.O. du Front populaire fut, en quelque sorte, au pouvoir par procuration ; elle n'éprouva pas le besoin d'adapter son fonctionnement et sa mission aux tâches du moment. Léon Blum avait, par avance, élaboré la justification doctrinale d'un tel fixisme en opposant l'exercice du pouvoir à la prise du pouvoir.

Aujourd'hui, instruits des leçons du passé, les socialistes doivent emprunter une démarche inédite, rigoureuse et responsable : leur parti ne doit être ni l'instrument d'une surenchère irresponsable ou de frustrations bureaucratiques, ni une courroie de transmission du gouvernement. Il sera la principale articulation politique entre le mouvement d'en haut et le mouvement d'en bas.

Autonomie et cohésion

La dialectique de l'autonomie et de la cohésion peut permettre de tendre vers un point d'équilibre. **Autonomie** par rapport aux institutions, car le Parti doit conserver ses fonctions de mémoire collective, d'anticipation, d'analyse. Une organisation ramifiée dans tout le corps social, en prise directe sur les affaires du pays, doit pouvoir aussi infléchir, proposer, éventuellement critiquer les priorités de l'action gouvernementale. Elle doit, sous certaines conditions, proposer au groupe parlementaire de prendre des initiatives législatives, d'initier des débats.

Autonomie mais aussi **cohésion**, car la politique du gouvernement doit être expliquée par un parti animé d'une solidarité sans faille, capable d'assumer ses responsabilités partout dans le pays.

Mettre en échec certaines initiatives tendant à entraver le nouveau cours économique et social exige le renforcement de l'implantation et de l'organisation du Parti socialiste, notamment dans les entreprises. Éviter la récupération, par notables et conservateurs interposés, de la décentralisation, exigera la réactivation permanente du tissu, militant et électif, du Parti socialiste. Surmonter les contradictions des forces populaires, approfondir l'union, contraindre la direction communiste à un certain nombre de révisions, réclamera un Parti socialiste toujours plus influent dans les couches populaires.

Une tension créatrice entre la nécessaire autonomie du Parti et l'indispensable cohésion avec l'exercice socialiste du pouvoir est donc à l'ordre du jour.

Le réajustement de la fonction du Parti socialiste retentit nécessairement sur son organisation et son fonctionnement.

Ainsi, la capacité d'initiative et de proposition autonome du Parti exige-t-elle un réagencement de certaines de ses structures, par exemple de ses commissions, et pas seulement au plan national. Chaque commission d'étude devra avoir comme interlocuteur privilégié un responsable du Parti chargé d'établir la liaison avec le secteur gouvernemental de sa compétence.

Ainsi, ses responsabilités sociales nouvelles exigent-elles que le problème de la communication avec l'opinion soit appréhendé dans toutes ses dimensions (audio-visuel, presse, culture).

Plus immédiatement, et plus concrètement, deux déséquilibres méritent d'être corrigés :

Le déséquilibre entre élus et non-élus

Plus de 360 parlementaires, 1 500 maires de communes de plus de 2 000 habitants, 30 000 élus locaux : cette armature élective est une force considérable ; elle est le gage d'un enracinement durable, d'une capacité d'écoute et de dialogue avec la population qui a cruellement manqué à l'ancien régime. Mais c'est aussi le risque d'ankylose gestionnaire, de confiscation de l'organisation par les élus.

Il faut donc fortifier l'organisation du Parti et ses moyens d'impulsion et de contrôle à tous les niveaux. Autant que le problème de cumul et de contrôle des élus qui devra être traité avec rigueur et réalisme, c'est la démultiplication des sections et le renforcement des structures légitimes du Parti, notamment de ses fédérations, qui est posé.

Le déséquilibre entre adhérents anciens et récents

L'afflux des dizaines de milliers de nouveaux adhérents est un atout qu'il convient d'utiliser pleinement. Réussir l'amalgame, vaincre les stériles préventions des « anciens » à l'encontre des « nouveaux », assurer la promotion des hommes et des femmes qui veulent faire avancer le socialisme, pose, entre autres, les problèmes de l'information et de la formation au sein du Parti socialiste.

La formation

Le moment est venu de jeter les bases d'une grande politique de formation : création d'une Fondation du socialisme, institution de l'école de formation du Parti avec ses prolongements départementaux, liée aux commissions d'études du parti, accueil et stages démultipliés pour les adhérents récents, soutien et développement de maisons d'édition socialistes...

La presse du Parti

L'effort du Parti pour armer les militants et leur donner les moyens d'expliquer sa politique au cours d'une période aussi difficile et aussi décisive implique une réorganisation de l'ensemble de la presse. En aucun cas, les socialistes ne peuvent s'en remettre à des organes extérieurs pour affermir leur cohésion idéologique. C'est pourquoi les moyens de presse dont le Parti peut disposer directement doivent servir en priorité à l'information et à la formation socialistes des militants socialistes. Un bulletin intérieur quotidien serait dans ce domaine un minimum. Il va de soi que l'audience acquise par le Parti doit lui permettre d'intervenir avec une efficacité toujours plus grande au dehors, à travers les médias et la grande presse, au sein de laquelle « l'Unité » devra trouver sa place.

(1) 15^e thèse sur l'autogestion.



Structures locales et secteurs d'intervention

Si, comme l'a toujours affirmé le Parti socialiste, « pouvoir et propriété sont deux éléments d'une même réalité », la transformation de la société ne saurait se limiter à la conquête des institutions politiques. La démocratisation de l'économie, l'extension du secteur public, imposent un renforcement des structures du Parti socialiste.

Les sections et groupes d'entreprises doivent notamment disposer de moyens nouveaux d'action et de propositions. De même la perspective autogestionnaire qui implique une transformation égalitaire des rôles dans la cité recommande l'affirmation croissante du secteur « femmes » et la réactivation immédiate du secteur « jeunesse ».

A Valence, le Parti socialiste va tourner une page de son histoire. En dix ans, il a su rassembler, maintenir et vaincre; il doit désormais maîtriser sa propre mutation pour accompagner la transformation démocratique de la société française.

Conclusion

1 - La victoire du 10 mai s'inscrit dans la continuité d'une action politique entreprise il y a plus de quinze ans.

2 - Ce n'est pas pour en faire le thème d'un discours d'anciens combattants qu'il est essentiel de prendre conscience de cette continuité et de l'expliquer. A tous les militants socialistes. Mais aussi à l'extérieur du Parti.

3 - C'est d'abord parce que la mission présente des socialistes, à partir du 10 mai et pour les années à venir, est de donner à cet événement un sens socialiste. L'élection de François Mitterrand à la présidence de la République n'a pas mis immé-

diatement le socialisme à l'ordre du jour. Elle ne pouvait le faire. Mais elle met les socialistes au pied du mur. Un nouveau rapport de force politique a été créé. Seront-ils capables, avec leur parti, de s'en servir, pour orienter l'évolution du rapport des forces sociales dans le sens de leur projet, pour créer les conditions d'un passage au socialisme? Ils ont quelques années pour le faire.

4 - Mettre en lumière la continuité de notre action, d'Épinay à Metz, du programme socialiste au Programme commun, du Programme commun au Projet socialiste et du Projet socialiste à la campagne de François Mitterrand, nous importe pour une autre raison. La victoire du 10 mai nous enseigne aujourd'hui que nos choix étaient ceux de l'histoire, ce qui veut dire qu'ils allaient dans le sens des exigences des travailleurs, des exploités, des opprimés, et qu'ils étaient portés par elles. Nous avons pris la responsabilité de faire dire par le Parti socialiste à la France et au monde qu'on ne saurait combattre efficacement la crise sans combattre le capitalisme, que la mise en œuvre d'une telle politique implique un rassemblement majoritaire de notre peuple qui ne peut qu'être le fait d'une gauche elle-même rassemblée.

Ces choix, celui d'une politique anti-capitaliste et celui des moyens de cette politique, un rassemblement populaire autour d'une gauche retrouvée, ne sont jamais allés de soi.

Le moins que l'on puisse dire est que ni dans ce que l'on appelle l'opinion publique (et qui n'est en réalité que la réverbération enivrante du pouvoir et des médias sur la société), ni chez les travailleurs, ni dans leurs syndicats, ni à la direction du Parti communiste, ni au sein du Parti socialiste lui-même, ils ne se sont jamais imposés d'eux-mêmes avec la simplicité de l'évidence. Il a fallu au contraire, à chaque instant, les expliquer, les défendre et les maintenir pied-à-pied. A l'extérieur, contre la coalition presque universelle des médias manipulés directement ou indirectement par le capital et son idéologie, mais aussi jusqu'au sein de

la gauche, contre les polémiques anti-socialistes déclenchées pendant trois ans par une direction communiste retournée au sectarisme. Et à l'intérieur de notre Parti, contre l'incompréhension, le découragement, le dénigrement parfois, de camarades qui, s'ils acceptaient bien de rendre à la ligne d'Épinay un hommage rituel lorsque la suivre paraissait facile, se laissaient glisser sur une autre pente au premier choc, renonçant à affronter clairement l'organisation capitaliste et la logique du marché, et faute sans doute d'être assurés d'eux-mêmes et de la raison d'être de leur Parti, inclinant, après la trahison de l'union par les communistes, non pas à leur faire face devant les travailleurs mais à leur tourner le dos. Les militants savent bien la longue résistance qu'il aura donc fallu pour préparer, le 10 mai, notre libération.

Or, la domination des forces sociales dont l'ancien régime était l'instrument n'est pas détruite. Elle vient de perdre une grande bataille. Mais elle ne perdra la guerre que si nous sommes capables de gagner les suivantes. Elle dispose toujours, pour l'essentiel, de la puissance économique; elle dispose encore, pour l'essentiel, d'une suprématie idéologique fondée sur des siècles d'aliénation; elle conserve enfin les multiples lignes de retraites du marché mondial et toutes les ressources de contre-offensive de l'impérialisme. Après le 10 mai 1981, comme après le 19 mars 1978, nous devons faire prévaloir dans le Parti le sens de cette continuité : continuité des forces sociales à l'œuvre dans la lutte de classe; continuité de la lutte idéologique de classe; continuité de la pression internationale qui nous entoure; continuité aussi de notre lien avec les travailleurs. C'est dans la mesure en effet où nous saurons en tenir compte que nous donnerons à notre volonté de rupture sa force et sa portée. Ainsi le Parti doit-il à chaque moment évaluer la marge de manœuvre disponible, non pour s'en contenter, mais pour l'élargir.

Livres et brochures

*

François Mitterrand, Ici et maintenant (28)

Le Projet socialiste (18, 16)

Sport : l'autre politique des activités physiques (18, 15, 14)

Energie, l'autre politique (28, 25, 22)

Cadres, l'alternative socialiste (19, 17, 15)

Socialisme et industrie (40, 36, 33)

L'agression : l'Etat-Giscard contre le secteur public (3)

La mer retrouvée (40, 36, 33)

La démocratie en jeu (45, 42, 38)

Le travail précaire (31, 28, 26)

L'état des Français (23, 21, 19)

La France au pluriel (29, 26, 24)

Brochure de base (9)

Les socialistes et l'immigration (12)

Information et manipulation, le pouvoir des médias (9)

Les moyens économiques de la croissance sociale (9)

(*) Les chiffres mis entre parenthèses sont les prix. Quand il n'y en a qu'un, c'est un prix unique; quand il y en a deux, le premier vaut pour les commandes inférieures à 10 exemplaires, le second au-delà; quand il y en a trois, le premier vaut de 1 à 14 exemplaires, le second de 15 à 49, le troisième à

partir de 50 exemplaires envois franco.

Commandes à adresser au C.S.L., 10, rue de Solferino, 75333 Paris Cedex 07, avec le titre de paiement à l'ordre du Club socialiste du Livre.



La formation, priorité pour un parti de gouvernement

Contribution présentée par **Gérard DELFAU**, au nom de l'équipe Formation.

Au congrès d'Épinay, François Mitterrand disait d'une motion : « Je crois qu'elle est la meilleure : elle demande que la formation au sein du Parti connaisse des développements considérables ».

Depuis 1971, un trait important de l'histoire intérieure du Parti socialiste a été la constitution puis le développement d'un secrétariat à la Formation. Des premiers stages de 1973-1974 à la création de l'École du socialisme au lendemain du congrès de Metz, le progrès n'a pas été seulement quantitatif, il a été aussi, à tous égards, qualitatif.

La situation nouvelle créée par la victoire impose une réévaluation du rôle de la formation en fonction des tâches nouvelles qui incombent au Parti.

I. - Pourquoi la formation ?

Il n'est pas facile de caractériser la formation politique. C'est une chose qui se constate. On peut dire qu'on reconnaît le degré de formation d'un militant à la triple capacité qu'il a :

- d'analyser et de comprendre les événements et leur évolution,
- d'en tirer une ligne d'action concrète et méthodique,
- enfin de critiquer l'action qu'il mène et de l'insérer dans le dessein collectif du Parti.

a) L'analyse

Même si elle n'est pas tout, l'analyse est quelque chose d'essentiel. Il ne s'agit pas seulement d'enregistrer les faits au jour le jour, mais aussi de saisir les évolutions profondes. Combien de camarades, dans la période comprise entre les congrès de Metz et celui de Créteil, n'ont-ils pas été tentés de se laisser balloter au gré du quotidien, subissant sans défense les incessantes campagnes d'une presse aux ordres de la droite ?

Rappelons-nous un instant que dans nos rangs mêmes se glissait le scepticisme, quand ce n'était pas la désespérance... Il fallait alors qu'un militant plus ancien ou mieux informé situe l'action entreprise dans le long terme et donne les raisons d'espérer.

À l'inquiétude d'hier succède trop souvent l'euphorie d'aujourd'hui ; une insuffisante préparation du Parti aux tâches qui lui incombent risquerait d'avoir des conséquences plus graves encore.

Prenons garde que ne nous manquent la grille d'analyse et les repères historiques qui permettent d'aborder de sang froid les bourrasques de la vie politique qui, peut-être, nous attendent.

b) L'action

Encore faut-il savoir traduire en actes, les analyses théoriques et, pour cela, savoir apprécier à chaque moment les rapports de force et leur probable évolution. Repérer les points sur lesquels il faut agir, savoir déterminer les meilleurs modes d'action et, une fois le dispositif imaginé, le mettre en place de façon méthodique et efficace.

c) La réflexion

Mais il faut aller plus loin. Seuls sont en état de participer à un grand dessein politique ceux qui, à tout moment, sont capables de situer leur action par rapport aux objectifs d'ensemble, de confronter leur pratique immédiate aux grandes idées et aux grands principes, bref de ne pas se contenter de gérer le quotidien.

L'objectif de la formation au sein du Parti socialiste doit donc être de favoriser le développement des capacités évoquées plus haut, chez le plus grand nombre de militants. C'est un vaste objectif, dont il faut dire tout de suite qu'il peut n'être qu'en partie communiqué d'individu (ou de groupe) à individu (ou groupe). Une partie de la formation provient des lectures et de l'expérience personnelles, et celles-ci sont irremplaçables. Mais on peut en accélérer aisément l'efficacité par la communication. Et la formation n'est rien d'autre, au fond, que le **partage collectif d'expériences individuelles ou collectives, théoriques et pratiques**.

II. - La nécessité d'un effort de formation

Dans la période présente, l'effort de formation sera pour le Parti socialiste un élément décisif de sa stabilité au pouvoir pour réaliser le Projet socialiste. Ceci pour trois raisons : la lutte des classes ne peut que gagner en intensité et, pour nous, en difficulté ; le Parti compte de très nombreux adhérents nouveaux qu'il faut transformer en combattants armés et efficaces ; enfin, une partie de ses responsables les plus expérimentés ont été appelés à d'autres fonctions, ils doivent être renouvelés, ou devront l'être dans les meilleurs délais.

a) L'intensification de la lutte des classes

Celle-ci est inscrite en filigrane dans notre programme économique et social. Ayant perdu une bonne partie de leur pouvoir politique, les privilégiés ne se laisseront pas priver, sans réagir, de leur pouvoir économique. Déjà ils relèvent la tête, notamment pour tenter, de différentes façons, de briser la solidarité politique des composantes du front de classe.

Or, d'un autre côté, notre action d'explication sera rendue plus difficile que par le passé. D'une part, parce qu'il est plus facile de critiquer ce que font les autres que de faire approuver ce qu'on fait. D'autre part, parce que les réalisations pratiques n'ont jamais, pour maintes raisons, la pureté géométrique des projets conçus dans l'opposition.

Comprendre tout ceci et l'expliquer avec un esprit **offensif** implique une formation sérieuse de la **masse** des militants socialistes, pour qu'ils soient à même de convaincre et de mobiliser. Cela ne signifie pas que le Parti doive se contenter de relayer l'action gouvernementale sans esprit critique,

d'être une simple caisse de résonance. Mais cela implique qu'il se doit de ne critiquer éventuellement le gouvernement qu'à bon escient, sur des affaires graves, et non à tout propos et hors de propos. Le temps des états d'âme est passé. Celui de la vérification et de la proposition est venu.

b) Le développement de nos effectifs,

De son côté, nous impose un intense effort de formation. Ceci est d'autant plus vrai que nos nouveaux adhérents, venus dans la foulée de la victoire, n'ont souvent pas vécu les terribles moments de découragement qu'ont pu connaître ceux qui ont vécu, en 1977, 1978, 1979, la rupture de l'union, la défaite de 1978, le Parti déchiré. Spontanément, et c'est normal, ces nouveaux adhérents ont plutôt tendance à croire que les choses seront faciles.

Cet optimisme sera une grande force si le Parti sait le raisonner et le canaliser. Il deviendra une faiblesse si ce travail n'est pas fait, car au premier coup dur, une partie d'entre eux se démoraliseront. D'où la nécessité d'un accueil des nouveaux adhérents, systématiquement doublé d'une première formation, selon une conception d'ensemble. C'est même l'un des objectifs prioritaires des deux ans à venir.

c) Le renouvellement des cadres

Un parti n'est rien sans son « encadrement », or, de ce point de vue, nous risquons à nouveau de traverser une période difficile comme celle que connurent, en 1977, maintes sections et fédérations soudain décapitées par l'élection de leurs responsables à la tête d'une mairie. Déjà de nombreux animateurs fédéraux ont été élus députés. Bientôt, les conseils régionaux mobiliseront maints militants de qualité. Après-demain, il en sera de même avec les nouveaux succès que nous sommes en état d'espérer aux plans municipal et cantonal. Si, dans les deux ans, nous ne nous sommes pas mis en mesure de promouvoir une nouvelle génération de responsables du Parti, la quatrième depuis Épinay, aux plans local, fédéral et régional, le Parti abordera dans de mauvaises conditions la deuxième phase du septennat de François Mitterrand.

La formation des militants doit donc être, plus que jamais, une priorité pour le P.S. Cette priorité, la tâche des responsables sera de la faire prendre en charge par le Parti tout entier.

III. - Les grandes orientations de la formation

Trois priorités se dégagent de ce qui précède. Ce sont elles qui conduiront à la mise en place du dispositif proposé plus loin.

- Faire de la formation l'affaire de la masse des adhérents.



- Développer dans des proportions inédites la formation des responsables.
- Préparer les militants à affronter les futures échéances électorales.

a) Une formation de masse

Actuellement l'effort de formation des fédérations varie du tout au tout : de l'insuffisance notoire (rarement) à un effort très soutenu, voire intense. Il est bien évident que, s'agissant de la formation des adhérents « de base », le national n'a pas qualité pour intervenir directement. Comme par le passé, il mettra à la disposition des militants, en été et en hiver, un maximum de stages nationaux dont il s'efforcera d'abaisser le prix. Ces stages, toutefois, sont et resteront hors d'état d'assurer la couverture des besoins réels du Parti.

Le national devra donc, plus étroitement qu'il ne l'a fait jusqu'ici, assumer un travail d'impulsion, d'aide et de suivi à l'égard des fédérations. Celles-ci devront absolument doter leur secteur de formation des moyens matériels nécessaires à son travail.

Au nombre des méthodes nouvelles, proposons la création de « Rencontres socialistes » fédérales. Ces « Rencontres » organiseraient pour les adhérents et les sympathisants des carrefours mensuels, ou même bimensuels soit autour d'un thème donné, soit sur le modèle des « entretiens du jeudi », c'est-à-dire de libre commentaire de l'actualité.

Proposons également l'extension systématique, dans toutes les fédérations, de stages d'initiation économique, d'initiation à la communication politique, de stages de base. Ces stages auront lieu en week-end, formule qui a fait ses preuves.

Proposons enfin la rédaction, dans chaque fédération, d'une monographie de présentation de la fédération, de ses luttes, de ses projets, ou alors la publication d'une étude sur un problème local particulier.

L'aide du national sera abordée plus loin.

b) La formation des responsables

Créée au congrès de Metz, l'École du socialisme a jusqu'ici consacré ses efforts aux « cadres fédéraux », c'est-à-dire notamment aux premiers secrétaires, fédéraux à la communication, aux entreprises, aux luttes des femmes... ainsi qu'aux permanents fédéraux. Ces efforts marquent une étape importante dans la vie du Parti, puisque pour la première fois, les militants fréquentant ces stages ont été entièrement pris en charge par le national, et les éventuelles pertes de salaire partiellement compensées.

Il y aura lieu sans aucun doute de développer systématiquement cette formule en relevant très substantiellement le forfait de remboursement pour perte de salaire. Toutefois, le problème de l'École du socialisme est de passer à une autre dimension. Il faut aller vers la création d'un **Centre permanent et déconcentré** de formation de responsables, avec une équipe mobile et quelques points d'appui régionaux.

Il s'agira en effet, désormais, sur une base régionale ou interrégionale, d'organiser des stages **d'une semaine** pour les responsables fédéraux, mais aussi de section, tous frais payés. Seront assimilés aux responsables de section les militants du secteur entreprises.

Pour faciliter l'obtention des congés nécessaires, nous proposerons au Comité directeur de faire étudier par le groupe parlementaire une législation sur la formation continue reconnaissant la formation politique comme l'une des actions que le salarié doit pouvoir suivre librement dans les mêmes conditions que les autres stages de formation. Cette disposition devra en outre être étendue aux fonctionnaires.

c) La formation de militants en vue des élections

Bien que les candidats ne soient, en principe, désignés officiellement que quelques semaines avant le scrutin, chacun sait bien que rien n'interdit à quiconque espère être plus tard désigné comme candidat de s'y préparer dès à présent. En outre la préparation des municipales, en particulier, nécessite un travail préalable qui ne peut être que collectif. C'est pourquoi, dès janvier 1982, une campagne de formation à la préparation des municipales sera organisée par le national en liaison avec la F.N.E.S.R. et répercutée fédéralement en liaison avec les U.D.E.S.R. Un texte commun sur ce sujet sera d'ailleurs proposé au congrès.

d) Préparer, expliquer, défendre et prolonger l'action gouvernementale

Il s'agit des actions de formation accompagnant la réalisation des grands objectifs de transformation sociale : la décentralisation, l'instauration de nouveaux droits pour les travailleurs dans les entreprises, le développement du tissu industriel dans le cadre d'une nouvelle logique économique.

Ainsi la décentralisation doit s'accompagner d'un effort de formation des élus locaux en matière de gestion administrative et de développement économique (aménagement du territoire, systèmes de financement des entreprises, énergies locales, etc.). Bien entendu, tout ceci devra se combiner avec l'action et les initiatives de la F.N.E.S.R.

De la même façon, le Parti doit former de nombreux militants des entreprises à la gestion de celles-ci et au droit social, pour qu'ils puissent jouer tout leur rôle dans les premières étapes de l'autogestion.

Enfin, le Parti doit s'adresser aux dirigeants et cadres socialistes des entreprises, notamment des P.M.E., concernant les implications, sur la gestion de celles-ci, de la nouvelle logique économique que nous instaurons (politique industrielle et reconquête du marché intérieur, priorité à l'emploi, nouvelles règles de financement, etc.).

D'une façon générale, il s'agira de faire en sorte que, partout où se mettront en place de nouvelles structures de pouvoir, des militants socialistes actifs et compétents soient à même de prendre efficacement des responsabilités.

IV. - Le dispositif pratique

Jusqu'ici le secteur formation, considéré globalement, a fonctionné à deux niveaux : le niveau national et le niveau fédéral. Quand les fédérations avaient besoin d'une aide, essentiellement pour animer les stages, elles faisaient appel au national.

Dans la dernière période, le national a ainsi atteint la limite du seuil de saturation. Il est clair désormais qu'il faut adjoindre progressivement à

l'équipe nationale formation des responsables se chargeant plus particulièrement d'une région, et dont il faudra s'efforcer progressivement de faire des permanents. Ces responsables auront à charge de constituer des équipes d'intervention dans tous les domaines de la formation.

Ainsi le partage des tâches pourrait-il s'établir comme suit :

a) Pour le national

- Organisation de stages nationaux ouverts à tous les militants, pendant les périodes de congés.
- Publication de brochures de formation.
- Mise au point de matériels pédagogiques divers en vue de la formation dans les fédérations et les régions (polycopiés, diaporamas, montages vidéo...).
- Organisation de l'accueil des nouveaux adhérents au plan national : sur ce point, des propositions pratiques seront faites à l'issue d'une journée de réflexion des secrétaires fédéraux à la formation, qui se tiendra avant le congrès.

Dans le cadre de l'école du socialisme

- Organisation de stages nationaux pour les différents secrétaires fédéraux et les permanents fédéraux.
- Mise au point des programmes et matériels pédagogiques en vue des stages pour secrétaires de section et des stages pour trésoriers de section.
- Lancement d'actions de grande envergure du type de la journée de réflexion du 28 juillet, organisée pour les parlementaires en collaboration avec J. Delors, sur le thème : « Que faire, face aux entreprises en difficulté ? ».

b) Pour les fédérations

- Organisation des « Rencontres socialistes » (Cf. plus haut) et plus généralement, de l'accueil (nouveaux adhérents, mais aussi sympathisants ou curieux).
- Organisation de stages de formation destinés aux militants sans distinction de responsabilité, le plus souvent en week-end. Il est indispensable que se poursuivent ces stages « de base » qui sont pour le Parti un véritable « vivier ».
- Organisation de stages destinés aux responsables de section chargés d'un secteur spécial (formation, propagande, etc.) ainsi qu'aux militants intéressés par les questions municipales, départementales, etc.
- Participation à l'organisation de stages de l'École du socialisme destinés aux secrétaires et trésoriers de sections.
- Animation des réunions de formation élémentaire dans les sections.
- Publication de brochures et monographies.

c) Aux niveaux régional ou interrégional

A l'interface du national et des fédérations, les responsables régionaux auront pour but :

- De fournir aux fédérations le soutien logistique dont elles ont besoin, notamment sous forme d'animateurs pour les stages ou de conseillers en organisation de stages.



- D'organiser les actions déconcentrées de l'École du socialisme à destination des responsables de sections, en liaison avec les responsables fédéraux.

La tâche principale des responsables régionaux sera évidemment de se constituer des équipes dont la formation relèvera au plan national de l'École du socialisme.

Telles sont quelques réflexions sur la formation des militants dans un Parti socialiste qui vient d'accéder aux plus hautes responsabilités. Elles n'ont d'autre ambition que de lancer un débat sur le thème : comment assurer plus de cohérence et de cohésion à un Parti de gouvernement qui entend rester lui-même, tout en soutenant efficacement l'action entreprise au niveau de la nation. En effet, si le Parti reste le lieu de la légitimité socialiste, le gouvernement et le

président de la République représentent la légitimité populaire.

De l'échange incessant entre ces deux logiques, de leur confrontation même, dépend pour une large part, le succès de notre entreprise, et sa première condition : la durée. Il nous semble qu'un secteur formation largement renouvelé dans ses méthodes et doté de moyens puissants peut y contribuer. C'est l'objet même de nos propositions.

France et Tiers-Monde

Contribution présentée par Michel de la FOURNIÈRE, Gérard FUCHS

Les socialistes ont souvent réfléchi aux problèmes du sous-développement dans le monde, à ses causes, aux remèdes possibles. Aujourd'hui cependant, face au défi d'une crise planétaire, à travers des mots comme pétrole, firmes multinationales, concurrence sauvage, travailleurs immigrés, le problème de notre relation au tiers monde prend une dimension nouvelle, plus concrète et plus quotidienne. Il révèle aussi des contradictions, voire des antagonismes. Alors que, grâce à l'action décisive des socialistes, la France est dirigée par un mouvement de gauche, nous sentons bien que le succès ou l'échec de ce gouvernement, à l'intérieur comme à l'extérieur, dépendra pour une large part de la façon dont il saura résoudre le problème des relations de la France avec les pays en développement.

Comment le Parti socialiste peut-il continuer à clarifier ces questions et proposer des objectifs justes, tel est le but de cette réflexion préparatoire à notre congrès.

I - Le choc du tiers monde

Pour beaucoup de militants, le tiers monde est depuis longtemps un champ essentiel de l'action socialiste : l'impérialisme, le sous-développement, la misère et la faim ne datent pas d'aujourd'hui, pas plus que la volonté de solidarité internationale.

Mais, pour ceux-ci comme pour l'ensemble des Français, les chocs pétroliers successifs depuis l'automne 1973 ont posé le problème des rapports Nord-Sud d'une toute autre façon : ils exprimaient avec une brutalité nouvelle l'émergence de forces sans doute présentes dès la première conférence de Bandoeng et la formation du mouvement des non-alignés, mais qui, maintenant, décident de se servir de leur arme maîtresse : le prix du pétrole.

Le Parti socialiste a bien vu qu'il s'agissait là d'un premier acte de grande ampleur dans la remise en cause de l'exploitation coloniale, du pillage des ressources minières et agricoles et de l'échange inégal. De même que, dans les Etats industriels, le mouvement ouvrier s'était constitué voici un siècle pour émanciper les classes sociales opprimées par le capitalisme, de même se développe la volonté de libération politique, économique et culturelle des peuples du tiers monde.

Mais alors que voici vingt ans la solidarité avec ces peuples était surtout politique et demandait seulement un peu de clairvoyance et de courage, elle est aujourd'hui principalement économique et affecte concrètement notre vie quotidienne. Au cours des trente dernières années en effet, le commerce extérieur mondial a progressé deux fois plus vite que la richesse des pays, pendant que les firmes multinationales, étrangères ou françaises, accroissent leur emprise, achetant ici pour produire là et vendre ailleurs. Leurs mouvements incontrôlés de capitaux ont pratiquement détruit le système monétaire international, fragilisant ainsi les monnaies des pays qui avaient choisi le libéralisme à tout prix.

La première conclusion est donc qu'aujourd'hui plus qu'hier, on doit traiter ensemble les problèmes des pays développés et sous-développés, les problèmes de la France et ceux du tiers monde. Inverser la logique du sous-développement mondial et changer le modèle de développement dans notre propre pays sont une seule et même question.

II - Les enjeux concrets, les réponses inacceptables

Le premier enjeu est la lutte contre la faim. Pour des centaines de millions d'hommes et de femmes aujourd'hui, vivre, c'est simplement ne pas mourir. Les déséquilibres démographiques, sociaux et agricoles engendrés par le mercantilisme des puissants font que, au même moment où l'humanité s'enorgueillit de la conquête de l'espace, elle laisse mourir de faim chaque année plus de cinquante millions des siens.

Le second enjeu est celui de la paix. Pas plus que la paix sociale, la paix mondiale ne peut être garantie si chacun ne reçoit pas sa part de biens et de dignité. Au lieu de lutter contre la misère, les grandes nations continuent la course aux armements et laissent grandir la prolifération nucléaire. Ce faisant, elles préparent avec une absurde logique la catastrophe finale.

Le troisième enjeu est de savoir qui en France va supporter les conséquences de l'affirmation du tiers monde et comment réagira le pays. Compte tenu de notre dépendance énergétique actuelle, la hausse des prix du pétrole et d'autres matières premières signifie un prélèvement sur notre richesse et la question est donc : qui va payer ? D'autre part, l'arrivée sur notre marché national, comme sur celui des pays tiers, de certaines pro-

ductions industrielles en provenance du tiers monde, pose des problèmes à notre industrie et donc à l'emploi dans certaines branches (textile, habillement..., mais aussi, indirectement, sidérurgie, construction navale, automobile, chimie) et dans certaines régions.

A tous ces problèmes, une première réponse est celle de l'ouverture systématique, conduisant à la spécialisation à outrance et à une nouvelle division internationale du travail. Cette réponse est inacceptable pour le tiers monde, qu'elle condamnerait à une dépendance alimentaire accrue, en privilégiant encore davantage les cultures d'exportation, et à une industrialisation en fonction des seuls marchés extérieurs. Elle est inacceptable pour la France en raison de ses conséquences pour les travailleurs, pour l'activité économique et, à terme, pour l'indépendance politique.

Une deuxième réponse, tout aussi inacceptable et dangereuse, est celle du repli sur l'hexagone et l'égoïsme national. Pour le tiers monde, cette politique signifierait un refus de ses produits manufacturés ; elle aboutirait inéluctablement au renvoi des travailleurs immigrés : la tentation existe déjà comme l'ont montré des exemples récents. Pour la France, ce repli entraînerait des difficultés matérielles considérables, notamment en matière de reconversion industrielle. Surtout, elle conduirait rapidement à la bureaucratisation, à la stérilisation de la recherche, à la xénophobie, bref à tout ce qui est à l'opposé du socialisme autogestionnaire que nous voulons promouvoir.

III - La nécessité d'un nouveau type de croissance

Il est de plus en plus clair que le développement des nations du tiers monde ne se fera pas en suivant, avec quelques décennies de retard, les chemins que nous avons nous-mêmes empruntés. Ce que nous, pays dominants, avons pu faire, précisément grâce à l'exploitation du tiers monde, ils ne pourront pas eux-mêmes le faire, en tout cas pas tous.

De plus, la généralisation à l'échelle de 4 à 5 milliards d'individus de nos habitudes de consommation, en particulier dans les domaines de l'énergie et des matières premières, apparaît complètement impossible aujourd'hui. C'est pourquoi certains pays du tiers monde commencent à inventer une autre forme de développement, auto-centré, c'est-à-dire soucieux de la réalité du potentiel local, des besoins réels de la population, des spécificités géographiques et culturelles.



Chez nous, accepter de payer à un plus juste prix les matières premières et d'autres produits originaires du tiers monde suppose que soit mis fin à de nombreux gaspillages, que les économies d'énergie soient poussées plus avant, que l'accent soit mis sur la qualité des produits et leur durabilité.

Cette approche ne conduit pas à refuser toute division internationale du travail mais à se donner pour règle de la choisir et non de la subir : tel pays asiatique qui réclame la libre entrée chez nous de sa production électronique n'est en réalité que le porte-voix d'une firme multinationale ; pour tel autre produit au contraire, des relations d'échange bien maîtrisées peuvent stimuler nos propres efforts d'innovation. Il y a là une première raison pour définir des instruments et des critères de choix.

Cette approche conduit aussi à une réflexion sur la notion de besoins. Si l'on refuse le type de croissance passé, fondé sur le seul ressort du profit immédiat et le seul instrument du marché, si l'on refuse également les systèmes totalitaires de planification étatique, où une avant-garde sans légitimité décide « scientifiquement » de ce qui fait le bonheur de tous, alors il faut définir des instruments et des critères de choix.

IV - De nouveaux instruments et de nouveaux critères

L'instrument fondamental de la mise en œuvre d'un nouveau type de croissance est la planification

économique. C'est au plan d'orienter l'économie en fixant les priorités de son développement, en particulier vis-à-vis de l'extérieur : quels secteurs industriels, jugés stratégiques, doivent-ils être maintenus à tout prix, quelle que soit la concurrence internationale ? Sur quels produits prioritaires faire porter l'objectif de reconquête du marché intérieur défini par le Projet socialiste ? Dans quels autres domaines une évolution sous la pression de la concurrence extérieure doit-elle être acceptée et à quelles conditions ? Quel montant d'investissements publics doit être consacré aux économies d'énergie, au recyclage, au soutien des secteurs porteurs d'avenir, à l'aide au développement du tiers monde ?

Autant que ces objectifs compte, pour les socialistes, la méthode par laquelle ils sont choisis. C'est la dimension démocratique du plan, liée à la perspective autogestionnaire dans les entreprises (juger de l'intérêt d'un nouveau produit ou d'une nouvelle technique non seulement en fonction des besoins qu'ils permettent de satisfaire, mais aussi des conditions de travail qu'ils impliquent) et aux réalités de la nouvelle décentralisation (telle industrie, vue nationalement, doit se transformer, mais pour des raisons d'emploi local ou régional, le rythme du changement nécessaire sera lié à celui de la création d'un nombre équivalent de nouveaux emplois).

Deux autres outils sont indispensables à la conduite de cette politique :

— celui des accords de co-développement,

permettant aux relations de la France avec certains pays du tiers monde d'échapper, au moins en partie, à l'emprise d'un marché mondial dominé par quelques grandes firmes. Par ces accords, la France accepterait de se lier à d'autres nations pour une certaine période, ceci par des échanges et des investissements massifs, en vue d'un développement mutuel ;

— celui de la Communauté européenne, dimension indispensable à l'efficacité de la politique Nord-Sud : stabilisation du prix des matières premières, réforme du système monétaire, contrôle des firmes multinationales...

Sur les critères, enfin, qui doivent orienter les relations préférentielles entre la France et les pays du tiers monde, les socialistes ont depuis longtemps indiqué leurs choix : respect des Droits de l'Homme, non-alignement réel, recherche d'un modèle de développement autocentré. Ajoutons tout aussitôt qu'il ne s'agit pas là de faire la leçon aux autres : les socialistes acceptent parfaitement les critiques extérieures de notre situation nationale, tout en entendant rester maîtres de leurs choix.

France, Europe, tiers monde : créer entre les deux super-puissances une aire de développement économique et d'équilibre politique qui permette enfin une véritable libération des hommes et des peuples, une avancée dans la voie du socialisme démocratique, contribuer, à sa place, et pour sa part, à cette grande tâche, tel devrait être un objectif prioritaire de notre Parti pour les deux années à venir.

Le droit des travailleurs

Contribution présentée par Pierre BRANA (B.E.), Jean LECUIR, Marie-Claude VAYSSADE et Yvon TONDON.

Au travers d'un siècle et demi de luttes, toute l'histoire du mouvement ouvrier est scandée de conquêtes de droits par les travailleurs. Ces droits acquis de haute lutte, souvent remis en cause, sont toujours à approfondir au rythme même de la transformation sociale : citons la reconnaissance du syndicat en 1884 ou celle de la section syndicale aux lendemains de mai 1968, les conventions collectives, la réduction du temps de travail et les congés payés, des institutions comme le comité d'entreprise. Ainsi, pas à pas et avec ténacité, les travailleurs expriment leur revendication fondamentale : pouvoir décider ce qui les concerne au premier chef. Cette exigence est présente au cœur du changement politique intervenu en mai-juin 1981 dans notre pays. Jeunes et moins jeunes, travailleurs syndiqués ou non, ont relevé la tête et rejeté l'époque de la suffisance et du mépris.

Une nouvelle ère s'ouvre : l'exercice du pouvoir gouvernemental et législatif permet à la gauche de créer durablement les conditions concrètes d'une avancée décisive dans la marche vers le socialisme autogestionnaire où les travailleurs exercent leur droit à la parole et à la responsabilité.

Le prochain congrès de notre Parti doit rappeler combien est majeur cet axe de notre action et donc poursuivre sa réflexion sur cet aspect de l'œuvre à accomplir en matière de droits nouveaux, notamment pour les travailleurs et leurs organisations syndicales. Nous avons d'ailleurs un éventail large et cohérent de suggestions susceptibles de nourrir l'action gouvernementale dans les textes fonda-

mentaux du Parti et dans les propositions de loi de son groupe parlementaire (1).

Mettre l'accent sur certaines priorités, cerner des aspects à préciser en fonction de la conjoncture sociale et politique, tel est l'objet de cette contribution.

I - Contribuer à affermir et élargir les capacités d'intervention des syndicats

Les travailleurs, membres du Parti, doivent être adhérents d'une organisation syndicale. Rappeler cette règle statutaire ici permet de souligner l'importance que le Parti socialiste attache au développement du syndicalisme. Il y voit une garantie essentielle à la défense collective des travailleurs en toutes circonstances et un des instruments de la transformation autogestionnaire de la société. Les grandes périodes de l'histoire de la gauche ont été des phases de développement du syndicalisme. Or les conditions créées par l'action gouvernementale n'y ont jamais été étrangères.

C'est ainsi qu'il est souhaitable que soient renforcées les conditions matérielles aidant à l'affir-

mation dans la société française d'un mouvement syndical puissant et autonome. La puissance publique doit donc définir avec les partenaires sociaux une politique d'ensemble en ce domaine : incitations, notamment financières, à la syndicalisation, aides à la presse et à la formation syndicale, crédits d'heures, etc.

Les libertés syndicales sont des libertés publiques ; elles ne peuvent dépendre de la bonne volonté des employeurs. D'où la nécessité d'une définition législative du minimum-plancher, même si rien n'interdit, bien au contraire, que des avancées nouvelles ou l'adaptation sectorielle se fassent par la négociation contractuelle.

D'autres raisons militent aujourd'hui pour une mise à jour législative et réglementaire du droit du travail.

1) Il faut apurer le contentieux accumulé depuis des années

Le Parti socialiste, comme les organisations syndicales, à déjà eu l'occasion de tirer le bilan de la période écoulée. Il n'oublie pas que les pratiques patronales avec l'aide des gouvernements précédents et de l'actuelle opposition, ont grignoté, déformé et détourné les libertés syndicales. Il n'oublie pas non plus les problèmes imprévus, rencontrés sur le terrain de l'application de la loi. Et ce ne sont pas les suggestions qui manquent en matière de droit syndical, de délégués du personnel, de comité d'entreprise, de droit de grève. Il serait fastidieux de reprendre, par exemple, le contenu des propositions de loi évoquées ci-dessus. Retenons cependant que modifications et innovations

(1) Cf. celle sur les comités d'entreprises (N° 1544 de décembre 1979) et sur l'exercice du droit syndical dans les entreprises et les administrations (N° 1849, juin 1980).



s'imposent à court terme à la fois pour liquider un contentieux accumulé depuis des années et pour actualiser des textes souvent anciens.

2) Il faut unifier les conditions d'exercice des droits syndicaux dans les secteurs public et privé

L'État et les collectivités territoriales doivent montrer l'exemple; or, contrairement à une idée communément admise, la reconnaissance des syndicats locaux et départementaux, comme des sections, y est encore inégalement effective comme d'ailleurs l'existence de droits pratiqués dans le secteur privé. Bien plus, de très grandes inégalités de traitement y subsistent. Et des obstacles à l'action syndicale comme le « trentième indivisible » (un quart d'heure de grève, ou une heure de grève, coûte un jour de salaire), ou la « loi sur le service fait » doivent être levés. Une harmonisation d'ensemble s'impose donc : elle est possible avec la volonté d'assurer aux travailleurs de la fonction publique — d'État ou locale — des droits syndicaux compatibles avec la notion de service public.

3) En effet, par l'élargissement du secteur public et la politique de décentralisation, les socialistes veulent enclencher « une dynamique de la prise de responsabilité ». Ils savent que cette double action de remodelage doit s'accompagner d'une **définition renouvelée des droits syndicaux**, condition préalable à la mise en place et au développement de nouvelles modalités de contrôle et de gestion des entreprises. A cet égard, les **droits à la formation et à l'information économiques et sociaux** sont essentiels.

4) Il faut de même adapter notre droit syndical

Pour le rendre opératoire face à deux réalités majeures de la crise économique et sociale : l'éclatement de la collectivité de travail; l'enjeu des P.M.E.

a) L'éclatement juridique et géographique de la collectivité de travail se manifeste par :

- l'émiettement des statuts des travailleurs (cf. contrats à durée déterminée, travail temporaire);
- les effets de la dispersion géographique des unités de production, associée au caractère de plus en plus complexe des grands groupes;
- les effets de l'intervention de plusieurs entreprises, groupées ou non sur un même site, avec le développement de la sous-traitance.

b) L'enjeu des P.M.E. : un des axes stratégiques de la politique socialiste de lutte contre le chômage est le développement de l'emploi, aides à l'appui, dans le secteur des P.M.E. Cette politique implique donc que soit aussi abordé le problème de l'activité syndicale dans ce secteur et, plus largement, selon la taille des établissements. On connaît les difficultés rencontrées dans les entreprises de plus de 500 salariés, faute d'un nombre suffisant de délégués syndicaux et du personnel. Elles sont plus grandes encore dans les entreprises de moins de 50 salariés où tout est à faire ou presque. En la matière il faut établir des aménagements spécifiques afin de tenir compte à la fois des réalités concrètes et de la nécessité de ne pas accroître les charges financières des P.M.E. Des solutions institutionnelles ont été proposées sur la base de regroupements professionnels et géographiques; elles permettent l'adaptation du droit commun. On peut, de plus, imaginer que l'un des critères de l'attribution des aides publiques soit l'application du droit syndical qu'aura prévu la loi.

II — Réexaminer les modalités et le contenu de la négociation sociale

Le développement du mouvement syndical et de son rôle comme acteur du changement social s'opère d'abord par les conflits et les luttes, la logique du conflit est de chercher à déboucher sur des résultats que la négociation définit et enregistre. Avec l'arrivée de la gauche au pouvoir et le changement du rapport des forces qu'elle exprime, le contexte politique est particulièrement favorable à la **relance de la politique des négociations de conventions collectives** au niveau national, régional et local, afin de revaloriser leur contenu et de combler les vides géographiques ou professionnels qui peuvent exister.

Si le droit de négocier avec l'employeur est reconnu au seul syndicalisme, encore faut-il qu'il puisse s'exercer notamment au niveau le plus proche des travailleurs : celui de l'établissement et de l'entreprise. C'est là en effet, et là principalement, que peuvent être maîtrisés les salaires réels, l'organisation du temps de travail et les conditions de formation comme les modalités du droit d'expression des travailleurs, le contrôle de la politique d'emploi. Trop souvent l'employeur refuse la discussion, et l'éventualité même d'un accord d'entreprise. D'où la question : ne conviendrait-il pas de rendre obligatoire la négociation sur ces matières au niveau de l'établissement et de l'entreprise ? L'accord éventuellement obtenu devrait pouvoir être soumis par les organisations syndicales à la consultation des travailleurs sur le temps de travail. De même il conviendrait de fixer un seuil minimum de représentativité des signataires pour assurer sa validité. En se prononçant dans ce sens, le Parti socialiste contribuerait à une avancée décisive de la décentralisation des lieux et des procédures de négociation conforme à sa démarche autogestionnaire.

Parallèlement, la décentralisation administrative et politique impose de même la décentralisation des lieux, contenus et procédures de négociation au sein de la fonction publique.

III — Réussir les socialisations

Conformément à ses engagements antérieurs, le Parti socialiste se réjouit de l'extension en cours du secteur nationalisé, condition de la maîtrise de la politique économique. Mais il sait aussi que la réussite de cette transformation dépendra notamment des droits qui seront reconnus aux travailleurs des entreprises nationalisées d'hier et d'aujourd'hui.

Dans cette perspective, il importe d'abord de rappeler que les socialistes, en accord avec la tradition spécifique du mouvement ouvrier français, tiennent à l'autonomie fondamentale des organisations syndicales. Le syndicat agit, négocie, contrôle, émet des avis, mais il ne gère pas.

Cette affirmation a plusieurs implications. Les **incompatibilités** entre la fonction de membre de Conseil d'établissement ou d'entreprise et les responsabilités liées à l'exercice du droit syndical doivent être précisément définies. Il serait également utile de réfléchir à d'autres types d'interdiction de cumul. Préserver cette autonomie d'expression, de proposition et de contestation implique que soient clairement définies les fonctions du syndicat

dans l'entreprise nationalisée : lui reviennent la conduite de l'action revendicative, la négociation de l'ensemble des éléments qui concernent les conditions de vie et de travail, le contrôle de la politique économique et sociale de l'entreprise, l'organisation du débat démocratique dans l'entreprise. Ceci suppose que **le législateur distingue nettement les différents types de pouvoirs** dans l'entreprise nationalisée : le pouvoir d'orientation et de décision d'ensemble, le pouvoir exécutif de gestion quotidienne, le pouvoir de contrôle et les droits à la consultation et à l'information, le pouvoir de contestation et de négociation. La traduction institutionnelle demande une mise en œuvre cohérente, efficace et équilibrée, mais elle est condition nécessaire pour éviter deux risques :

- le risque technocratique et bureaucratique;
- le risque des conflits de compétence, débouchant rapidement sur la désorganisation et la paralysie.

Dans cette perspective, le Parti doit clarifier deux problèmes concrets de la vie de l'entreprise, nationalisée ou non :

- le rôle qu'il attribue aux sections politiques d'entreprise; et la nature pratique de leurs rapports avec les organisations syndicales;
- le rôle respectif du comité d'entreprise, des conseils d'atelier ou de services du syndicat dans l'exercice des pouvoirs de contrôle, d'information et de consultation.

Nos objectifs en matière de pouvoir des travailleurs dans l'entreprise sont exposés dans le chapitre « Socialisation » des quinze thèses sur l'auto-gestion et dans le chapitre « Deuxième priorité » du Projet socialiste. Sont ainsi envisagés trois **systèmes de direction** des entreprises :

- 1 - Conseil d'administration tripartite (État, ou collectivité territoriale pour les entreprises régionales ou locales, travailleurs, usagers), où en tout état de cause les représentants de l'État ne pourront être majoritaires.
- 2 - Conseil de gestion entièrement élu par les travailleurs de l'entreprise.
- 3 - Coexistence d'un Conseil de gestion élu par les travailleurs et d'un organe de surveillance ou siègeraient les représentants de l'État, des assemblées nationales, régionales ou locales (selon les cas) et des diverses catégories d'usagers.

Il serait à propos d'unifier la réflexion d'ensemble en y intégrant l'approche et l'expérience — problèmes compris — du mouvement coopératif et mutualiste.

IV - Un échéancier : le calendrier du Plan

Cet éventail de solutions doit être utilisé non seulement selon la diversité des situations concrètes, mais peut être aussi conçu comme des étapes d'un même processus. L'élaboration du plan intérimaire de deux ans, puis du plan de cinq ans construit selon une nouvelle procédure à dimension contractuelle donnent un calendrier adapté. Ainsi la période du plan intérimaire pourrait être l'occasion :

- a) d'introduire ces innovations dans le secteur nationalisé existant, voire avec les adaptations indispensables dans la fonction publique. Dans ces branches d'activité, la réalité de la nationalisation



est un acquis; à partir de l'expérience des travailleurs et de leurs organisations, il est plus aisé d'y franchir une étape décisive de socialisation. Celle-ci est d'ailleurs attendue : cet espoir doit d'autant moins être déçu qu'il constituera un test décisif, garantie de la fiabilité de la perspective autogestionnaire et de sa réalisation progressive dans le temps.

b) d'engager, au sein même du processus des

nouvelles nationalisations, un double mouvement :

- renforcer les droits des travailleurs à tous les niveaux de l'entreprise, du Conseil d'atelier ou de services au Conseil d'administration;
- organiser des débats dans ces entreprises avec les travailleurs aux différentes phases de la nationalisation, afin que, dès à présent, s'engage la prise en charge collective de la décentralisation de la décision et des problèmes de la gestion.

Discuter les choix du plan intérimaire puis du plan de cinq ans pour alimenter ces changements institutionnels, c'est une occasion à ne pas manquer. Les réalités de l'entreprise seraient ainsi mieux confrontées avec l'ensemble des contraintes externes.

Tant il est vrai que pour le Parti socialiste la perspective et la démarche autogestionnaire ne dissocient jamais décentralisation, participation des travailleurs et planification.

Pour une Europe indépendante

Contribution présentée par Gilles MARTINET et Daniel PERCHERON

L'Europe n'est pas simplement atteinte par la crise mondiale. Elle est menacée d'un déclin historique dont les causes doivent être mises à jour. On ne peut, en effet, se contenter d'évoquer la hausse du coût de l'énergie, l'apparition de nouveaux compétiteurs et l'avance prise dans certains secteurs de pointe par les Etats-Unis et le Japon. Il faut faire aussi entrer en ligne de compte le conflit qui, par le biais du commerce international, oppose plusieurs types de société.

Les pays européens commencent à prendre conscience du fait que la situation des années 80 est totalement différente de celle des années 60. En 1960 le commerce mondial était encore dominé par un véritable monopole euro-américain et, dans le cadre de ce monopole, l'Europe jouait sur des salaires de deux à trois fois inférieurs à ceux des Etats-Unis. Le Japon ne produisait que quelques centaines de milliers d'automobiles. La Corée, Taiwan, Hong Kong, Singapour, le Brésil, le Mexique, etc. n'en étaient qu'au premier stade de leur industrialisation. Aujourd'hui le coût du travail (salaires plus charges sociales) est aux Etats-Unis égal ou inférieur à celui de l'Europe. Le Japon et les pays d'Extrême-Orient sont devenus, grâce à la rapidité des transferts de technologie, des concurrents redoutables et le centre de gravité de l'économie mondiale se déplace progressivement de la zone atlantique à la zone pacifique.

Face à cette situation, la tendance des éléments les plus influents du capitalisme européen est de concentrer les efforts sur l'exportation des produits exigeant un haut niveau de technicité tout en cherchant à réduire les coûts du travail et à remettre en cause un certain nombre de conquêtes obtenues par les travailleurs. Bien que chacun admette la nécessité de recourir, dans tel ou tel secteur, à des mesures de protection, l'idéologie dominante de ces milieux — et en premier lieu des sociétés multinationales — demeure celle du libre-échange. Or l'Europe ne peut rester la zone du monde la plus ouverte aux échanges — ce qu'elle a effectivement été durant le dernier quart de siècle — sans voir s'aggraver le déficit de sa balance commerciale, disparaître des pans entiers de son industrie et croître le chômage.

Mais ce n'est pas seulement l'industrie européenne qui se trouve en danger, c'est le type de relations sociales sur lesquelles reposent nos démocraties. L'Europe a dans le passé imposé son modèle de consommation et de développement à des pays qui auraient assurément gagné à se dégager un type original et autonome de croissance.

Or voici qu'elle est, à son tour, placée en position d'infériorité à l'égard de systèmes qui n'attachent pas la même importance aux mêmes valeurs et notamment aux garanties de sécurité sur le plan de la santé comme sur celui des retraites, à l'accroissement du temps libre, à la lutte contre les nuisances, à l'amélioration de la qualité de la vie et à l'exigence d'une démocratisation de la vie économique. Toute la question est de savoir si nous céderons à cette ingérence directe mais puissante des systèmes japonais, américains et soviétique ou si, tout en nous inspirant de certaines stratégies commerciales et notamment de la stratégie japonaise, nous parviendrons à défendre et à développer ce qui constitue la base de la culture sociale et industrielle européenne.

Le Parti socialiste a fait un choix très clair sur le plan de la politique intérieure. Non seulement il n'accepte pas que soient remises en cause les valeurs que le mouvement ouvrier et démocratique a réussi à imposer mais il entend en approfondir le contenu et en étendre le champ d'application. Ce choix doit avoir son prolongement sur le plan de la politique internationale, ce qui implique à la fois la définition d'une doctrine et la présentation de projets concrets.

La doctrine ne peut être que celle de l'organisation des échanges sur la base du développement auto-centré de grandes régions du monde. Cette forme de développement est, en réalité, déjà celle des Etats-Unis, du Japon et du bloc soviétique. Pour ces entités économiques, le commerce extérieur représente moins ou à peine plus de 10 % de la production globale. Le moteur de la croissance demeure le marché intérieur, un marché totalement protégé dans le cas de l'Union Soviétique et de ses satellites, fortement défendu dans le cas des Etats-Unis et du Japon. L'un des malheurs du tiers monde vient de ce que, face à ces puissances économiques, il n'oppose pas de grands ensembles : les pays qui le composent sont donc nécessairement dépendants de systèmes qu'ils ne peuvent imiter sans compromettre leur propre avenir. C'est ici que la Communauté européenne peut jouer un rôle essentiel en devenant elle-même moins tributaire des productions américaines et japonaises et en aidant le tiers monde à constituer des zones économiques suffisamment vastes pour que le développement des échanges Nord-Sud donne naissance à un essor des échanges Sud-Sud.

Une telle orientation générale entraîne une série de propositions concrètes.

1. - La Communauté européenne doit indiquer très clairement à l'ensemble de ses partenaires

quelles sont, pour les produits « sensibles », les parts de marché qui seront laissées aux importations. C'est dans ce cadre général que pourront être modulées les conditions plus ou moins favorables consenties à tel groupe de pays (les plus favorables intéressant notamment les pays méditerranéens et les pays A.C.P.) et que pourront être assurés avec un minimum de sécurité les investissements intérieurs à long terme. La notion de « produits sensibles » ne concerne pas nécessairement une branche entière de l'industrie. Par exemple, dans le domaine de la chimie, il s'agit de protéger non point la chimie fine, l'agro-chimie, la bio-chimie ou les produits pharmaceutiques mais les synthétiques menacés par les importations de produits américains bénéficiant de matières premières (pétrole et gaz) à bon marché. Les décisions qui s'imposent dans le secteur de l'automobile visent, en revanche, essentiellement le Japon qui applique dans ce domaine la stratégie qui lui a si bien réussi dans celui de la motocyclette et des appareils photographiques. Pour le moment, sur les onze millions de voitures achetées chaque année en Europe, neuf millions et demi sortent de nos usines. Nous ne pouvons pas accepter de réduire cette part de marché sous peine de créer une nouvelle et formidable zone de chômage.

2. - Les procédures de protection des secteurs menacés sont très nombreuses. Nous n'avons qu'à observer ce que font les Américains, les Japonais, les Canadiens ou les Australiens pour établir une liste impressionnante des mesures non-tarifaires susceptibles d'être prises (normes et tests techniques, contingents, clauses de sauvegarde, licences, dépôts à l'importation, prix minima, préférences nationales, marchés captifs, etc.). A notre avis, cependant, la Communauté européenne a intérêt à rechercher, dans la plupart des cas, la négociation d'accords d'auto-limitation du type de l'accord multi-fibres en liant le contenu de ces accords aux perspectives de la demande au sein du Marché commun (ce qui devrait être fait précisément à l'occasion du renouvellement de l'accord multi-fibres).

3. - Ces mesures défensives n'ont cependant de sens que si elles s'accompagnent d'une part de vastes investissements dans les domaines de la recherche-innovation et des industries de pointe (informatique, aérospatiale, énergies nouvelles, exploitation des ressources maritimes) et d'autre part d'une réduction des obstacles qui empêchent encore l'espace européen d'être un véritable marché communautaire. Autrement dit il nous faut à la fois des politiques industrielles communes, la réalisation dans les secteurs-clés (y compris dans le secteur automobile) de véritables économies



d'échelle et une réduction des protections nationales qui continuent à exister au sein de la Communauté. Celle-ci doit devenir plus homogène et plus solidaire si elle veut négocier en position de force.

4. - Cet effort d'organisation et de rationalisation se heurte non seulement à certains intérêts nationaux mais aussi à la série de « planifications privées » qu'opèrent les sociétés multinationales. Nous ne sommes pas opposés au principe des investissements extérieurs mais nous constatons qu'une grande partie de ces investissements s'oriente dans des directions qui sont contraires aux intérêts de l'économie européenne. C'est pourquoi il importe de fixer un certain nombre de règles communautaires en matière d'exportations de capitaux. Sans ces règles, le mot d'ordre de contrôle de l'activité des multinationales demeure un mot d'ordre creux. Au nom de quoi empêcherait-on une société de se lancer dans telle ou telle opération s'il n'existe pas de point de référence ?

5. - C'est dans ce contexte général que pourra être progressivement réalisé ce que François Mitterrand a appelé « l'espace social » européen et que pourra être renforcée et développée la politique à l'égard du tiers monde amorcée, sous

l'égide de Claude Cheysson, par les accords A.C.P. Il faut que l'Europe tout entière s'engage dans le processus de la réduction de la durée du travail et il faut, en même temps, que soit sensiblement augmentée l'aide directe aux pays en voie de développement. Cette aide ne constitue pas seulement, comme l'a souligné Jean-Pierre Cot, un devoir : elle correspond aussi à nos intérêts. L'objectif prioritaire est de diminuer notre déficit à l'égard des États-Unis et du Japon et de rendre plus solvable la demande en provenance du tiers monde.

Il serait naturellement très naïf d'imaginer que de tels objectifs puissent être atteints aisément. La politique suivie aujourd'hui par la plupart des gouvernements européens ne va pas dans ce sens. Chaque pays agit en fonction de ses intérêts nationaux et les institutions européennes constituent, pour l'essentiel, un lieu de marchandages et de compromis. En dehors du Marché commun agricole où, en dépit de toutes les difficultés rencontrées, il existe une véritable politique commune, on se contente de parler au plus pressé et de faire, comme dans la sidérurgie, la « part du feu », autrement dit la part du chômage.

L'aggravation de la crise conduit cependant un nombre de plus en plus grand d'Européens à s'interroger sur les conséquences d'une telle attitude et à souhaiter un changement de politique. L'existence en France d'un gouvernement de gauche résolument européen représente aux yeux de tous les partisans de ce changement un facteur extrêmement positif. Encore faut-il que les initiatives françaises rencontrent un large écho dans l'opinion européenne. Le Parti socialiste, de ce point de vue, a un rôle décisif à jouer. Il lui faut ouvrir avec les autres forces de la gauche européenne un débat sur les grands choix communautaires. Le groupe socialiste du Parlement européen et l'Union des partis de la Communauté sont des cadres tout désignés pour engager ce débat. Mais le champ de la discussion doit être sans cesse étendu. Il faut saisir toutes les occasions de contacts, rencontres et actions communes pour nous lier davantage aux éléments qui sont déjà acquis à nos positions et pour convaincre ceux qui demeurent encore réticents.

Le Parti doit tout mettre en œuvre pour que dans les prochaines années soit gagnée la bataille de l'indépendance et du renouveau européen.

Le rôle du Parti

Texte présenté par **Marie-Noëlle LIENEMAN** (membre du C.D.), **Bernard POIGNANT** (1^{er} secrétaire de la fédération du Finistère) et **Jean-Pierre WORMS**.

Réalisant l'unité des socialistes, plongeant ses racines dans l'histoire du mouvement ouvrier, répondant aux problèmes nouveaux de celui-ci, en France et au XX^e siècle, le Parti socialiste a bien été un atout majeur de la victoire de la gauche. Bâti sur l'idée de la conquête du pouvoir, le Parti socialiste doit faire face désormais à une situation et à des exigences nouvelles.

« La fonction et la nature d'un Parti socialiste autogestionnaire sont eux-mêmes dépendants de la période historique dans laquelle se développe la lutte des classes. La phase de transition au socialisme se trouve ainsi particulièrement marquée par la nécessité, pour le Parti, d'être un lieu fondateur d'articulation entre l'action gouvernementale et le mouvement populaire » (15^e thèse sur l'autogestion).

Tel est bien l'objectif que nous devons nous fixer et la tâche qui nous attend.

I - Parti-gouvernement

Il faut éviter deux risques : le premier est de voir le Parti socialiste totalement absorbé par le pouvoir et l'appareil d'État, le gouvernement et la présidence de la République devenant le seul centre de décision. Alors la tâche du Parti se réduirait à une stricte explication de l'action gouvernementale. Cette situation ne serait ni tenable, ni conforme à nos aspirations. L'action politique, en effet, ne se réduit pas à la seule gestion de l'État et des collectivités locales.

L'autre risque consiste à laisser faire le gouvernement : le Parti se déresponsabilisant soit en tenant un discours idéologique très radical, soit en se limitant à des réflexes basistes. Le Parti socialiste désertait ainsi le concret et de fait, son rôle essentiel de force de proposition.

Dans un tel contexte, le Parti a comme exigence première de définir des objectifs et des priorités politiques qui guideront les changements sociaux et économiques et décideront en fin de compte de la construction du socialisme.

C'est donc autour de ces objectifs (par exemple : les droits nouveaux des travailleurs, la réduction des inégalités) que se développera son action et sa propagande. Le Parti socialiste a également une fonction d'ajustement stratégique : il devra définir quelles transformations décisives doivent être entreprises et donc, dans quel sens il souhaite voir s'engager l'action législative et gouvernementale. Pour ce faire, il est nécessaire d'assurer le poids politique du Parti.

1) Poursuivre l'élaboration stratégique collective

La plateforme présentée par François Mitterrand, dans le cadre de l'élection présidentielle est un contrat entre notre Parti et les Français.

Les socialistes devront veiller à son application, mais aussi débattre du rythme et des conditions de sa mise en œuvre (par exemple dans la politique de solidarité nationale et dans la réduction des inégalités sociales).

Au-delà de la plateforme, nous devons réfléchir sur l'après. Quels changements mettre en route ? Comment avancer vers le socialisme et l'autogestion ?

De telles questions ne doivent pas cesser de mobiliser notre imagination et nos réflexions collectives, au contraire.

2) Prendre l'initiative et clarifier certaines positions non encore tranchées va devenir urgent

En tout cas, la direction du Parti devra s'engager à saisir les militants avant tout choix important du gouvernement ou du groupe parlementaire, qui n'aurait pas encore fait l'objet d'un vote en Congrès ou Convention.

3) Renforcer le rôle politique du Comité directeur

Celui-ci relancera les commissions du Parti qui ne doivent pas seulement être un groupe d'experts mais, qui doivent permettre la confrontation, les expressions des régions, des travailleurs, etc. Les Commissions assureront une fonction politique d'étude et de prospective.

Chacun le sent bien, il faudra choisir et le Parti socialiste devra dans la définition de ses objectifs et de ses priorités, tenir compte à la fois des aspirations populaires (en particulier celles exprimées par les travailleurs), et des contraintes du gouvernement. Assurer l'articulation entre ces deux exigences est un pari qu'il nous faut gagner.

II - Parti-mouvement social

Rappelons d'abord que l'action du Parti socialiste ne doit en aucune façon viser à court-circuiter les mécanismes institutionnels de concertation et de démocratie qui se développeront à tous les niveaux, de la cité au gouvernement. Le Parti doit être à l'écoute des mouvements sociaux mais aussi, assurer des débouchés à leur lutte pour permettre d'aller plus loin.



« Le parti a une fonction de rencontre et d'unification pour les militants intervenant dans des secteurs de luttes différents, nécessaire pour éviter la coupure entre élus et militants, entre dirigeants et dirigés, entre travailleurs manuels et intellectuels qui caractérise la division sociale du travail en système capitaliste » (15^e thèse).

Il faut donc un parti militant, profondément démocratique et pluraliste, s'appuyant sur toutes ses forces pour devenir plus encore un parti de masse, assurant une meilleure présence et représentation de certaines catégories sociales, (ouvriers, femmes, jeunes...) pour devenir mieux encore le parti de classe. Les propositions énoncées ensuite, tendent à faire progresser le Parti socialiste dans cette voie.

1) La formation

L'accueil des nouveaux adhérents et leur formation sont prioritaires, ils nécessitent en cette période un effort exceptionnel. La formation doit respecter la cohérence et le pluralisme. Elle ne peut être limitée à la connaissance théorique de nos positions et de l'histoire; elle s'exprime aussi, en terme de participation aux luttes d'implication pratique dans et hors le Parti.

2) Tous les militants doivent être concernés, informés et actifs

Trop souvent les militants pensent qu'après le vote du congrès ils sont dessaisis de la réflexion politique. Lors de la campagne présidentielle, François Mitterrand a répondu favorablement à l'idée du référendum populaire. De la même façon, le parti gagnerait en dynamisme, si des adhérents en nombre suffisant, de diverses fédérations, pouvaient saisir tout le Parti d'une grande question. L'idée d'un « référendum d'initiative militante » mérite d'être concrétisée. Car elle renforcera, sans nul doute, la démocratie interne, sous des formes différentes de celles de l'organisation des courants.

Attachés à la nécessité du débat d'idées, nous pensons que sur des points importants, les militants doivent s'exprimer au-delà de courants figés sur eux-mêmes et constitué une fois pour toute. C'est aussi une façon d'éviter la constitution de fractions.

Un bulletin intérieur régulier et fréquent doit être reçu par chaque militant. Celui-ci ne peut se contenter des informations données sur les décisions des organes nationaux du Parti, il doit ouvrir le débat entre les courants, des tribunes libres pour les adhérents et informer des expériences de lutte et d'action militante.

3) Mieux distribuer les responsabilités

Chacun reconnaîtra que si le poids des élus est élevé dans le Parti, il faut éviter tout ce qui amènerait une sorte de confiscation du pouvoir par un nombre limité de camarades, tout ce qui peut accroître le décalage entre élus et militants. Le Parti a déjà bien avancé dans cette voie, en proposant des mesures statutaires qu'il convient d'appliquer et d'étendre en particulier en ce qui concerne le non-cumul des mandats.

Il s'agit de limiter le cumul des mandats électifs extérieurs au Parti, mais il faudrait aussi inclure à notre règle les mandats internes. Le Parti socialiste ne manque pas de camarades compétents, solidement formés politiquement.

4) Décentraliser l'action du Parti

Être le lien, le lieu de synthèse entre les nécessités de l'action politique globale et celle de l'action locale et régionale suppose un bon ancrage sur le terrain, des militants engagés dans les associations, les syndicats, etc.

Chaque section doit pouvoir intégrer dans sa pratique et sa réflexion, l'apport des mouvements sociaux. C'est une façon de limiter le décalage théorie-pratique. Pour cela, il faut des sections où tous les militants peuvent s'exprimer : les grosses

sections de plus de 250 membres devraient être scindées. Le déséquilibre entre les sections d'entreprises et certaines sections locales serait bien atténué.

Dans la perspective de l'élection des assemblées régionales au scrutin direct, les instances régionales du Parti devront jouer un rôle accru notamment dans la formation et dans la fonction de proposition.

5) Améliorer la représentation des ouvriers, des femmes, des jeunes

Il ne s'agit pas là de quelques couches sociales défavorisées mais des leviers mêmes de la transformation sociale. Le problème est double : il faut augmenter le nombre d'adhérents du Parti dans ces catégories, mais il faut aussi améliorer leurs possibilités d'accès aux postes de responsabilité. La décentralisation du parti est l'un des moyens; il faut aussi mieux garantir les possibilités d'expression de ces camarades. C'est un enjeu important, car trop d'entre eux, notamment parmi ceux qui sont nouveaux dans le Parti, ne s'y sentent pas à l'aise. Autre moyen encore : le non-cumul des mandats, mais l'expérience prouve que cela ne règle pas tous les problèmes; il convient de mettre en place un système de compensation de salaire pour ceux et celles qui risquent de perdre une part de leur revenu par leur action d'élus ou de militants.

Il faudra être particulièrement vigilant à ce souci lors de l'élaboration qui devrait être rapide d'une loi garantissant un véritable statut aux élus locaux et facilitant pour ces responsables d'associations l'exercice de leurs responsabilités.

Les enjeux de la période exigent l'unité du Parti dans le respect du pluralisme qui a toujours fait sa richesse et son succès.

C'est ainsi que le Parti socialiste, dans une période aussi décisive de notre histoire, exprimera en objectifs politiques, les revendications des travailleurs et les aspirations populaires.

Trois lignes, un chemin

Texte présenté par Henri GOMEZ, membre du Comité directeur

Le Projet socialiste rappelle l'expression de Marx : « les hommes font l'histoire, mais ne savent pas l'histoire qu'ils font ». D'une manière finalement moins pessimiste on peut dire, en militants responsables, et par conséquent épris de lucidité : qu'en politique, il convient d'apprécier : « qui utilise le plus qui ». Les projets politiques, implicites ou explicites, traduisent les aspirations des principales forces sociales. Ils s'expriment par les partis et hors des partis. Ainsi le projet néo-social-démocrate a-t-il été présenté avec clarté, avant la désignation et la campagne de François Mitterrand, principalement hors du Parti, même si c'est le Parti socialiste qui devait en être l'instrument principal au niveau institutionnel. Et, aujourd'hui, c'est au Parti socialiste que revient de jouer un rôle décisif dans la mise en œuvre d'une transition au socialisme ou dans celle d'une stabilisation sociale dont la finalité nous échapperait comme elle aurait préalablement échappé aux travailleurs acquis à notre Projet. C'est l'incapacité du gouvernement à appliquer notre politique qui pourrait redonner vie au projet libéral et, à plus long terme, à la stratégie eurocommunisme. La joie pro-

fonde que nous avons tous éprouvée le 10 mai, le sentiment unitaire très fort que nous partageons depuis des années, nous incitent à participer au débat démocratique du congrès.

Sommes-nous tous d'accord sur la « rupture » ?

Les responsabilités importantes dans les appareils d'État et dans les entreprises publiques ne peuvent être confiées à des individus ayant fait la démonstration de leur détermination à servir politiquement la cause de l'ordre pré-existant. La désignation de ces responsables par les travailleurs à partir d'une liste d'aptitude est une disposition adoptée par le Parti qui nous paraît bonne et donc à observer. Il ne s'agit pas de tomber dans des excès sectaires ni de bâtir un « État P.S. » mais de donner une cohésion suffisante à un État enfin mis au service de plus grand nombre.

Sur le cas particulier des nationalisations, nous estimons que le gouvernement doit satisfaire dans les tout prochains mois aux engagements du Président de la République qui s'inscrivent dans le

droit fil des positions du Parti. Il nous paraît utile de mentionner pour mémoire les passages les plus significatifs du texte de résolution adopté à l'unanimité du Comité directeur, le 8 octobre 1977, au lendemain de la rupture des négociations avec le Parti communiste concernant l'actualisation du programme de gouvernement.

Il ne s'agit pas ici de relancer le vieux débat sur le champ exact des nationalisations mais de faire en sorte que le gouvernement dirigé par des socialistes se donne les moyens de sa politique.

La mobilisation populaire peut aujourd'hui paraître tiède, en dépit de certaines luttes dures, pour la plupart défensives, menées sur des terrains très variés. Dans un pays de vieille démocratie comme la France, cette mobilisation s'est notamment manifestée dans la netteté de notre victoire aux législatives. Mais les travailleurs se sont pas sans accuser le coup de la politique de répression et de division patronale ni être indifférents à la menace du chômage. Ils savent bien qu'ils ne peuvent prétendre obtenir « tout, tout de suite ». Leur attente est cependant très forte.



Il serait faux de penser que nous pouvons atteindre nos objectifs sans mobilisation. Dans les semaines qui ont suivi les élections, les travailleurs comme les militants ne se sont pas manifestés, de peur de gêner en quoi que ce soit la mise en place et l'organisation du gouvernement. Le sentiment le plus partagé par le peuple de gauche n'est pas très rationnel : on attend tout, on dit ne pas avoir d'illusions, on ne se mobilise pas, on redoute l'échec et la riposte des forces de l'argent. Ce n'est que dans des secteurs limités, notamment sous l'influence de la C.G.T. (quelles que soient les arrières-pensées qui peuvent s'y faire jour), qu'une certaine mobilisation des esprits se constitue. L'absence de réponse positive du gouvernement à certaines démarches syndicales (comme cela a été le cas pour le non-renouvellement de contrats à durée déterminée à la S.N.I.A.S.) semble avoir refroidi un type particulier de mobilisation davantage tourné vers le gouvernement. Parallèlement, le personnel dirigeant, politiquement situé à droite, reprend de l'assurance et même de la morgue. La défaite de Giscard d'Estaing a été politique. Elle ne s'est pas accompagnée d'une défaite idéologique (et, moins encore économique). Nous devons craindre par conséquent que le lien entre l'action gouvernementale et l'action des masses se fasse mal et qu'au lieu de bénéficier d'une mobilisation populaire, nous ne soyons confrontés dans les mois à venir, à une mobilisation non coordonnée, plutôt négative, car constituée aussi bien contre le patronat que contre le gouvernement. Cet état momentané du mouvement social souligne dans quel sens doivent porter les efforts des socialistes. Notre présence dans les luttes porteuses d'une dimension anti-capitaliste doit être constante, ferme. Le gouvernement, malgré ses tâches multiples, doit accepter d'être interpellé par ces luttes, même lorsqu'elles ne s'inscrivent pas dans les priorités qu'il s'était fixées. L'esprit, plus parfois que la lettre, de notre Projet doit nous guider et les travailleurs doivent rencontrer chez les socialistes un appui sûr. Nous ne pouvons donner l'impression de limiter notre ambition à gérer la crise même quand les capitalistes nous fabriquent — ils en fabriqueront d'autres — un dossier de faillite comme cela a été le cas pour Logabax. Notre mot d'ordre — « pas de licenciements sans reclassement préalable » — a été entendu des travailleurs. Quand le gouvernement rencontre des difficultés momentanément incontournables, il doit nous l'expliquer afin que nous sachions répondre avec précision aux questions des travailleurs et des citoyens intéressés. Avant de prendre une décision qui s'éloigne des revendications des travailleurs, les socialistes du gouvernement doivent avoir recherché avec les représentants syndicaux les possibilités d'une riposte à l'offensive patronale. Il ne peut y avoir deux attitudes selon que nous décidons comme gouvernement ou que nous agissons comme militants. Il est inévitable qu'il y ait sur les problèmes des différences d'appréciation entre le gouvernement, le Parti et les travailleurs. Nous entendons placer notre action de militants, pourvus ou non de mandats électifs, sous le double aspect de la solidarité et de l'indépendance tant à l'égard du gouvernement que du mouvement social. C'est en nous situant sur la ligne du Projet socialiste, en donnant le maximum d'effets à l'information réciproque, que nous comptons maîtriser de façon satisfaisante la dialectique entre le « mouvement d'en haut » et le « mouvement d'en bas », en sachant bien que nous appartenons politiquement au mouvement d'en haut. C'est par cette présence, continue, attentive et réfléchie, que nous contribuerons à renforcer notre Parti et à en faire l'élément moteur de la transition.

Il existe deux conceptions de l'action du Parti. Il y a ceux qui lient l'action dans l'État et l'action sur le terrain et il y a ceux qui les distinguent dans les faits, qu'ils mettent l'accent sur la « base » ou sur les compétences. Un certain activisme, en partie verbal, a toujours fait bon ménage avec une techno-bureaucratie à la page pour constituer un attrayant mais authentique courant réformiste. Le plus triste est que cette division des tâches soit intériorisée par des travailleurs qui pensent ainsi être fidèles à leur identité d'ouvriers.

Mais le titre de notre contribution a annoncé trois lignes dans la Gauche. Examinons-les rapidement.

Les projets dans la Gauche

S'il est vrai que coexistent dans la Gauche plusieurs projets, encore faut-il, sans intention polémique déformante, tenter de les dessiner correctement.

Le P.C.F. est néo-stalinien et eurocommuniste

La ligne néo-stalinienne du P.C.F. a subi un revers éclatant au premier tour de l'élection présidentielle.

Dans la période précédente, le P.C.F. semble avoir considéré que les conditions n'étaient pas réunies pour avoir un rôle dominant dans l'union.

La pratique générale du P.C.F. montre qu'il demeure bureaucratique et « stalinien », avec ses changements d'orientation complets, les exclusions, la canalisation extrême des débats internes. Tout discours de sa direction a un caractère instrumentaliste, susceptible d'une utilisation différente. Ainsi la revendication de ministres communistes a pu servir à la fois la stratégie de la défaite de la Gauche (quand elle a coexisté avec une pratique ultra-sectaire) et ultérieurement éviter la marginalisation du P.C.F. La participation et la solidarité gouvernementale a plusieurs avantages : elle montre que le P.C.F. est respectueux du suffrage universel, elle peut contribuer à redonner une certaine popularité au P.C.F., par les réalisations obtenues sous l'action des ministres communistes. Elle permet à sa direction de tenter de masquer à ses militants la gravité de son échec et la crise d'identité profonde que connaît le P.C.F. depuis l'ascension du Parti socialiste. La direction communiste évitera d'apparaître pressée de rompre le contrat. La volonté exprimée par Krasucki, responsable communiste de la C.G.T., de n'être « ni marxiste, ni minimaliste », correspond à la stratégie du P.C.F., revue et corrigée par le succès électoral socialiste et la victoire de la Gauche. L'alignement caricatural de Marchais sur l'U.R.S.S. à propos de l'Afghanistan (et le revirement qui a accompagné l'accord P.S.-P.C. récent) apparaît rétrospectivement, à la fois comme une concession au lobby pro-soviétique de la direction du P.C.F., qui était indispensable au maintien de la ligne sectaire, et comme un des « arguments » destinés à présenter l'Union de la Gauche comme un reposoir. Ce discours de politique extérieure avait, comme chez Giscard d'Estaing, et pour une bonne part, une fonction intérieure pour la société française et une fonction interne dans le P.C.F.

Cette pratique d'un centralisme peu démocratique ne contredit pas une stratégie « eurocommuniste » à qui manquent seulement les moyens de

son ambition, c'est-à-dire une place dominante dans la Gauche. Il s'agit avant tout d'une stratégie d'occupation du terrain qui n'a ouvert nulle part de perspectives de changement réel. Au-delà des principes avancés pour définir la voie démocratique au socialisme et l'affirmation du polycentrisme, il n'est pas excessif de distinguer un eurocommunisme « de droite », dominant dans des pays comme l'Italie et l'Espagne, et un eurocommunisme de gauche que ne parvient pas à incarner le P.C.F., faute d'avoir voulu et réussi une démocratisation réelle de son fonctionnement et un renouvellement de ses analyses et de son approche des classes sociales. Si on remplace dans l'analyse les partis communistes européens par les partis socialistes, on voit que le même dédoublement de ligne existe entre une ligne socialiste et une ligne réformiste.

Le projet néo-social-démocrate pour la France

Il est utile, en dehors de toute référence passionnelle ou politicienne, de se demander si la victoire de la Gauche ne crée pas des conditions favorables à une maturation social-démocrate de la société française, une social-démocratie tempérée par la crise, donc placée sous le signe de l'austérité.

Avant la campagne présidentielle proprement dite, le projet néo-social-démocrate a pu fonctionner comme un mythe pour une partie de la Gauche. En réalité, ceux qui en étaient les chefs de file auraient au mieux créé les conditions d'une troisième force et jeté un discrédit durable sur le Parti socialiste. Contrairement aux apparences, les sociaux-démocrates les plus conséquents sont ceux qui essaient de contenir la régulation globale par le marché, et l'éventration de l'économie française qui en résulte, par une extension minimale du secteur public donnant les moyens d'une relance keynésienne. Et qui plutôt que de flatter les avantages d'une « ligne autonome » par rapport au P.C.F., affirment leur attachement à la stratégie d'Union de la Gauche.

Il est juste de dire qu'aujourd'hui les conditions du Projet néo-social-démocrate ne sont pas réunies. Mais on peut répondre tout aussi justement que celles de l'autogestion non plus. Les deux projets, qui possèdent de nombreux recoupements, sont à la fois borne et chemin. Ils indiquent une perspective, une pratique différente entre les classes.

Le projet néo-social-démocrate repose sur l'affaiblissement des travailleurs en tant que classe. Dans les pays développés en crise, le poids relatif du tertiaire augmente, une division structurelle des travailleurs existe avec une partie relativement bien protégée et une majorité précarisée. Le nouveau compromis s'appuie sur l'alliance entre la grande bourgeoisie d'affaires et diverses fractions de classes : les travailleurs « protégés », intégrés par une cogestion souple, une partie importante de la nouvelle petite bourgeoisie. Dans ce compromis, l'État joue un rôle important. À côté d'un secteur économique public qui épargne les secteurs clefs, l'État administre le capital social global. Les rapports sociaux sont réglementés. Il existe une large redistribution des revenus. Il existe une décentralisation des Pouvoirs publics au niveau local et régional. Un soutien étatique va aux coopératives, mutuelles, associations. La mutation de l'État accorde une place améliorée à la petite bourgeoisie à qui est confiée la gestion du local et du quotidien, en dissociant toutefois soigneusement le temps li-



bre, hors travail, du temps de travail, particulièrement dans l'entreprise. La société duale préconisée par les néo-libéraux finirait par trouver son compte dans une telle évolution sociale.

Le projet néo-social-démocrate est une réponse possible à la crise du modèle social-démocrate classique, tel qu'il a existé dans plusieurs pays d'Europe. Ce n'est pas le nôtre, même si un grand nombre de ses éléments constitutifs, notamment dans le domaine social, font partie de notre Projet.

Le Projet socialiste

Au cœur du « Projet socialiste », il y a la volonté de construire un front de classe vaste et solide dans lequel les travailleurs ne seraient pas floués. L'alliance entre la classe ouvrière traditionnelle et les fractions prolétarisées des couches moyennes, sur la base de notre projet, peut aboutir à la neutralisation active de la bourgeoisie nationale et au développement d'une stratégie anti-impérialiste réelle.

Si nous parvenons à tenir ces objectifs, en mettant en application la stratégie d'Union dans les termes définis par l'accord P.S.-P.C. de juin 1981, nous aurons les moyens de forcer le P.C.F. à rester fidèle à l'Union et nous aurons ainsi les meilleures chances de progresser dans la réalisation du Projet socialiste.

Que demandent les militants, sinon de bonnes raisons de se battre ?

Définir les implications du projet autogestionnaire du Parti

Texte déposé par **Kléber GOUYER** (membre du C.D.)

I - Importance et profondeur du changement

Avant même de discuter les solutions possibles aux problèmes posés, il paraît nécessaire d'essayer d'approfondir ce qui s'est passé le 10 mai et ce que recouvre la volonté de changement exprimée. C'est le refus d'une société qui apparaissait bloquée dans tous les domaines, économiques, sociaux et politiques et qui n'offrait plus de perspectives. Cette volonté de changement est donc complexe, à partir de situations différentes, donc d'aspirations qui peuvent être différentes, mais débouchent toutes sur le besoin de débat, de concertation et d'actions. Le rôle des socialistes est donc d'aider à l'expression de cette volonté de changement, de rechercher avec tous ceux qui sont concernés les réponses aux problèmes posés.

II - Le rôle des socialistes

En tant que citoyens et travailleurs, participer au maximum dans les organisations de masse (associations, syndicats) pour à travers ces organisations, aider à l'expression du changement et à trouver des réponses aux problèmes qui se posent.

Prendre des initiatives là où nous sommes en situation de pouvoir institutionnel, bien sûr, l'action du gouvernement et du Parlement sera importante par les décisions prises et nous aurons un travail d'explications mais aussi de remontée des réactions des travailleurs à faire, mais il faut aller bien au-delà et prendre des initiatives diffusant le pouvoir partout où cela est possible (régions, départements, localités, quartiers, etc.).

Ceci devrait permettre non seulement de trouver des réponses à la crise, deux exemples :

- à quoi servent les décisions économiques sur l'emploi, si elles ne sont pas relayées localement ;

- ou l'incitation au logement social, s'il n'y a pas des initiatives locales,

mais aussi par la diffusion du pouvoir, d'éviter les déviations centralistes ou totalitaires.

III - Des droits nouveaux pour les travailleurs dans les entreprises

Dans la mesure où la planification devient un moyen important pour diriger l'économie, il est nécessaire que la notion de contrat entre le plan et les grandes entreprises ou un secteur professionnel précis soit précise, car elle est l'un des moyens permettant non seulement qu'il y ait débat entre les forces sociales, mais aussi contrôle de la réalisation des objectifs par les travailleurs eux-mêmes, au sein de l'atelier, de l'établissement ou de l'entreprise.

Cette notion de contrat doit être décentralisée et aboutir à des objectifs précis à un niveau où les travailleurs peuvent avoir leur mot à dire, l'atelier ou l'établissement.

Le pouvoir de négociations aujourd'hui quasi inexistant au niveau de l'entreprise, devrait devenir une obligation qui pourrait être sanctionnée lorsqu'elle est non remplie, notamment lorsqu'il y a marché de l'Etat, subventions, emprunts ou contrats avec le Plan.

Si nous voulons éviter le développement d'une société à deux niveaux, les privilégiés (fussent-ils salariés) et les autres, outre le développement de la législation sociale ou des accords au niveau des branches professionnelles ou au niveau national inter-professionnel, il est nécessaire de permettre aux salariés isolés d'avoir un pouvoir de négociation à travers leur syndicat de salariés, pouvant intervenir dans l'entreprise à la place de délégués du personnel inexistantes.

Aujourd'hui, tous les salariés bénéficient de la législation, des Conventions collectives, des accords d'entreprises, alors que l'adhésion syndicale reste volontaire et minoritaire.

Il faut mettre fin à cette situation, en introduisant l'adhésion obligatoire à un syndicat, le choix d'un syndicat et la possibilité pour le syndicat choisi de prélever directement la cotisation au moment de la paie.

Le système italien semble aujourd'hui correspondre plus à la situation française.

Il est possible aujourd'hui de changer profondément la situation des travailleurs en les faisant sortir du rôle d'exploités que leur a donné le capitalisme, en leur enlevant le droit d'intervention sur leur outil de travail et le fruit de leur travail.

En dehors des entreprises nationalisées, où le Parti socialiste préconise la mise en place de structures permettant l'intervention des travailleurs à divers niveaux, quel peut être aujourd'hui le moyen de « responsabiliser » les travailleurs.

Deux possibilités sont envisageables :

- l'intervention sur les conditions de travail et l'organisation du travail avec droit de veto possible, permettant aux travailleurs de donner un avis sur la manière de travailler dans l'entreprise ;
- en matière économique, outre l'extension du droit d'information des C.E., le droit de veto économique sur les restructurations et le plan d'investissement apparaissent aujourd'hui, la seule possibilité pour les travailleurs des grandes entreprises du privé de pouvoir « être responsabilisés ».

Nous touchons là un débat important au nom de quoi, un directeur d'entreprise, un propriétaire aurait-il tout seul, le droit de prendre les décisions économiques qui engagent l'entreprise donc ses salariés, souvent la communauté.

L'entreprise serait-elle le seul lieu où la démocratie n'est pas possible ?

Enfin, il semblerait souhaitable que très rapidement, un projet de loi précisant les droits politiques des travailleurs dans l'entreprise soit déposé, principalement : droit de réunion, droit d'information, protection des responsables politiques.



« Une occasion manquée »

texte proposé par ...

Contribution présentée par **Annette CHEPY** (membre du C.D.), **Colette DUBERNAT**, **Renée DUFOUR**, **Paulette GIRARD** et **Nicole PERRY**.

La victoire historique remportée par François Mitterrand et par le Parti socialiste a réveillé l'espoir du peuple français ; elle ouvre la voie au socialisme en France et en Europe. L'immense joie qui l'a saluée se teinte pourtant de déception parmi l'électorat féminin qui a voté de façon déterminante pour François Mitterrand et d'inquiétude chez les militantes qui, depuis dix ans, ont travaillé à gagner les femmes au socialisme.

Les engagements pris par le Président de la République à l'égard des femmes, les promesses faites par le gouvernement, seront-elles tenues, s'ils ne peuvent s'appuyer sur la force politique dont ils sont issus ?

Une fracture entre principes et pratiques

Comment s'appuyer sur un Parti qui, face au suffrage universel, a maintenu dans ses rangs une stricte ségrégation ? 95 % de députés masculins, 6 % de femmes dans le groupe socialiste, alors que l'élan populaire lui a donné la majorité absolue, c'est un redoutable échec du féminisme, une grave fracture entre les principes et la pratique qui risque de compromettre les chances du socialisme, si le Parti ne se réforme pas dans les deux ans à venir.

Le Parti se présente au Parlement comme un parti d'hommes qui se réserve l'initiative des lois et le monopole des décisions. Il reproduit l'organisation patriarcale qui laisse aux femmes des pouvoirs mais les exclut collectivement du pouvoir po-

litique, même si quelques femmes d'exception sont appelées individuellement à de hautes responsabilités.

L'exclusion des femmes du champ politique risque de demeurer la tare qui peut grever lourdement l'entreprise socialiste, ainsi que l'histoire l'a déjà montré.

Ni les communistes, ni les social-démocrates — à l'exception peut-être de la Suède — n'ont su dénoncer l'aliénation subie par les femmes en raison de leur sexe, ni extirper le rapport dominant/dominé, lequel, à travers l'assujettissement des femmes, est la matrice de toute oppression. Cela a conduit les uns à la perversion totalitaire du pouvoir qui institutionnalise et généralise la relation de domination ; les autres au maintien de l'inégalité foncière entre les hommes et les femmes qui fournit au capitalisme les leviers de l'exploitation économique.

Un fonctionnement misogyne de la politique ne peut donc être porteur du projet et des valeurs socialistes qui exigent une transformation radicale des rapports sociaux. Ce bouleversement appelle une réponse politique ; il ne concerne pas seulement les mœurs et la société ; il réclame des militants et des responsables politiques qu'ils opèrent une mutation dans leurs choix, leur pratique, leurs comportements.

Quatre priorités

... Aussi pour la rendre possible nous définissons quatre priorités.

1 - Conformément aux décisions du Parti, réclamer du gouvernement l'organisation immédiate du scrutin de liste à la proportionnelle pour les élections locales et régionales — sa mise à l'étude rapide pour l'ensemble des élections sénatoriales et les futures législatives.

2 - Conformément aux statuts du Parti :

- application rigoureuse du quota dans les scrutins de liste, avec sur toute la liste une répartition alternée des candidates proportionnellement à ce quota (ex. 30 % = une candidate sur trois) ;
- application stricte de la règle du non-cumul ;
- dans le cas où persisterait un scrutin uninominal, vote d'une procédure claire de désignation des candidatures féminines pour prévenir les manipulations qui ternissent ces désignations et font des femmes les instruments des rivalités du pouvoir masculin.

N.B. Compte tenu de l'implantation des femmes au niveau local et associatif, le quota devrait être porté à 50 % pour les élections municipales.

3 - Approfondissement des positions du Parti pour la prise en compte de l'analyse féministe des problèmes. Par exemple :

- politique économique : estimation et évaluation du travail domestique à domicile ;
- pouvoirs dans l'entreprise : analyse à tous les niveaux du mode de fonctionnement et des conséquences de la relation sexiste de domination ;
- projet éducatif ; non seulement remise en cause des rôles traditionnels masculins et féminins, mais prise en compte des données de la psychologie différentielle pour un meilleur équilibre, pour les deux sexes, des sciences du langage et des sciences de l'espace, des valeurs de la communication et de celles de la technologie.

4 - Approfondissement du statut d'organisme associé pour permettre à des organisations autonomes de femmes de trouver leur expression politique sans être inféodées au Parti.

Le groupe socialiste du Parlement européen

Le groupe socialiste du Parlement européen constitue pour son secrétariat à Luxembourg et à Bruxelles une liste de réserve de secrétaires de groupe de nationalité française afin de pourvoir aux postes vacants au cours de l'année 81.

Les candidats et candidates doivent être militants du Parti socialiste et titulaires d'un diplôme d'enseignement supérieur. Ils doivent avoir une bonne connaissance d'au moins une autre langue de travail de la Communauté et accepter de s'installer et de travailler à Luxembourg et à Bruxelles.

Les candidatures doivent être envoyées avant le 13 septembre 1981 à :

Gérard Jaquet

Président de la délégation socialiste française au Parlement européen, 10, rue de Solférino, 75333 Paris Cedex 07.

avec la copie à

Paolo Falcone

Secrétaire général du groupe socialiste du Parlement européen, B.P. 1601, Centre européen du Kirchberg, Luxembourg.

Ces postes sont à pourvoir à partir d'octobre 1981



Tarn-et-Garonne

Pour que cesse la contradiction entre le discours et les pratiques du fonctionnement pour les investitures des candidats aux élections politiques

Contribution proposée par **Jacques GRANIE**, premier secrétaire fédéral et la fédération du Tarn-et-Garonne.

Les socialistes au pouvoir mettent en œuvre pour le pays ce qu'ils ont proposé depuis dix ans aux Françaises et aux Français :

Il est enfin temps que le fonctionnement du Parti ne laisse plus subsister des pratiques qui avaient fait perdre la confiance des socialistes avant Épinay.

Il est enfin temps que les discours sur la démocratie dans le Parti, sur le refus de l'opportunisme, sur l'autogestion et la décentralisation — révolution pacifique — soient d'abord appliqués aux militants, responsables locaux qui ont conduit les dures batailles pour que le Parti socialiste connaisse les succès d'aujourd'hui.

Il faut que cessent ces situations absurdes et déconcertantes pour les électeurs et les électrices choqués par des pratiques à l'opposé de notre discours.

Le Congrès décide en conséquence :

1 - La suppression de l'alinéa 4 du paragraphe B, section IV du règlement intérieur :

« La Convention nationale est souveraine... »

2 - Et son remplacement par :

« Le Comité directeur peut proposer une candidature au vote de l'ensemble des adhérents des sections de la circonscription concernée dans la période fixée par le C.D. et les fédérations pour les opérations de désignation ».

Il est temps enfin que l'on cesse d'exiger des sacrifices des militants, des élus et des fédérations, contre leur volonté et sans que leur point de vue et leur opinion aient pu être exposés.

« Rompre avec le jacobinisme parisien », « Vivre et décider au pays » : tous les socialistes de France — tous les socialistes sans exception — en ont fait leurs mots d'ordre de luttes.

Comment est-il tolérable, lorsque les militants ont à choisir celui ou celle d'entre eux qui aura la lourde et exaltante charge d'être leur porte-parole pour participer à la transformation de la société vers le socialisme, comment est-il alors tolérable de leur imposer par des procédés autoritaires, au dernier moment, d'avoir à laisser cette charge à un autre citoyen ?

Le pouvoir et le Parti

Contribution présentée par les secrétaires fédéraux du Puy-de-Dôme, courant A : **André GIRARD** (premier secrétaire fédéral, membre du C.D.), **Jacques PRIVAL**, **Pierre DOLLAT**, **Danièle GAGNIÈRE**, **Lucienne LECAT**, **Jacques MAGNIER**.

Chacun en est conscient : le Parti doit subir, à l'occasion du prochain congrès, une certaine mutation, un parti d'opposition n'ayant pas les mêmes motivations, ni les mêmes perspectives, qu'un parti au pouvoir : ce qui exige un état d'esprit, des méthodes de travail, une organisation, voire même des structures différentes de celles qui existent actuellement.

Le pouvoir socialiste a été confié par le Parti, c'est-à-dire par les militants, à ceux de ses membres qu'il a désignés pour être ses porte-parole aux diverses élections et dont la candidature a été ratifiée par le suffrage universel. Le pouvoir — notre pouvoir — est à l'Élysée, à Matignon, au Parlement et demain, avec le vote de la loi sur la décentralisation, dans les assemblées régionales et départementales.

C'est pourquoi doit être précisé le rôle des militants et de leurs instances représentatives vis-à-vis des élus du Parti, détenteurs de ce pouvoir désormais considérable, ce qui ne va pas sans présenter de grands risques pour un parti attaché à sa démocratie interne.

Le fait que les élus soient en même temps les élus du Parti et ceux du suffrage universel incite, en effet, certains d'entre eux (nous en avons fait l'expérience dans le passé) à se conduire de façon autonome, pour ne pas dire parfois indépendante.

Le problème de leur contrôle, déjà si difficile et si aléatoire, risque donc de se poser de façon plus aiguë encore.

C'est un problème essentiel : le Parti ne saurait, sans dégénérer et sans que le pouvoir lui-même dégénère, devenir un parti godillot. Ce serait grave pour le Parti, mais aussi pour l'État et pour l'avenir de la société socialiste que nous voulons édifier. Et c'est à juste titre que beaucoup de commentateurs ont affirmé la nécessité d'édifier des contre-pouvoirs. On en a évoqué un certain nombre mais on a négligé celui qui nous paraît pourtant devoir être le plus efficace : le contre-pouvoir des militants.

C'est au sein du Parti qu'est à la fois le problème et sa solution. Et c'est pourquoi il convient, dès le départ, d'évacuer le terme de « contrôle des élus » qui est statutaire mais qui est, d'une part désagréable pour nos camarades élus, et d'autre part mal adapté en ce qu'il tend à opposer élus et militants. On ne saurait, sans faire preuve d'une sorte de racisme, imaginer qu'il puisse y avoir dans le parti des élus non militants et c'est pourquoi nous préférons parler, plutôt que de « contrôle des élus », de « répartition des tâches » et de « collaboration réglementée ».

Nos propositions concernent les trois domaines suivants :

I. - Congrès et responsabilités au sein du Parti

Nos congrès nationaux se réunissent tous les deux ans. La durée des mandats au sein du Parti est donc également de deux ans. C'est un laps de temps beaucoup trop court. Les dirigeants du Parti

et plus particulièrement les dirigeants fédéraux voient ainsi leur responsabilité amoindrie et constamment remise en cause.

L'autorité des élus tient pour une part à la durée de leur mandat : qu'il s'agisse des élus municipaux, des conseillers généraux et des parlementaires, tous ont devant eux un minimum de cinq années de fonction. Aussi proposons-nous que la durée de mandat des responsables du Parti soit portée à trois ans, soit en dissociant désignation des responsables et congrès ordinaires, soit en diminuant la fréquence de ces congrès.

N'y aurait-il pas d'ailleurs intérêt à modifier la fréquence de nos congrès politiques statutaires puisque nous sommes assurés du pouvoir pour un certain nombre d'années et qu'on peut difficilement envisager que soit remise en cause, tous les deux ans, notre ligne politique ?

II. - Rôle des secrétaires fédéraux

Y a-t-il des secrétaires fédéraux heureux ? On peut se poser la question à voir à quelle cadence ils se renouvellent, certains d'entre eux préférant abdiquer après quelques mois, voire quelques semaines seulement de mandat.

Leur rôle est particulièrement ingrat dans la mesure où ils sont tout à la fois l'exécutif de leur fédération et les chargés de mission des instances nationales. Tenus de faire appliquer les statuts,



coincés entre l'indiscipline naturelle des militants ou des sections et les directives des responsables nationaux, souvent méprisés et ignorés par les élus du suffrage universel, ils servent constamment de boucs émissaires.

Leur rôle dans le Parti est pourtant essentiel car ce sont eux qui font marcher la machine. A l'instar des élus protégés par leur mandat ou du personnel du P.S. protégé par sa convention, il conviendrait de doter les secrétaires fédéraux d'un véritable statut.

Il devrait être clairement établi en particulier que, à la façon des secrétaires nationaux, les secrétaires fédéraux, à leur échelon, sont les seuls

porte-parole du Parti vis-à-vis des médias, des pouvoirs publics et de l'opinion.

Il serait bon, enfin, de garantir un important quota de représentation des premiers secrétaires fédéraux au sein du comité directeur.

III. - Collaboration des élus avec le Parti

Pour qu'elle soit plus active que par le passé et plus fructueuse, nous proposons que les élus discutent systématiquement de leurs projets et de

leurs propositions avec les commissions d'études du Parti. Ce devrait être le cas, en particulier, des propositions de loi que les parlementaires pourraient, dans chaque département, mettre en discussion, soit au sein de la commission d'étude fédérale spécialisée, soit au sein de la C.E.F., la décision finale et la responsabilité du texte demeurant évidemment l'apanage de l' élu.

Certains projets ministériels parmi les plus importants pourraient être également mis en discussion préalable, soit au sein des commissions d'études nationales, soit au sein des commissions ad hoc du Comité directeur.

L'enjeu essentiel de la nouvelle période :

Le rôle et le fonctionnement du Parti

Contribution de **Maurice POURCHON** et **Francis FONTAINE** amendée par **Louis EYRAUD**, premier secrétaire de la Fédération de la Haute-Loire, conseiller général et maire de Brioude au nom du comité de coordination de la région d'Auvergne.

Le 10 mai a complètement bouleversé les données de la politique française.

Il ne s'agit plus aujourd'hui de redéfinir, ni même de préciser des orientations et une stratégie qui ont été déterminées dans le détail par nos précédents congrès et conventions, et qui viennent de recevoir les approbations répétées du suffrage universel. Ainsi a triomphé la politique d'union de la gauche et de rupture avec le capitalisme adoptée à Epinay, confirmée à Metz et incarnée avec tant d'intelligence et de détermination par F. Mitterrand.

Nous faisons confiance au Président de la République et à son gouvernement pour concrétiser au mieux les orientations du Parti, sur la base des 110 propositions de F. Mitterrand dans le moyen terme et dans l'esprit du Projet socialiste qui constitue plus que jamais notre charte à long terme. Quant au rythme des indispensables transformations sociales, il ne nous paraît pas devoir, ni pouvoir, être décrété en congrès. C'est à l'évidence l'affaire du gouvernement et du Président de la République, en fonction d'une analyse attentive des évolutions de l'environnement international et de la conjoncture économique en France.

Ne confondons pas tout : les fonctions du Président de la République, celles du gouvernement des parlementaires et du Parti. Nous étions habitués à militer dans un parti organisé en vue de la conquête du pouvoir. Il nous reste à imaginer comment faire vivre un grand parti d'exercice du pouvoir dans la période de transition au socialisme.

Il convient également d'assurer sa pérennité au pouvoir et de s'en donner les moyens de façon à ce qu'après la période de transition nous parvenions au socialisme. Cela implique donc le maintien du Parti au pouvoir. (*)

Nécessité d'un Parti socialiste puissant et diversifié

En l'espace d'une dizaine d'années, le Parti socialiste est devenu la première force militante et de propositions de la vie politique française.

L'élection présidentielle de 1981 et les élections législatives qui l'ont suivie, ont confirmé la justesse de l'orientation du Parti depuis le Congrès d'Epinay de 1971.

Notre politique (volonté de rassembler, de réaliser le front de classe, stratégie d'union de la Gauche, fermeté dans les périodes difficiles) a fait de F. Mitterrand le premier Président de la République socialiste, le P.S. majoritaire à l'Assemblée nationale.

Cette situation nouvelle doit être pour nous l'occasion de répondre aux exigences du Parti quant à son comportement et son organisation dans les termes mêmes posés par la 15^e thèse sur l'autogestion.

Il n'a jamais servi à rien de répéter, telle une incantation, que priorité doit être donnée aux ouvriers, aux jeunes, aux femmes, si aucune mesure concrète et sérieuse n'est prise. Si la pratique des quotas est efficace, elle n'en est pas moins dangereuse. Elle empêche le plus souvent de s'attaquer à la racine des problèmes et risque parfois d'aller à l'encontre de l'esprit même dans lequel cette mesure est prise.

Nos responsabilités gouvernementales, notre responsabilité devant l'histoire exigent le développement d'un P.S. puissant, diversifié et unitaire.

La quinzième thèse sur l'autogestion remarque justement :

« La mise en œuvre de cette stratégie de rupture atteindra trop profondément les intérêts des classes dirigeantes pour ne pas rencontrer de leur part une opposition croissante. »

Les sections

Les sections sont les unités de base indispensables. Elles sont le cadre du débat et des prises de décisions politiques. Elles doivent relayer l'action des élus socialistes, mais aussi savoir l'impulser. Cette double fonction implique de leur part un effort quotidien dans le suivi des affaires locales. Elles sont l'expression de la démocratie au sein du Parti, elles sont la base de la réflexion, et de la discussion militante.

Le Comité d'agglomération pourrait avoir une organisation qui regrouperait ses membres à partir du découpage des cantons.

Les sections d'entreprise très souvent n'ont pas répondu aux désirs et à la volonté qui avaient présidé à leur création. Aussi, le développement des G.S.E. semble de loin préférable, quand les sections d'entreprises ne regroupent que peu de militants et sont par ce fait peu efficaces. Dans ce cas, l'isolement statutaire des sections est nuisible, tant pour les sections locales que pour les sections d'entreprises.

La Fédération

C'est le moteur de l'action socialiste dans le département et les commissions ont un rôle primordial à jouer en son sein. Aussi, les commissions doivent être animées par des délégués fédéraux qui sont des responsables politiques particulièrement compétents dans le domaine concerné et qui sont désignés par la C.E. fédérale. A chaque commission nationale permanente correspond une commission fédérale, mais il peut être créé des commissions spécifiques collant aux réalités politiques, sociologiques, économiques ou géographiques du département. Il peut être aussi créé des commissions temporaires pour des sujets particuliers. Ces commissions sont composées de militants compétents et intéressés par le problème étudié et sont animées par un secrétaire fédéral, dirigé par le B.F. Lors de chaque C.E.F. les délégués fédéraux présentent un compte rendu d'activité de leurs commissions.

(*) Les amendements de Louis Eyraud sont en italique.



Pour coordonner et animer la vie politique de chaque circonscription, un secrétaire de circonscription est désigné *au sein de la C.E.F. (devant laquelle il est responsable)* par le secrétariat fédéral en accord avec le député.

Les assistants fédéraux

Le Parti doit se doter de moyens en hommes et en matériel. Les tâches des responsables du Parti seront de plus en plus lourdes et nécessiteront de plus en plus de temps si l'on veut que le Parti joue pleinement son rôle. Il faut un parti puissant et diversifié qui puisse, d'une part, transmettre fidèlement les attentes, les satisfactions, voire les déceptions des différentes couches de la population, et d'autre part, expliquer en retour à cette même population le sens des mesures gouvernementales. Cette volonté politique nécessite la présence d'A.F. permanents, dont il convient d'augmenter le nombre dans les fédérations. Le critère pour déterminer leur nombre pourrait être de un par tranche de 1 000 adhérents avec un fonds de péréquation au profit des petites fédérations *leur permettant d'embaucher également une sténo-dactylo et de se doter d'un local*. Ces permanents ne seront ni des « fonctionnaires » du Parti, ni de simples agents d'exécution : ils seront des responsables politiques.

Rapport avec les élus

Le secrétariat aux élus est chargé de la coordination de l'action avec les élus. Il organise régulièrement des réunions paritaires élus-responsables politiques de la Fédération pour la préparation de toutes les échéances politiques importantes : élections, session du Conseil général. Les membres du bureau du groupe socialiste du Conseil général participent de droit, mais à titre consultatif, aux travaux de la C.E. fédérale.

Le secrétariat aux élus veille à ce que chaque année, les élus organisent pour les adhérents de leur canton ou de leur circonscription une assemblée cantonale ou une assemblée de circonscription.

Le Comité régional de coordination

L'importance accrue de la région et l'élection prochaine des conseillers régionaux au suffrage universel fait que le Comité régional de coordination doit être repensé et restructuré. Sans devenir une super-fédération, il doit avoir la possibilité et la capacité de jouer le rôle politique prévu par l'article 22 des statuts. En particulier, le C.R.C. doit être la structure du parti devant laquelle les conseillers régionaux seront responsables. Une bonne coordination est indispensable entre le C.R.C. et les conseillers régionaux. Aussi, les membres du bureau du groupe socialiste du C.R. sont membres de droit du Comité.

Le Comité directeur

La représentation des départements ou des régions doit être en rapport avec le nombre d'adhérents et la meilleure formule serait : un membre du C.D. par département.

Dans le souci de faire que la décentralisation devienne aussi une réalité dans le Parti, il convient que les représentants de la région Ile-de-France n'excèdent en aucun cas 1/3 des effectifs de chaque courant.

Les Fédérations regroupées par région doivent régulièrement présenter un rapport d'activité devant le Comité directeur.

La formation

Parce que l'action socialiste est avant tout une action consciente, la question de la formation des

militants est une des questions-clés que nous avons à résoudre. La complexité croissante des mécanismes économiques, politiques et sociaux du monde qui nous entoure, exige, si nous voulons réellement agir sur notre temps, une compréhension et une maîtrise réelle de tous ces phénomènes.

L'accueil des nouveaux adhérents et leur formation de base devront être systématisés dans le cadre de stages obligatoires, courts et progressifs dans les thèmes abordés.

La formation permanente des militants et des responsables du Parti devra être assurée par l'activité régulière et sérieuse des commissions formation. Ces commissions devront organiser des séances régulières de formation générale politique et économique, ainsi que des stages de formation plus spécifique à certains secteurs et branches d'intervention (études de cas concrets, donc précis).

L'objectif recherché est, en développant l'esprit d'analyse et de réflexion du Parti, d'accroître nos capacités de propositions et d'action.

Il est aussi indispensable de nous doter de moyens qui nous permettent d'assurer une pédagogie active.

Sans négliger les méthodes traditionnelles de formation, (brochures, cycles d'exposés), nous devons nous orienter vers des supports de formation plus efficaces et plus rationnels. L'utilisation de l'audiovisuel nous paraît la voie à suivre (magnétoscope, matériel de projection).

La communication

L'information des cadres du Parti est désormais assurée dans d'excellentes conditions grâce au « Poing et la Rose — Responsables ».

Les campagnes des présidentielles et des législatives ont été bien conçues et bien organisées. Elles n'ont pas peu contribué à nos victoires de 1981.

Après ce rapide bilan, nous ferons quelques suggestions dans le but d'améliorer notre action de communication. Elles porteront tout à la fois sur la définition d'une stratégie de communication, sur l'organisation du secteur et sur la formation des militants.

La stratégie de communication du Parti doit distinguer, selon nous, deux catégories d'objectifs en fonction des publics visés : les adhérents et cadres du P.S. d'une part, le grand public d'autre part. Nous devons être en mesure d'assurer nous-mêmes l'information détaillée de nos adhérents sur la vie du Parti à chaque niveau (national, fédéral, local). C'est là une fonction qui nous revient de droit et qu'il serait dangereux de déléguer à des médias extérieurs au Parti. Compte tenu de nos moyens humains et financiers, elle est largement à notre portée.

L'information du grand public pose des problèmes très délicats ainsi que l'a montré l'échec de « Combat socialiste ». Certes nous entrons en concurrence avec les grands médias et de ce fait nous souffrons d'un double handicap insurmontable à ce jour. L'information émanant directement d'un parti politique est peu crédible pour ce grand public. Cela résulte du discrédit jeté pendant longtemps par le pouvoir en place sur les partis politiques. La droite a l'habitude de dire « je ne fais pas de politique ». A nous de montrer qu'une information émanant d'un journal politique peut être objective, véridique, donc crédible.

Mais pour cela il faut s'en donner les moyens et plus spécialement les moyens financiers car l'échec de « Combat socialiste » est imputable à son insuffisance de moyens financiers. La direction du Parti n'est pas responsable de cet échec compte tenu de ce qu'étaient les finances du Parti au congrès de Metz et les échéances électorales qui s'annonçaient en 1981 mais aujourd'hui nous devons envisager un budget important (un milliard de centimes était le chiffre avancé) pour un lancement efficace du quotidien. Efficace signifiant que sa survie soit assurée coûte que coûte.

Par ailleurs l'information au niveau local offre des perspectives intéressantes et non négligeables qui peuvent être exploitées plus systématiquement (communes, quartiers). (*)

Le respect des engagements

Les 110 propositions présentées par F. Mitterrand à l'occasion de la campagne des présidentielles constituent la plateforme gouvernementale permettant la transition au socialisme, le Projet socialiste, plus complet, plus précis, étant l'objectif à moyen terme.

Le parti doit veiller à leur stricte application car elles sont valeur d'engagement vis-à-vis de l'opinion publique.

Si chacune d'entre elles a son importance et doit être réalisée, deux présentent à nos yeux un caractère propre à influencer sur les échéances électorales futures :

- la proposition n° 90 relative à l'enseignement ;
- la proposition n° 38 relative au nucléaire.

Concernant le premier, l'examen de la carte électorale montre que c'est dans les régions où l'enseignement privé reste privilégié que le courant socialiste est peu ou mal passé. Cela démontre, s'il en était besoin, que le rassemblement autour du président François Mitterrand ne peut se réaliser pleinement que si cette école est complètement intégrée au grand service public de l'Education nationale que souhaitent beaucoup de Français. Cent ans après, l'œuvre de Jules Ferry, de Paul Bert et de Jean Macé, doit être parachevée. D'ailleurs l'école privée est utilisée par nos adversaires à des fins politiques par les parents souvent contre l'avis des enseignants (C.F.D.T. en particulier) et de la hiérarchie catholique ; le problème, pour elle comme pour nous, n'étant en aucun cas un problème confessionnel. (*)

En dix ans d'action de notre Parti, nous avons pu créer les conditions politiques de la transition au socialisme.

Les dix ans à venir doivent être pour nous l'occasion de saisir cette chance historique dans une période dont nous connaissons les difficultés. Loin de voir l'importance de son rôle diminuer dans cette situation, le Parti sera au contraire l'outil indispensable des transformations sociales fondamentales qui constituent l'objectif du Projet socialiste. Pour que cet outil soit efficace, il nous faut trouver les formes d'organisation conciliant le respect des diversités auxquelles nous sommes attachés, avec le principe d'une unité sans faille.



Epinay 1971, Metz 1979, la victoire en 1981

Un grand parti pour la construction du socialisme

Contribution proposée par **Yvon DESCHAMPS** (Meyzieu). - **R. BEAUVERIE** (Vaulx-en-Velin). - **M. BONNET** (Anse). - **P. CROZON** (Villeurbanne). - **M. DAVID** (Décines). - **J.-F. PATIN** (Villeurbanne). - **N. SIMONITTO** (Bron). - **J. TREYNET** (St-Genis-Laval). - **P. VINCENT** (Lyon 3^e). - **J.-M. ARPI** (Orlienas). - **M. ATHANAZ** (Feyzin). - **P. BACOT** (Villefranche). - **A. BARDIN** (Rillieux). - **J.-J. BELIAH** (Venissieux). - **F. BELLON** (Lyon 6^e). - **G. BE-NASSI** (Le Bois d'Oingt). - **F. BESSON** (Ste-Foy-lès-Lyon). - **R. BOCQUET** (Chassieu). - **J.-P. BRET** (Villeurbanne). - **J. BROSSETTE** (Meyzieu). - **R. BUSSERET** (Chaponost). - **R. BUZA** (Lyon 2/7). - **J.-C. CHAPPUIS** (St-Fons). - **L. CHARBON** (Lyon 2/7). - **J.-P. CORDELIÉ** (Sathonay). - **C. COULON** (Lyon 8^e). - **S. CORNUT** (Jonage). - **C. DELOGE** (St-Laurent-de-Mure). - **C. DILAS** (Vénissieux). - **B. DOUTRE** (Fonction Publique). - **A. DREVON** (Oullins). - **J.-M. DUPUIS** (Thizy). - **C. FAUCOMPRES** (Lyon 3^e). - **R. GEOFFRAY** (Mions). - **W. GOLBERG** (Sathonay). - **J.-L. GOUTTE-BARON** (Vaulx-en-Velin). - **A. GRUMET** (Lyon 2^e/7^e). - **M. GUICHON** (Genas). - **M. AUDRY** (Chaponost). - **M. IAFRATE** (Corbas). - **B. JACQUOT** (Bron). - **F. JUAN** (St-Priest). - **R. LALLIARD** (Bron). - **H. LECONTE** (La Mulatière). - **P. LIEVRE** (Mions). - **J. MATHIEU** (Decines). - **J. MOREL** (Rillieux). - **G. NAVARRO** (Lyon 5^e). - **J.-J. NONDIER** (St-Priest). - **M. PALLET** (Ternay). - **D. PATRAT** (l'Arbresle). - **J. PEROTTO** (Lyon 2^e/7^e). - **M. PEZON** (Caluire). - **B. POLGA** (St-Priest). - **R. RIGAU** (Lyon 5^e). - **J. ROUSSEAU** (Fonction Publique). - **G. SANCHEZ** (Oullins). - **V. THEVENET** (Caluire). - **Y. VALENTIN** (Pierre-Bénite). - **M. VEROT** (Le Bois d'Oingt). - **R. VIOLLET** (Belleville). - **J. VOTTERO** (St-Fons). - **L. SIMMERMAN** (Chassieu). - **D. FIMBEL** (Decines).

Extrait
de la déclaration de principe
du Parti socialiste

Paragraphe 1^{er} : *Le but du Parti socialiste est de libérer la personne humaine de toutes les aliénations qui l'oppriment et par conséquent d'assurer à l'homme, à la femme, à l'enfant, dans une société fondée sur l'égalité et la fraternité, le libre exercice de leurs droits et le plein épanouissement de leurs facultés naturelles dans le respect de leurs devoirs à l'égard de la collectivité.*

Pour la sixième fois depuis sa création le Parti socialiste réunit son congrès.

Congrès dont l'importance n'échappe à aucun militant puisque le Parti a réalisé le premier objectif de ce pourquoi il a été créé : permettre aux forces de Gauche rassemblées, d'accéder au pouvoir par les voies démocratiques.

L'espérance est ainsi devenue réalité. Le 10 mai 1981 marquera, par l'élection de François Mitterrand, candidat du Parti socialiste, la longue marche en avant des socialistes.

François Mitterrand est élu président de la République, l'Assemblée Nationale est dotée d'une très large majorité absolue de députés socialistes.

C'est une victoire totale : au plan des élections, avec l'écrasante défaite des forces de droite, par rapport à nos partenaires communistes, avec leur marginalisation électorale, par rapport aux débats internes du Parti socialiste où l'on a bien vérifié que la ligne de Metz a mené à la victoire.

Certes, cet immense succès électoral, qui donne vie et réalité à l'espérance populaire, appartient à l'ensemble des militants socialistes et bien au-delà, à l'ensemble du peuple de gauche. Et cela même montre bien toute la responsabilité qui aujourd'hui incombe à notre Parti.

Il convient donc d'aborder ce Congrès dans la plus grande clarté, et la plus grande rigueur est nécessaire tant sont grandes les responsabilités d'aujourd'hui.

Quelles sont donc les exigences auxquelles doivent aujourd'hui faire face les socialistes ?

1) Il s'agit d'abord d'une nécessaire clarté et rigueur dans le débat interne. A Metz, le Premier secrétaire du Parti avait rappelé que la synthèse était possible contre les courants du Parti, dans la clarté et après examen systématique des divergences. Il avait rappelé que les adversaires premiers des socialistes n'étaient pas au sein du Parti, mais étaient ceux qui détenaient le pouvoir d'Etat, alors. Il avait clairement posé que l'union de la Gauche ne devait pas dépendre de la seule volonté du Parti communiste et que tout ce qui renforçait le Parti socialiste renforçait l'union de la Gauche. Ramassés en une formule, ces principes s'énonçaient par le « tenir bon ».

- Tenir bon contre la Droite.
- Tenir bon contre la politique de division de la direction du Parti communiste.
- Tenir bon, au sein du Parti socialiste, contre les risques permanents de déviation droitiste.

Les circonstances actuelles nous semblent plus que jamais valider ce mot d'ordre :

Tenir bon contre la droite

C'est aujourd'hui savoir que l'affaiblissement politique de la Droite risque d'amener les forces économiques conservatrices à mener directement le combat politique, et contester par l'économique le combat perdu au plan des institutions.

Tenir bon contre la direction du Parti communiste français :

C'est savoir que le Parti communiste, sa direction en tout cas, n'a en rien modifié ses analyses. Son comportement reste celui d'un opportunisme sectaire. Il était de son intérêt, après la défaite électorale de Georges Marchais, d'effacer les mécontentements secrétés par sa politique de division.

Ce fut l'accord électoral des législatives, puis l'accord politique permettant la participation communiste au gouvernement. Il faut continuer à acculer les communistes à l'action commune, dans l'entreprise, le quartier, continuer à affirmer notre volonté d'union de la Gauche, continuer à affirmer notre capacité à offrir au rassemblement populaire sa traduction politique.

Tenir bon, au sein du Parti socialiste :

C'est désormais au sein du Parti socialiste que se noueront les débats politiques essentiels. C'est donc au sein du Parti socialiste que l'influence des forces idéologiques de droite et des forces économiques conservatrices vont tenter de peser le plus lourdement. Et c'est alors que certains des débats de Metz retrouvent toute leur importance : le plan et le marché, le rôle et les fonctions du Parti par rapport aux forces syndicales et associatives (la tentation d'un travailisme à la française ne risque-t-elle pas de surgir ou resurgir), etc...

Tenir bon au sein du Parti socialiste, c'est ne pas oublier aussi que l'action d'une fraction importante de la minorité, jusqu'à l'approche des élections, a été de combattre systématiquement les options du Parti adoptées à Metz, a été de tenter le développement systématique d'une autre stratégie politique, que ce soit au plan national comme au plan départemental.

Cette action a visé jusqu'à celui dont on ne voulait pas qu'il fût candidat, sous prétexte que d'autre existait. On a bien vu, au cours des élections présidentielles et législatives, que les tenants de la ligne de Metz avaient vu et pensé juste. Si la victoire du Parti est celle de tous les adhérents, c'est bien néanmoins la victoire du Parti en action à partir de la ligne de Metz. Alors, aujourd'hui, tenir bon, c'est ne pas céder à une vogue et un discours faussement unanimiste. C'est affirmer clairement que synthèse il peut y avoir pour autant que seront réglés au fond les problèmes d'orientation, de fonctionnement et de comportement dans et hors le Parti.

2) Il s'agit aussi d'analyser la nouvelle situation à gauche et de continuer, pour le Parti socialiste, à avancer résolument vers le rôle d'animateur du mouvement ouvrier. Réaffirmer donc notre dimension et volonté unitaire, c'est un des développements de cette contribution.

3) Il s'agit aussi d'analyser les exigences politiques et économiques liées à la contribution du Socialisme au travers d'un environnement économique national et multinational marqué par le poids et le pouvoir des forces conservatrices, marquées par la crise et les désordres monétaires. C'est un autre des axes de ce texte.

4) Enfin, le dernier axe doit prendre en compte la nécessité de repenser le rôle, les structures, la



fonction du Parti socialiste quand, parti d'opposition depuis Epinay, il est devenu la principale force politique assurant le pouvoir d'Etat.

L'union de la Gauche : réaffirmer en permanence et dans les faits notre volonté unitaire ; être plus encore le Parti du rassemblement populaire

L'union des forces populaires s'est exprimée clairement sur notre volonté de maintenir l'union de la Gauche. C'est à notre avis le sens profond de la victoire du Parti socialiste.

Comme nous l'affirmons dans la résolution finale du Congrès de Metz, il n'y avait qu'une méthode pour maintenir envers et contre tout l'union de la gauche : « créer une situation à laquelle le Parti communiste ne pourra échapper », en un mot tenir bon.

Tenir bon pour nous, c'était à la fois, rester critique vis à vis de la direction du Parti communiste français, en particulier sur ses positions en matière internationale (Europe, alliance atlantique, SS 20-Pershing, Afghanistan, Pologne, etc.) et respecter le pacte de non agression entre les partis de gauche, que nous nous étions fixé comme règle de conduite, lors de notre dernier congrès.

Tenir bon, c'était aussi, affirmer notre volonté de maintenir les organisations politiques de gauche comme les éléments moteur de l'union de la Gauche par rapport à la tentation qui était grande à l'époque, d'inclure dans un même rassemblement et sur un même plan les partis politiques, les syndicats et les associations diverses. Plus encore, nous ne pouvions accepter l'idée d'envisager la constitution d'une union limitée excluant à priori le Parti communiste.

Notre ligne a connu le succès que l'on sait et mieux, elle s'est confirmée vis à vis du Parti communiste qui a bien été placé dans la situation que nous envisagions.

Il n'est pour s'en convaincre que de comparer les déclarations de Georges Marchais se posant le 23 mars 1981, un « grave problème » à l'idée de voter François Mitterrand accusé de vouloir « gouverner avec la Droite pour aggraver la politique actuelle » et se félicitant le 23 juin 1981, du « bon accord » signé entre le Parti socialiste et le Parti communiste français dans lequel le rôle prédominant du Parti socialiste et les conditions que nous avons imposées sont sans conteste la réponse la plus claire que les forces de gauche nous ont permis d'apporter au sectarisme de la direction du Parti communiste français, dont l'opportunisme n'a d'égale que l'importance de sa marginalisation relative dans l'électorat.

Néanmoins, malgré cet accord, à aucun moment le Parti communiste n'explique dans ses déclarations son échec.

Il n'en reste pas moins que le Parti communiste français vient de connaître son plus mauvais résultat depuis la Libération et que l'on peut sans risque imputer cette défaite non seulement à son sectarisme, mais également à sa volonté de rupture de l'union de la gauche, à son alignement presque sans réserve sur la politique de L'Union Soviétique, à son comportement démagogique sur le programme de gouvernement et dans les entreprises, enfin à ses attaques permanentes contre le Parti socialiste.

Pour l'heure, le Parti communiste français ne semble pas vouloir engager un débat critique sur son attitude depuis 1977 et sur l'analyse de son échec.

Il est donc important que notre Parti s'interroge sur cette attitude négative.

Parallèlement à cette réflexion, nous devons affirmer notre prédominance dans l'Union. Cette affirmation passe par un développement de notre action à tous les niveaux, afin d'être présents dans tous les lieux de travail et de vie des forces populaires.

Les exigences politiques et économiques liées à la construction du Socialisme

Nous avons toujours affirmé que notre objectif n'est pas de moderniser le capitalisme ou de le tempérer, mais de le remplacer par le socialisme.

C'est pourquoi nous avons parlé de rupture en proposant un certain nombre de conditions essentielles à mettre en place dans une première étape :

- Le plan, décentralisé, contractuel et démocratiquement établi, sera l'instrument privilégié d'une maîtrise collective du développement et de la transformation sociale.
- Les nationalisations des grands moyens de production et du crédit sont étroitement liées à la mise en place du plan.
- L'extension du contrôle des travailleurs dans l'entreprise constitue le véritable ressort de l'auto-gestion.
- La décentralisation sera également un élément déterminant pour une prise de responsabilité du plus grand nombre de citoyens.
- Un ensemble de mesures sociales d'accompagnement afin de fixer des seuils de non-retour et d'apporter une plus grande justice sociale.
- Des mesures spécifiques aux secteurs économiques sensibles et en particulier au secteur agricole.
- Redonner aux hommes et aux femmes de notre pays l'égalité des chances par la création d'un grand service public, unifié et laïque de l'Education nationale.

Les conditions essentielles d'une amorce de transformation sociale sont actuellement mises en chantier et rien ne laisse présager que la volonté du Parti socialiste ne sera pas respectée.

Un grand parti pour la construction du Socialisme

Il importe que le prochain congrès de notre Parti définisse et précise, non plus la ligne politique de notre organisation confirmée par les élections, mais le rôle que celle-ci doit avoir dans l'application de cette politique et désigne la direction qui aura charge de préparer le nouvel avenir qui s'offre à nous.

Notre Parti au pouvoir est devenu comptable de ses actes non seulement devant ses adhérents et ses électeurs mais également devant la nation (plus que jamais).

C'est dans ce contexte que s'ouvre le débat démocratique pour définir un type de fonctionnement

dans le Parti pour que celui-ci soit bien l'outil adapté au combat de la **transformation sociale** que nous nous sommes fixée comme but à atteindre.

Ce débat devra être conduit avec l'extrême vigilance nécessaire pour ne pas s'enliser hors de la ligne définie lors de nos précédentes instances nationales et en particulier celle de Metz, sous prétexte d'élargissement du débat à de nouvelles composantes qui souhaitent réfléchir et préparer l'avenir.

Ce débat ne doit pas provoquer la remise en cause de la ligne sur laquelle François Mitterrand a mené la bataille des présidentielles, à savoir les 110 propositions pour la France ainsi que le programme gouvernemental soumis au vote du Parlement le 8 juillet.

A partir du respect de ce principe, et compte tenu de notre place privilégiée dans le nouveau combat politique qui s'engage, les militants sont appelés à apporter leurs propositions afin qu'au terme du débat nous soyons en mesure de mettre en place les moyens nouveaux et accrus pour que le Parti socialiste devienne la grande organisation **démocratique de masse** dont les **travailleurs ont besoin** et qui doit répondre à la confiance qu'ils nous ont manifestée lors des récentes victoires électorales.

Quelques aspects nous semblent maintenant devoir être soulignés.

1) Le rôle du Parti par rapport au gouvernement et la structure d'Etat

La politique de François Mitterrand et du gouvernement est celle définie par nos précédentes instances nationales et en particulier celle de Metz.

Le rôle du Parti est de continuer à expliquer notre programme et les décisions gouvernementales qui en découlent mais il n'est pas plus question d'approbation automatique que de critique systématique du gouvernement.

Un lien trop mécanique avec le pouvoir d'Etat transformerait le Parti en courroie de transmission et ses militants en « godillots ».

Le Parti doit rester le lieu essentiel du débat politique et être en mesure de faire des véritables propositions au gouvernement.

Que l'information circule le plus rapidement et le plus efficacement possible dans le sens parti-gouvernement et dans le sens gouvernement-parti est une priorité pour que le Parti puisse jouer pleinement les divers aspects de son rôle.

Le Parti a d'abord pour vocation de défendre les intérêts des travailleurs et des catégories les plus modestes de la population.

En effet, l'implantation et l'organisation du Parti dans les entreprises privées ou publiques, le monde du travail, industriel ou agricole, est fondamentale car c'est une part primordiale de ce front de classe que nous continuerons à rassembler.

2) La formation des adhérents :

Devenu Parti dominant, le Parti socialiste va amener à lui des adhérents de plus en plus nombreux, de couches et secteurs très divers de la population. Son importance dans la vie politique nationale va en faire un lieu privilégié du débat d'idées, un lieu où les débats idéologiques seront nombreux, le lieu où l'influence de l'idéologie dominante dans la société capitaliste va tenter progressivement de pénétrer et de trouver l'accueil et l'influence que ne lui apporte plus la droite française pour assurer son hégémonie et sa survie.



TEXTES PRÉSENTÉS PAR DES RESPONSABLES DE FÉDÉRATION

La mise en place d'un plan et de structures audacieuses de formation politique est donc à cet égard déterminant. L'école du Socialisme doit accroître considérablement ses activités. Chaque fédération devrait pouvoir être une antenne de cette école et assurer, en liaison avec le national, la formation de base des nouveaux adhérents.

3) Le Parti et la décentralisation :

La politique de décentralisation menée par le gouvernement va renforcer considérablement les pouvoirs locaux, départementaux et régionaux.

Le risque est grand d'une féodalisation accrue du Parti en face de ces pouvoirs nouveaux.

Il convient donc que le rôle et le pouvoir des sections par rapport aux élus locaux soient accrus, que le rôle et le pouvoir des fédérations par rapport aux élus départementaux et nationaux le soient aussi.

Enfin, la régionalisation créant un nouveau pôle de pouvoir, il convient que le Parti se dote d'une structure politique correspondante. Celle-ci, sorte de commission exécutive régionale, devrait avoir force de proposition, d'impulsion, de contrôle des élus socialistes à l'Assemblée régionale.

Bien d'autres points mériteraient d'être abordés. Il faut notamment qu'une articulation sérieuse et réelle existe entre les commissions nationales et fédérales en liaison avec les départements ministé-

riels concernés. Il faut que cesse la tendance permanente au « parisianisme » des commissions nationales du Parti. Etc.

Pour conclure cette contribution, nous voulons, signataires de ce texte, rendre un hommage sincère et chaleureux à notre Premier secrétaire, fondateur du Parti d'Epinais, devenu, en accédant à la présidence de la République, porteur et responsable des espérances populaires. Des années de luttes assidues, lucides, tenaces et fermes, dans le respect de la démocratie, ont été sanctionnées par l'élection. Que François Mitterrand sache que nous continuons avec lui le combat pour porter plus loin l'espoir, pour que le Socialisme, en France, devienne réalité, et exemple et espoir des peuples opprimés du monde.

Essonne

Texte présenté par la fédération de l'Essonne et signé par Philippe GRENOUILLET, (Villebon) ; Marcel VILLENEUVE (Vigneux) ; Henri ACOUNIS (C.E.A. Saclay) ; Claude CHAPON (Boissy-sous-Saint-Yon) ; Jean DARVENNE (Saclay) ; Pierre NOË, sénateur de l'Essonne, délégué national à la recherche (C.E.A. Saclay) ; Michel SUC (Morsang-sur-Orge) ; Amaury COUDERC (Boissy-sous-Saint-Yon) ; Henri VAUTIER (Draveil) ; Maurice DAGNEAUX (Draveil) ; Jacques MEHEUT (Thomson-Corbeville) ; Jean-Pierre CHABANNE (Villiers-sur-Orge) ; Jean-Louis CAMUS (Egry) ; Odile BARBALAT (Les Ulis) ; Henri RENAN (Les Ulis) ; Jean-Claude GUIRAUDON (Villemoisson-sur-Orge) ; Nicole GUIRAUDON (C.E.V. Brétigny) ; Bernard BUREL (Massy) ; Christine DELABARRE (Chilly-Mazarin) ; Frédérique DOUGUET (Chilly-Mazarin) ; Daniel CHEZEAU (Massy) ; Odile MEGY (Wissous) ; Jean-François SAUVAGE (Wissous) ; Jocelyn JOLI (C.E.A. Saclay) ; Patrick BOUYASSE, animateur M.J.S. (Yerres) ; Philippe MEUNIER (Juvisy) ; Yolande CHEVALIER (Juvisy) ; Jacques PAYARD (Juvisy) ; Véronique WALLON (Villebon) ; Nicole MORICHAUD (Villebon) ; Sylvain RENARD (Palaiseau) ; Paul LORIDANT, Premier secrétaire fédéral, (Les Ulis) ; Hacène ARFA (Yerres) ; Françoise AVISSE (Yerres) ; Claude DECAUX (Yerres) ; Claude COQUART (Yerres) ; Michel PURLIN (Yerres) ; Albert GALHAUT (Yerres) ; Louis LEPREVOST (Yerres) ; Marc LUCAS (Yerres) ; Michel MICHELON (Yerres) ; André DELACROIX (Yerres) ; Michel DUPLAA (Epinais-sous-Sénart) ; Maurice BOULEIN (Etiolles) ; Marie-France BOULEIN (Etiolles) ; Jean-Louis NAHON (Palaiseau) ; Gilbert ROBERT (Juvisy) ; André BUSSERY, président de l'U.D.E.S.R. (Juvisy) ; René SANVOISIN (Juvisy) ; Marguerite LALARME (Juvisy) ; Jean-Michel CASA (Juvisy) ; Elisabeth REBOULLEAU (Juvisy) ; Guy GALDEMAR (Juvisy) ; Léon PICARD (Juvisy) ; René CONTI (Juvisy) ; Claude CHEVALIER (Juvisy) ; Jacques CHESNEAU (Juvisy) ; Renée CHESNEAU (Juvisy) ; Barbara PAWLAK (Morsang-sur-Orge) ; Guy TAMAIN (Les Ulis).

(A la demande de la Commission de préparation du Congrès, j'ai effectué les coupures qui sont indiquées dans le texte afin que cette contribution puisse être publiée. Sylvain RENARD.)

Introduction

Les signataires de ce texte se reconnaissent pleinement dans les orientations de la majorité du Parti qui, depuis le Congrès de Metz, a su appliquer la ligne élaborée alors et nous conduire ainsi à la victoire. Ceux qui se reconnaissent dans les analyses du C.E.R.E.S. constamment approfondies dans une série déjà longue de motions et de colloques, les voient confirmées par la réalité.

Mais presque tout reste à faire ! Par cette contribution au débat, nous entendons nous exprimer sur ce que doit être l'action du Parti socialiste dans la période nouvelle qui s'est ouverte le 10 mai. C'est pourquoi, après une brève analyse de la victoire, nous nous prononcerons sur la ligne qui doit être appliquée pour « construire la transition » et sur les conditions de son application.

Le succès d'une ligne

Pour s'en tenir à l'essentiel, le Congrès de Metz avait vu l'affrontement de deux lignes.

La première consistait à « adapter » la stratégie d'Epinais, c'est-à-dire plus ou moins clairement à remettre en cause notre conception de l'Union de la Gauche et de la rupture avec le capitalisme et donc, en fin de compte l'ensemble de notre projet politique... Sous prétexte de « réalisme », les tenants de cette ligne se condamnaient en fait, plus ou moins consciemment, à devenir les « managers sociaux » d'une économie de marché capitaliste, ou, si l'on veut, d'une social-démocratie à l'américaine.

L'autre ligne, devenue celle du Parti, était celle des camarades qui considéraient au contraire que la rupture et l'union étaient plus que jamais nécessaires. Ils affirmaient qu'il existe une sortie socialiste de la crise et qu'il fallait confirmer et approfondir la ligne d'Epinais.

Avec le recul du temps, comment ne pas discerner que le choix que nous avons fait de cette deuxième ligne était le bon ?

C'est bien parce que nous avons su « tenir bon » sur notre ligne malgré les pressions de la Droite et l'attitude du P.C. que François Mitterrand a été élu et que nous avons gagné les élections législatives (...).

La victoire du Parti est donc à la fois la victoire de tous les socialistes et celle d'une seule ligne.

Construire la transition

Il faut maintenant songer à l'avenir et construire la transition. Après avoir défini la ligne claire qui nous paraît adaptée à la situation, nous indiquons de quelle manière il nous semble possible de l'appliquer.

Une ligne claire

Cette ligne, qui a permis de prendre le pouvoir, est la seule qui permettra de réussir la transition au socialisme.

Si la Droite, par une intense campagne idéologique, relayée d'ailleurs parfois à Gauche, a tenté de faire croire à la disparition des classes dans la société « post-industrielle » censée être la nôtre,

et donc au caractère périmé de la notion de lutte des classes alors que la lutte pour le profit n'a jamais été aussi dure, l'arrivée de la Gauche au Pouvoir marque le début d'affrontements sociaux particulièrement intenses (...).

Cette lutte qui, en tout état de cause, va encore croître dans les mois à venir, sera le moteur de la rupture si celle-ci est engagée par des mesures décisives :

— l'extension large du champ des nationalisations (...);

— la mise en place, nécessairement progressive mais réelle du contrôle des travailleurs dans chaque secteur de leur vie quotidienne (...);

— l'élaboration de la planification démocratique (...);

— une politique étrangère cohérente (...), qui permette en particulier le dégagement progressif de l'emprise de la politique des blocs, et l'accroissement de l'autorité de la France sur la scène internationale.

Nous ne détaillons pas ici les scénarios possibles en cas de non-respect de cette ligne politique : ils aboutissent de toutes façons tous à l'échec (...).

Comment lutter ?

L'importance de nos succès électoraux et la prise du pouvoir d'Etat qu'ils ont permise ne doit pas nous faire douter de l'utilité d'un Parti socialiste fort, démocratique et organisé. Le nombre de sièges acquis par le P.S. aux dernières élections législatives (d'ailleurs largement majoré en raison du mode de scrutin, par rapport à celui dont nous



aurions pu nous prévaloir en cas d'application de la proportionnelle) ne doit pas nous masquer la réalité qui n'évolue que très lentement et en particulier les trois faits suivants :

- a) l'idéologie dominante est toujours l'idéologie du capitalisme en crise (...);
- b) écartée du pouvoir d'Etat, la Droite conserve en France un pouvoir économique, et donc politique, considérable (...);
- c) l'importance du Parti communiste (et de son appareil) ne doit pas être négligée (...).

Si l'on analyse ainsi la situation, on en conclut sans peine que nous devons poursuivre nos efforts pour développer le P.S. et en faire le Parti de la transition au socialisme.

Le passage au socialisme implique un mouvement d'en haut (l'action du gouvernement) et un mouvement d'en bas (l'action populaire). Un mouvement de masse doit se développer, impulsé par les partis et les organisations syndicales, et orienté vers les objectifs clairement définis dans le cadre de l'unité populaire. Occuper le sommet de l'appareil d'Etat est une arme essentielle, mais qui permet seulement d'ouvrir un processus. Ainsi le problème central de la transition est-il celui de la liaison entre gouvernement et mouvement populaire, bref celui de la direction du processus. L'action du gouvernement consistera à assurer la stabilité du Pouvoir, et à mettre en œuvre les mesures qui changeront la condition du travailleur et du citoyen. Elle contribuera ainsi à installer une nouvelle légitimité.

Le Parti

Mais croire que la transition au socialisme se mène à partir des cabinets ministériels est une illusion. La nécessaire cohérence entre ces deux aspects doit être assurée par un ensemble organique, guidant à la fois l'action gouvernementale et l'action de masse; cette organisation, c'est le Parti.

Le Parti doit comprendre à chaque moment les aspirations populaires, les synthétiser, leur donner une expression politique, et des objectifs immédiats, non pour imposer une ligne pré-établie dans tous ses détails, mais pour guider l'action à la lumière d'une analyse juste de la lutte des classes et des rapports des forces, se soumettre à la critique incessante du mouvement social lui-même, et rectifier sous cet éclairage son action dans l'appareil d'Etat. (...)

L'implantation

Si le nombre de nos adhérents croît, le problème de notre implantation dans le monde du travail n'est pas pour autant résolu. Plus que jamais aujourd'hui, la présence active du Parti socialiste dans les entreprises est nécessaire. La priorité attribuée à ce secteur doit être maintenue et renforcée mais surtout l'ensemble des fédérations et des sections territoriales doivent se fixer pour objectif de créer dans toutes les entreprises importantes de leur secteur des groupes socialistes ou des sections d'entreprise. C'est à cette dernière structure, dotée d'un réel pouvoir politique, que la préférence devra être donnée dans toute la mesure du possible. Quant aux G.S.E., ils devront être dotés d'un secrétaire membre du Parti qui assurera la liaison avec celui-ci et être connus et répertoriés par les fédérations. Les sections territoriales devront collaborer avec les G.S.E. et S.E. existants et leur apporter l'aide dont ils peuvent avoir besoin.

Une action de conviction doit être menée auprès de tous les militants pour qu'ils acceptent de mili-

ter sur leur lieu de travail à chaque fois que cela est possible.

La formation

L'intensité de la lutte idéologique qui doit être menée dans la période de transition et l'importance de la vague d'adhésions que nous constatons aujourd'hui justifient qu'un effort particulier soit développé dans le domaine de la formation (...).

Si ce travail de formation n'était pas mené à bien, en particulier en direction des nouveaux adhérents, il deviendrait vain, tôt ou tard, de parler de la nécessité du débat politique ou du contrôle des élus. Le Parti perdrait sa cohésion puis se perdrait lui-même.

Les nouvelles adhésions

Une vague d'adhésions sans précédent déferle aujourd'hui sur notre Parti (...).

Il faut donc adopter une attitude responsable :

- s'assurer que les candidats à l'adhésion ont un minimum de motivation politique. La présentation de chaque nouvel adhérent devant sa section et le vote qui doit suivre permet de régler démocratiquement ce problème;

- entreprendre rapidement un effort de formation adapté.

La jeunesse

François Mitterrand a reconnu que ce sont les jeunes qui avaient participé pour une grande part à sa victoire qui était celle des forces de la jeunesse. Le M.J.S. doit donc connaître un grand bond en avant. Il doit passer de l'état de « clandestinité » à un état de développement.

L'aspiration à vivre libre et autrement, la volonté d'être vraiment responsable sont très fortes chez les jeunes (...).

C'est dans une perspective autogestionnaire que la jeunesse doit agir et prendre toute sa part dans le puissant mouvement de masse sans lequel le socialisme ne sera pas (...). Les propositions que nous faisons à la jeunesse, doivent se situer dans la perspective du Projet socialiste, c'est-à-dire d'une rupture avec le capitalisme.

- **Libérer l'école.** L'école ne doit plus être un instrument de reproduction idéologique et économique (...).

- **Vivre, travailler, décider.** Travailler autrement pour la jeunesse, cela signifie d'abord reconquérir le droit à l'emploi. Mais les jeunes du monde du travail refusent d'organiser toute leur vie autour du travail, d'où la revendication des 35 heures et de la généralisation de la 5^e équipe. De plus, aspirant à plus de responsabilité dans la conception et l'élaboration de leur travail et supportant mal la hiérarchie, les jeunes sont autogestionnaires.

- **La jeunesse dans notre monde.** Le combat pour le socialisme s'est lié à une pratique de la solidarité internationale, solidarité avec les luttes sociales, solidarité avec les luttes de libération contre l'impérialisme (...).

- **Le M.J.S.** Parce que la jeunesse est potentiellement révolutionnaire, elle peut devenir une force déterminante dans un processus de transformation sociale.

Le M.J.S. a la capacité de mobiliser la jeunesse si on lui donne les moyens d'une véritable autonomie organisationnelle. Il se transformera en un mouvement de masse capable d'assurer une présence constante dans les luttes de la jeunesse à quelque niveau que ce soit.

Démocratie et rigueur

Au nom de l'unité du Parti, des thèses « anti-courants » qui sont en fait des thèses « anti-débat » sont souvent développées dans les sections. L'unité est présentée comme une fin en soi qui demanderait des sacrifices (...). Nous pensons au contraire que l'action politique n'est durablement efficace que si elle se développe dans la clarté (...).

La nécessité d'unité ne doit donc pas se muer en dangereux unanimité; le débat politique doit être développé dans toutes les sections.

Mais appartenir à un parti, c'est accepter une certaine discipline. Au moment où le Parti grandit et où le pouvoir nous revient, elle doit être strictement respectée. Nos déclarations publiques ne doivent donc présenter que les positions démocratiquement approuvées par le P.S.

L'élection à l'Assemblée nationale de nombreux camarades qui n'ont jamais exercé de fonctions électives de ce niveau donne une nouvelle importance au problème permanent du contrôle de nos élus (...).

Exiger la rigueur et la démocratie, c'est aussi s'opposer résolument au cumul des mandats. Nous estimons en particulier que la nécessaire décentralisation de l'Etat ne doit pas aboutir à transférer une partie du pouvoir à un petit nombre d'élus cumulant chacun plusieurs mandats.

Enfin, l'accession aux fonctions électives de camarades représentant mieux les différentes couches sociales de notre pays, et en particulier les travailleurs les plus modestes, actuellement écartés de ces fonctions, exige que soit adopté rapidement un statut de l' élu prévoyant en particulier la protection des travailleurs élus et l'attribution d'un quota d'heures.

Penser à l'avenir

Le Projet socialiste a représenté un remarquable effort de réflexion collective, il doit servir de base pour l'élaboration des textes plus conjoncturels que nous serons amenés à publier.

Mais le Projet ne constitue qu'une étape dans un effort d'étude qui doit se poursuivre. Une réflexion politique qui se fige est une réflexion qui meurt (...).

Commissions nationales et G.S.E.

(...) Le rôle des commissions du Parti et des G.S.E. appelle de notre part quelques remarques.

L'administration n'est pas neutre (...), c'est pourquoi il est essentiel qu'au plus vite, les personnes placées par la Droite à des postes ayant un pouvoir d'orientation politique soient remplacées par des responsables plus proches de nos idées. Il ne s'agit pas de chasse aux sorcières, mais tout simplement de prendre les moyens de l'application de notre politique.

Mais même lorsque ces aménagements auront été effectués, il importe que la liaison entre gouvernement d'une part, commissions de réflexion et G.S.E. d'autre part soit permanente.

Les commissions du Parti doivent être dotées des moyens nécessaires à leur fonctionnement, elles doivent être en relation constante avec un secrétaire national (ou délégué national) lequel est, au sein du Parti, l'interlocuteur privilégié du ministre pour le domaine le concernant. Ainsi les commissions, dont le fonctionnement démocratique doit être assuré, préparent-elles la réflexion du Parti sur des problèmes politiques — éventuellement à long terme — et sur des grandes orienta-



tions. Leur rôle est consultatif et leurs travaux doivent, pour être pris en compte, recevoir l'accord des instances du Parti.

Les G.S.E. : leurs effectifs doivent être mieux connus ; ils doivent être mieux organisés. Dans la période à venir, la création de nombreuses sections socialistes d'entreprise doit être un objectif prioritaire et chacune doit créer autour d'elle un G.S.E. permettant au Parti de remplir sur le lieu de travail son rôle de lien entre gouvernement et mouvement populaire. Chaque G.S.E. doit être rattaché à un G.S.E. national ayant des moyens réels d'agir.

Notre presse

Aujourd'hui, l'existence du quotidien « Combat socialiste » est menacée. Le fait que notre Parti, ayant eu le succès électoral que l'on sait, ne pourrait assurer l'existence d'un quotidien clairement et réellement conforme à ses choix, serait la marque d'une faiblesse grave dont il faudrait tirer les enseignements (...).

Au-delà, la création, à partir de l'« Unité » d'un hebdomadaire du Parti doit être l'un de nos objectifs.

De l'association à l'union

C'est à une phase nouvelle de l'Union de la Gauche que nous avons à faire face, d'une part parce que la Gauche est au pouvoir, d'autre part parce qu'au sein de la Gauche, le rapport de forces (électoral) s'est renversé depuis 1971, enfin parce qu'aujourd'hui il ne s'agit que d'une « association » au gouvernement, non réellement de l'Union. Nous souhaitons en effet que, après cinquante ans de déchirements quasiment ininterrompus qui ont réduit à l'impuissance les travailleurs de ce pays, les deux grands partis de Gauche entament une démarche progressive, à la fois pratique et idéologique, par le débat et la lutte, devant permettre de façon graduelle et dialectique (donc nécessairement quelquefois conflictuelle) de dépasser les différences, de changer non pas l'un par rapport à l'autre, mais tous les deux en fonction de l'ensemble, d'arriver au pouvoir ensemble sur la base d'un programme commun de gouvernement. Cette évolution simultanée supposait la démocrati-

sation du P.C., la modification de certains de ses choix idéologiques et philosophiques, et d'autre part la consolidation du P.S., consolidation matérielle avec le développement de l'implantation de notre Parti, consolidation idéologique avec et par le débat, l'hégémonie croissante de la ligne qui affirme la nécessité de la rupture avec le capitalisme et de l'Union de la Gauche.

Constatons-le : cette ligne, qui a permis la victoire de 1981, a progressé dans notre Parti.

Le Parti communiste, lui, a préféré courir le risque d'un échec grave en liquidant l'Union, plutôt que de transformer progressivement — mais profondément — sa doctrine et ses structures de fonctionnement.

Ce choix a été le sien, pas le nôtre (...).

Du point de vue électoral, ayant rassemblé la Gauche, le Parti socialiste a donc vaincu la division.

Pour autant, l'Union de la Gauche, en tant que processus permettant, par l'action commune sur les terrains de luttes, et l'approfondissement du débat politique, le rapprochement des deux partis, n'a pas progressé. Alors que ce processus exige que le débat ait lieu entre eux, la situation actuelle pourrait, si l'on n'y prend garde, enfermer chacun des deux Partis dans sa propre logique (...).

L'unité populaire ne peut se payer le luxe d'une double direction politique. L'alliance du P.S. et du P.C.F. est une condition nécessaire au succès du processus de transition ; ce qui signifie que P.S. et P.C.F. n'apparaissent pas comme deux forces complémentaires, l'une sur le terrain des institutions, l'autre au niveau du mouvement des masses. Un tel partage des rôles aboutirait obligatoirement au blocage du processus de transition.

L'accord politique P.S.-P.C. et l'entrée de quatre ministres communistes dans le deuxième gouvernement de Pierre Mauroy est un fait positif important. Elle est juste parce que les communistes ont participé d'une manière non négligeable à la victoire, mais elle est aussi utile car elle empêche le P.C.F. de se complaire dans un repli sectaire et de chercher à organiser une « contestation sauvage ». Mais cette association au sein du gouvernement ne saurait nous suffire ; il faut progresser et, pour cela, exploiter la période à venir et déve-

lopper une nouvelle pratique unitaire, notamment dans les entreprises (...) et dans les municipalités (...).

Des orientations claires

Nous n'avons pas ici l'ambition de présenter ce que doit être selon nous, l'ensemble des priorités du gouvernement dans tous les domaines dont il a la responsabilité ; tout au plus souhaitons-nous, à la suite de la ligne réaffirmée au début de cette contribution, faire quelques remarques dans des domaines qui nous semblent prioritaires.

Socialisme et nationalisations

Depuis plusieurs années, le P.S. tient sur les nationalisations un discours qui vise avant tout à rassurer (...).

Ce discours lénifiant a peut-être été utile ; il n'a jamais été juste ; demain il sera dangereux.

Il est juste d'expliquer que les nationalisations prévues sont nécessaires à la mise en œuvre de notre politique (...). Mais les nationalisations ne sont pas qu'un outil comme le laisseraient entendre certains, un mal nécessaire. Elles permettent tout simplement de faire cesser localement l'exploitation capitaliste. Si, comme l'a toujours affirmé le P.S., « pouvoir et propriété sont deux éléments d'une même réalité », la conquête du Pouvoir par la collectivité ne saurait se limiter à la conquête des institutions politiques : elle passe par une conquête suffisante des moyens de production.

Nous devons donc modifier notre discours. Il est normal d'agir progressivement comme le prévoit le gouvernement ; mais l'idée que l'appropriation collective des moyens de production et d'échange est une condition nécessaire de l'instauration du socialisme autogestionnaire doit maintenant être introduite peu à peu dans notre argumentation.

De l'aliénation à l'autogestion

Le capitalisme mutile les travailleurs (...).

Les dispositions prévues dans le Projet socialiste doivent être rapidement mises en œuvre. Dans le secteur public, cela signifie en particulier la mise en place des conseils d'unité et des conseils d'atelier ou de services dotés de réels pouvoirs. Dans le secteur privé, c'est d'abord la réforme profonde des comités d'entreprise.

Les travailleurs doivent disposer le plus rapidement possible d'une partie du pouvoir économique. Ils doivent être associés à la détermination du plan et aux décisions essentielles qui orientent le développement de l'entreprise. C'est donc une remise en cause capitale du rôle des travailleurs et donc de la hiérarchie dans l'entreprise qu'il s'agit de développer. Cette « révolution dans le travail » demande un énorme effort d'explication et d'éducation car l'autogestion ne se décrète pas, elle ne peut résulter que de la prise de conscience d'un nombre croissant de travailleurs. Il appartient au Parti socialiste, en donnant dans son expression publique la place qu'il mérite au thème de l'autogestion et en impulsant le débat sur ce thème de contribuer à permettre aux travailleurs de transformer le travail qui peu à peu permettra l'épanouissement de l'homme et non comme aujourd'hui son indifférence, sa désespérance ou sa mort, lente ou brutale.

Dès maintenant...

Commandez l'agenda 1982

- Format : 88 × 160 mm.
- Impression bistre sur papier chamois.
- Reliure simili-cuir, gaufrée au sigle du Parti, disponible en trois couleurs (noir, bordeaux, bleu-marine).

TARIF SPÉCIAL POUR LES LECTEURS DU POING ET LA ROSE JUSQU'AU CONGRÈS :

- De 1 à 5 exemplaires, 15 F l'unité franco.
- De 6 à 50 exemplaires, 14 F l'unité franco.
- Au-dessus de 50 exemplaires, 13 F l'unité franco.

Livraison à partir du 20 octobre. Adressez votre commande **avec le versement** et l'adresse **très lisible** ou l'expédier à : Club socialiste du livre, 10, rue Solferino, 75333 Paris Cedex 07.



Ardèche

Contribution présentée par la Fédération de l'Ardèche

La fédération de l'Ardèche souhaite qu'une part importante des débats et des conclusions du prochain congrès soit consacrée au rôle et à la fonction du Parti dans la période nouvelle qui s'ouvre devant nous, marquée par l'exercice du pouvoir et la présence de nos camarades au gouvernement.

La fédération estime que ce rôle et cette fonction devront prendre en compte **quatre exigences** :

— **Solidarité avec l'action gouvernementale**, n'excluant pas l'autonomie de jugement interne avec cette action.

— **Indépendance** vis-à-vis de cette action.

— **Renforcement** du Parti, en vue notamment de réaliser la difficile articulation entre cette solidarité et cette indépendance.

— **Ouverture** sur les forces politiques, sociales, culturelles, économiques qui nous entourent.

Pour satisfaire à ces grandes exigences, un certain nombre de tâches concrètes sont nécessaires.

Tâches d'explication

La politique gouvernementale d'abord, en l'éclairant par les données économiques et internationales, l'héritage de la gestion conservatrice et en la confrontant aux propositions de notre Parti et aux engagements pris devant le pays.

Explication aussi de nos choix politiques à moyen et long terme contenus dans le Projet socialiste qu'il convient de compléter et d'explicitier avec précision, afin de répondre à la campagne mensongère que mène la Droite à l'égard de ce Projet; enfin, défense et popularisation des grandes **réformes nationales**, et en tout premier lieu le projet de régionalisation.

Tâches de proposition

Si nos instances ont tranché durant les dernières années un grand nombre de problèmes, don-

nant aujourd'hui une base au programme du gouvernement, de nouvelles questions surgiront en ce qui concerne la recherche, la maîtrise du progrès technologique, le rythme et la nature des transformations économiques et sociales, les affaires du monde...

Le groupe socialiste à l'Assemblée nationale exercera à cet égard une responsabilité particulière de contrôle et de liaison du Parlement avec l'Exécutif. Pour sa part, le Parti socialiste à travers ses instances — sections, conférences, conventions — devra poursuivre sa réflexion vigilante et ouvrir des débats réguliers afin de préciser les grands choix politiques sur lesquels il s'engage et pour lesquels il lutte.

Ces deux tâches exigent la diffusion dans les deux sens, ascendant et descendant, des informations les plus complètes possibles.

— **Tâches de formation**; le courant d'adhésions qui ne manquera pas de se manifester suppose de notre part un immense effort de formation des militants pour permettre un fonctionnement harmonieux et une adaptation sans heurts; c'est une grande responsabilité dans la mesure où ce sont les adhérents qui font la ligne du Parti; la formation devra aussi répondre à l'inévitable renouvellement des cadres provoqué par la prise du pouvoir, le grand nombre de députés élus et nos règles sur le non-cumul des mandats; ceci concerne aussi bien la préparation des futurs candidats à des mandats locaux que les responsables des organes dirigeants du Parti à tous les échelons; des stages décentralisés devront être organisés avec de plus grandes facilités d'accès qu'aujourd'hui.

— **Tâches de participation à la vie sociale**; l'accession de notre Parti à la direction des affaires de la France ne doit pas nous faire négliger — bien au contraire — la présence sur le terrain. Nous

devons renforcer notre activité dans les luttes sociales, en particulier en ce qui concerne les entreprises où travaillent les catégories les plus défavorisées. Nous devons multiplier les contacts avec les associations culturelles, familiales et sociales et participer avec elles le cas échéant à une mobilisation populaire pour sensibiliser l'opinion sur les grands problèmes de la vie quotidienne : éducation, santé, consommation, loisirs... Nous devons assurer une liaison régulière avec les autres formations politiques de gauche et susciter des prises de position communes dans l'esprit de l'accord P.S.-P.C.F.

Cette présence constante, ces relations régulières seront la toile de fond et le support des campagnes électorales à venir; elles permettront de renforcer notre image dans la population et de maintenir la confiance de celle-ci.

Toutes ces tâches, en particulier celles de proposition et de formation impliquent de nouveaux modes d'intervention et de nouvelles formes de dialogue, l'exercice de responsabilités plus grandes par « la base », dans le sens de notre perspective autogestionnaire; ceci suppose une très large information.

Le Bureau fédéral et la C.E. fédérale seront chargés de préparer et d'animer les commissions qui débattent et réfléchissent sur les grands thèmes, de créer les conditions d'un approfondissement de notre pratique démocratique, de promouvoir l'accès des jeunes et des femmes à la politique, d'assurer l'aide aux élus et leur contrôle démocratique, de soutenir les manifestations des G.S.E. fédéraux et des sections locales.

La 15^e thèse sur l'autogestion et la conclusion du Projet socialiste sur le rôle du Parti prendront tout leur sens et toute leur portée dans les années qui viennent; ils seront la base théorique qui orientera l'action militante de chaque socialiste.

Loire

Présenté par Michel DEBOUT au nom de la Fédération de la Loire.

Le 10 mai 1981 est devenu une date historique pour la France, elle l'est aussi pour le Parti socialiste : dix ans après sa fondation celui-ci devenait le premier parti et son premier secrétaire, Président de la République.

Cet immense succès est celui d'un homme, François Mitterrand, et d'une ligne politique qui s'est imposée d'Épinay jusqu'au congrès de Metz : la volonté de construire un grand parti de rassemblement des forces de gauche et au-delà de toutes les forces de la France. Il a fallu « tenir bon » après la rupture de l'Union de la Gauche en 1977 et c'est à ce prix que nous avons obtenu une victoire sans précédent que la dissolution de l'Assemblée nationale a — comme le pressentait le Président de la République — confortée et amplifiée en donnant à l'exécutif les moyens législatifs nécessaires à sa politique.

François Mitterrand, Président, Pierre Mauroy, Premier ministre, un gouvernement de la Gauche

unie, une Assemblée nationale à majorité socialiste, crée pour notre Parti une situation nouvelle, des devoirs nouveaux.

Les militants habitués depuis de longues années à défendre avec tout le mouvement populaire les droits des femmes, les immigrés, les travailleurs, les libertés, la justice sociale, à proposer aux Français « l'autre politique », voient aujourd'hui les idées pour lesquelles ils se sont parfois âprement battus, devenir majoritaires dans le pays et inspiratrices de l'action de son gouvernement : le changement c'est cela aussi pour les socialistes et il s'agit maintenant de réfléchir sur le rôle du Parti qui n'est plus un parti d'opposition. Désormais l'Union de la Gauche, de toutes les forces populaires, traduction politique du front de classe des travailleurs en lutte contre l'exploitation qu'ils subissent, est acquise. La France ne deviendra pas « un Etat P.S. », le Parti socialiste ne sera pas un parti godillot, comme l'a justement rappelé Lionel Jospin, il convient donc de définir ensemble la place nouvelle du Parti et de ses militants, ques-

tion qui sera au cœur de nos débats et pour laquelle nous voulons proposer quelques axes de réflexions.

Si le Parti change de rôle — passant d'une phase de conquête du pouvoir à celle de l'exercice du pouvoir — il ne doit pas cependant changer de fonction, et cela nous paraît essentiel : il doit rester le lieu d'élaboration de la ligne politique, inspirée bien sûr de l'action du Président et de son gouvernement. Une telle élaboration suppose donc **le débat politique** et si nous sommes tous attachés à l'unité et au rassemblement des socialistes, nous avons toujours rejeté l'unanimité. Débat puis synthèse, telle est notre manière constante de fonctionner, la seule d'ailleurs qui puisse véritablement nous enrichir. Le Parti reste le lieu de la décision politique et à travers l'action de ses instances responsables et de tous ses militants il pourra, au côté du gouvernement, conduire la transformation politique et sociale, peser sur les mutations économiques nécessaires pour rompre



avec le capitalisme, prendre part à la lutte idéologique car la droite est encore bien vivante : à travers le grand patronat et les milieux financiers, elle fera certainement tout pour entraver les changements voulus par la majorité des Français.

Même fonction mais rôle nouveau : jusqu'au 10 mai la tâche du Parti consistait à faire connaître, à populariser ses options, aujourd'hui il les met en œuvre à travers l'action de ses élus et du gouvernement. Il est donc nécessaire de définir l'articulation entre ces différentes instances, la place des élus et celle des militants dans le Parti, et nous voudrions insister sur quelques nécessités :

— donner les moyens politiques et matériels au Parti tout entier, à ses cadres qui sont à l'évidence disproportionnés par rapport à ceux dont disposent les élus, voire les ministères. Possibilités nouvelles qui doivent permettre une meilleure représentation dans les instances politiques des femmes, des travailleurs de la production industrielle ou agricole, des jeunes ;

— le respect absolu du non cumul des mandats électifs au-delà de deux, mais aussi des responsabilités à l'intérieur des instances du Parti ;

— assurer la stabilité des instances politiques qui ne doivent pas être trop rapidement renouvelées : un congrès statutaire tous les trois ans paraîtrait de ce point de vue un rythme raisonnable ;

— assurer la décentralisation qui est une chance pour la France mais aussi une chance pour le Parti, car en donnant un pouvoir réel aux assemblées départementales et régionales, elle permettra de rapprocher l'ensemble des militants des lieux de décision. Le contrôle politique sera ainsi plus facile et plus réel, et il nous faudra définir le rôle et la compétence d'une nouvelle instance politique régionale.

Mais ce cadre ainsi défini ne serait qu'un cadre vide s'il n'était animé de tout le travail militant. Le Parti socialiste doit devenir un parti de masses

avec des militants, femmes et hommes présents dans les organisations syndicales, dans le monde associatif, dans tous les tissus sociaux, non pour l'infiltrer mais pour expliquer l'action des socialistes, du gouvernement et informer en retour ce dernier de la manière dont elle est comprise par la population. Des militants formés (ce sera une tâche urgente et essentielle du Parti dans les mois qui viennent) à la lutte politique, car celle-ci continue même si elle se passe dans des conditions plus favorables.

Le Parti socialiste, premier parti de France, évitant le double écueil de son effacement derrière ses élus ou de sa transformation en un groupe de commissaires politiques, redonnera ainsi leurs véritables places aux formations politiques trop longtemps disqualifiées par les régimes précédents. Pour nous socialistes, les partis politiques, parce qu'ils sont le lieu du débat et de l'engagement, sont les premiers garants de la liberté et de la démocratie.

Guadeloupe

Contribution présentée par **Isidore CANOPE, Félix PROTO, Gérard CAZIMIR, Fernand ANGÈLE, Claude SULLY, Jean-François ROZAN, Frédéric JALTON, Daniel LARIFLA**, au nom des militants de la Fédération de la Guadeloupe.

Le débat est engagé pour la préparation d'octobre. Pour soutenir efficacement l'action du Président et du gouvernement, le Parti doit rester une force de proposition. La discussion loyale-excluant l'unanimité de façade doit être la règle. La ligne du congrès de Metz définie par les majoritaires et la stratégie adoptée pour les présidentielles et les législatives ont permis de triompher. Nous réaffirmons donc notre fidélité à la ligne issue du congrès de Metz. Nous avons « tenu bon » : le changement tant attendu est en marche grâce au front de classe.

Le problème essentiel à nos yeux est de savoir si l'espérance des hommes de l'Outre-Mer a les mêmes chances de se traduire positivement dans les faits que celle des hommes de l'hexagone.

Sans doute, il y a dans nos rangs peu d'hommes issus de grandes écoles, il y a par contre beaucoup d'hommes capables d'exprimer les réalités quotidiennes de leur peuple, ses souffrances, ses joies, ses contradictions.

L'homme de l'Outre-Mer a la volonté de se faire entendre dans le cadre du dialogue promis. Se mettra-t-on réellement à l'écoute de ses aspirations ?

La préparation du congrès est un moment important dans le domaine des propositions. Nos camarades de l'hexagone sauront-ils prêter une oreille attentive à nos propos ? Le dialogue peut-il s'instaurer sans que les instruments du dialogue soient mis en place ?

Devons-nous continuer à admettre que soit envisagé l'avenir de la Guadeloupe dans un concept « Dom-Tom » abusivement simplificateur et négligeant d'affirmer la nécessité d'une insertion de chaque département dans son environnement géographique ? Voilà les sujets qui nous préoccupent.

Relation parti/groupe parlementaire/ gouvernement

Une attention toute particulière doit être portée aux fédérations d'Outre-Mer dans le même sens que la résolution (courant A) du congrès de Metz afin qu'un effort au niveau de la formation (militants de base et responsables fédéraux) leur soit consenti.

Il convient de mettre l'accent sur la reconnaissance et l'affirmation du rôle politique des commissions fédérales pour leur permettre d'asseoir leur autorité sur le plan local : la fédération est le seul correspondant du Parti et il ne saurait y avoir d'exception à cette règle.

Il y a lieu d'œuvrer pour l'amélioration de la qualité des relations entre les responsables fédéraux locaux et le délégué aux fédérations « Dom-Tom » dont la mission doit être clairement définie pour que les militants de base et les membres de la commission exécutive fédérale n'aient pas l'impression d'être sous tutelle.

Selon nous le délégué aux fédérations « Dom-Tom » se doit d'être à l'écoute de nos problèmes pour remplir de manière efficace son rôle de coordinateur (entre nous et le Parti). La distance qui nous sépare de Paris (7 000 km) est la seule justification de ce coordinateur. Les relations des fédérations d'Outre-Mer entre elles concernent exclusivement les intéressés.

Notre souhait est que ce poste revienne à un secrétaire national avec des délégations locales dans chacun des départements en fonction du désiderata des camarades des fédérations concernées. Il serait judicieux de trouver une articulation entre nos compatriotes militant en France et la fédération de leur département d'origine afin d'assu-

rer une information correcte de nos militants sur les problèmes de ces compatriotes.

Les « Dom-Tom » regroupent des entités géographiques et culturelles trop différentes pour continuer à leur donner une quelconque signification pratique :

Le destin des Guadeloupéens ne nous semble pas lié de manière aussi nette à celui de la Réunion et de la Polynésie.

C'est, nous semble-t-il, une vue trop centralisatrice que de regrouper la totalité de ces régions en un seul vocable.

Il y aurait donc lieu d'appeler désormais, la Guadeloupe, la Martinique, la Réunion et la Guyane par leur nom.

D'autre part cela suppose une réorganisation pratique de la délégation « Dom-Tom » qui doit disposer de moyens réels (budget) pour permettre aux responsables fédéraux de trouver une structure d'accueil (secrétariat, bureau, etc.) quand ils sont mandatés pour représenter leur fédération.

La commission « Dom-Tom » ne saurait continuer à fonctionner avec des ressortissants des « Dom-Tom » choisis (au hasard des rencontres) parce qu'ils vivent en France. Ils sont le plus souvent déconnectés par rapport aux réalités de leur région d'origine. La commission doit disposer de moyens pour permettre à une délégation de chaque fédération Outre-Mer de participer aux travaux dans des conditions statutaires.

Une telle attitude du Parti à l'égard de nos fédérations amorcerait la nécessaire décentralisation de nos structures internes et préparerait les prochaines échéances qui se profilent à l'horizon (élection des assemblées régionales au suffrage universel). Enfin, le Parti devrait prendre conscience de son obligation de fournir aux fédérations locales les moyens de faire connaître leur



action auprès de l'opinion publique en obtenant du gouvernement qu'il fasse participer autant que possible leurs représentants aux actions menées sur place.

Décentraliser - décoloniser - dialoguer sur place

L'élection de François Mitterrand à la présidence de la République et la victoire du Parti socialiste aux élections législatives, ont été ressenties par tous les Guadeloupéens ayant participé au changement — et en particulier par les socialistes — comme devant marquer le début d'une ère nouvelle.

De ce jour date l'espoir que, par la création de nouveaux horizons, il devienne possible d'échapper au choix dramatique entre l'assimilationnisme dégradant du régime précédent et l'aventure immédiate sans fondements.

Mais si, pour les hommes et les femmes de métropole, l'avènement de la nouvelle citoyenneté peut se traduire dans les faits et dans les sensibilités par la réalisation du programme socialiste, pour ceux de la Guadeloupe, il resterait dépourvu de signification et d'espérance s'il ne leur permettait pas en même temps — en transformant profondément les structures actuelles marquées des survivances du colonialisme — d'accéder à une identité ainsi qu'à des cadres de vie économiques, administratifs et culturels correspondant aux véritables aspirations et spécificités de la région.

Par surcroît, et comme cela vient d'être confirmé dans le cas de la Corse, il n'est conforme ni à la sensibilité, ni à la doctrine du Parti socialiste que les régions, et les hommes qui représentent toutes leurs tendances politiques ou socio-professionnelles, soient écartés des décisions conduisant à la transformation des structures conditionnant leurs évolutions et donc leur destin.

Les structures de l'ancien système, centraliste, paternaliste, assimilationniste, oligarchique — sans aucun rapport avec les réalités de la vie et des aspirations régionales — conduisent à un constat de faillite tant sur le plan de la survie économique que sur celui des forces morales, comme le démontrent malheureusement les faits majeurs de l'actualité locale (faillites en cascade, scandales, etc.).

Pour toutes ces raisons, il est urgent qu'une priorité absolue soit donnée à un véritable dialogue permettant de déceler et d'adopter les réformes sans lesquelles la construction régionale — qui doit tenir compte de toutes les spécificités — serait vouée à l'échec.

Ce type de dialogue, que souhaitent tous les Guadeloupéens, ne peut — comme par le passé — être mené de la capitale sur des problèmes fragmentaires et sectoriels, par des groupes ou personnes représentatifs d'intérêts particuliers et hors d'un concept global. Il est impératif qu'un tel dialogue ait lieu sur place. Il convient donc que soit installée une antenne gouvernementale constituée par un représentant du Premier Ministre ainsi que d'un représentant du ministre de l'Économie et des Finances, d'un représentant du ministre du Plan et d'un représentant du ministre de l'Inté-

rieur. Cette antenne devrait séjourner sur place le temps nécessaire pour étudier et proposer les réformes nécessaires dans les domaines suivants :

- adaptation des régimes administratifs et financiers en vigueur aux véritables conditions de la Guadeloupe ;
- adaptation des systèmes régissant les institutions financières, publiques ou non, en tenant compte — entre autres — d'une meilleure utilisation au profit de la région de l'épargne régionale ;
- aménagement dans la répartition et l'utilisation des masses de concours de toute nature en les orientant et les moralisant de façon, entre autres, à soutenir l'industrie locale et à privilégier la continuité et le développement de l'emploi plutôt que l'investissement stérile ;
- refonte et adaptation des systèmes régissant les importations et la distribution de façon à privilégier la production locale ;
- étude des énergies de remplacement les plus aptes à favoriser l'indépendance énergétique de la Guadeloupe ;
- plan touristique axé sur le patrimoine et les intérêts véritables de la région ;
- aménagement des règles instituant et protégeant les monopoles de pavillon ;
- orientation de l'enseignement et de la culture pour tenir compte des caractéristiques de la région et des orientations du plan ci-dessus. Organisation de la formation professionnelle ;
- stimulation de l'industrie sucrière en donnant la priorité au développement de l'industrie cannière, dégagant un concept nécessaire à la survie du patrimoine, de l'art de vivre et de la personnalité antillaise, ainsi qu'en favorisant toutes les mesures permettant le développement des industries dérivées du sucre ;
- établissement d'une politique générale dépourvue de démagogie mais assurée de réalisation pour permettre l'insertion véritable de la Basse-Terre dans les nouvelles structures de survie et de développement de la Guadeloupe ;
- examen des règles et critères selon lesquels l'État pourrait envisager d'accorder un moratoire à celles des entreprises dont l'état de faillite résulte non pas d'une mauvaise gestion ou d'une dilapidation de leur patrimoine, mais de l'inadaptation totale des systèmes en vigueur aux conditions spécifiques et saisonnières de l'industrie régionale.

Seule les conclusions d'un tel dialogue sur place permettront de préfigurer pour la Guadeloupe les bases d'une nouvelle société et d'une nouvelle citoyenneté vectrice pour les Guadeloupéens d'évolution et d'espoir.

Entre temps toutes les mesures prises en matière de décentralisation devraient avoir un caractère réversible. Plus encore il semble même souhaitable que, comme pour la Corse, toute décision en ce sens soit remise au terme de ce dialogue, lequel doit avoir pour objectif de permettre qu'existe — dans le cadre de l'appartenance à la nation française — un ensemble fort de son identité et maître des fondements de son avenir.

Pour une insertion dans la région caraïbe

L'avenir de la Guadeloupe doit être pensé sans oublier son appartenance au bassin caraïbe.

Les avantages acquis par le statut départemental, s'ils ont d'une façon certaine minoré l'initiative et la créativité des populations antillaises et compromis par leur inadaptation l'équilibre des exploitations (qui sans eux n'auraient pu exister) ont incontestablement conduit la Guadeloupe à un stade de développement des structures de base, sans rapport avec celui atteint par les autres pays de la région caraïbe (Porto-Rico excepté).

Ainsi se trouvent accrus les déséquilibres et disparités dans les moyens et les niveaux de développement existant à l'intérieur de la région caraïbe. Ceux-ci ne peuvent qu'affecter négativement l'insertion de la Guadeloupe dans la région, du fait :

- de coûts comparatifs à la production disproportionnés ;
- du déséquilibre flagrant des niveaux de vie et de développement des diverses entités régionales,
- des disparités accrues concernant l'avenir d'un ensemble régional soumis, dès lors, à un excès de pressions et d'influences contraires.

Ces phénomènes sont de nature à interdire ou à figer les échanges et apports positifs des îles développées pour leur propre insertion et pour le rééquilibrage de la région. L'on retrouve dans la région caraïbe un microcosme reproduisant les conditions négatives, les risques de tensions et l'inégalité trop flagrante des chances de développement justifiant pleinement, sur une bien plus vaste échelle, la politique Nord-Sud prônée par François Mitterrand et déjà initiée par le Ministre des relations extérieures.

Par ailleurs, les esquisses de programmes régionaux existant au niveau de la Communauté européenne, et en une moindre mesure au niveau de la CEPAL, ne portent que sur des interventions ponctuelles ou sectorielles hors de tout concept global et sans aucun rapport avec une véritable politique régionale.

Elles ne peuvent qu'être empreintes des relents d'un colonialisme bienveillant et ne sont pas de nature à permettre aux pays de la région, hors de toute pression politique, d'envisager d'évoluer à terme dans le contexte d'un nouvel ordre économique régional.

Pour ces raisons il apparaît souhaitable que soit étudiée l'opportunité de la création, soit dans le cadre d'une commission économique régionale de l'O.N.U., soit dans tout autre cadre (à définir ensemble), d'un organisme susceptible de traduire dans un concept global de la région caraïbe les principes de solidarité sur lesquels est fondée la politique du gouvernement.

La création d'un tel organisme serait de nature à réduire les tensions et les inégalités conduisant aux déséquilibres actuels de la région.

L'apport du gouvernement de la France, inspiré par des principes identiques à ceux de la doctrine Nord-Sud, serait alors d'une importance majeure. Pour les représentants des départements antillais, l'occasion existerait alors d'œuvrer utilement au développement de la région à laquelle ils appartiennent. Au total, promouvoir la Guadeloupe par la décentralisation et la décolonisation et mettre en place les moyens propres à assurer son insertion dans la caraïbe, voilà notre ambition.



LES PROPOSITIONS DE MODIFICATIONS STATUTAIRES

Le quota des femmes

Proposition de modification statutaire présentée

par **Véronique NEIERTZ**

On trouvera ci-dessous deux propositions d'amendement. La première constitue la mise en œuvre dans notre parti et sans attendre le vote de dispositions législatives, de la 47^e des 110 propositions adoptées le 24 janvier 1981 par le Congrès de Créteil ; la seconde correspond à la mise en forme statutaire des dispositions adoptées par le Comité directeur du 28 septembre 1980 en vue des élections au scrutin majoritaire. Il ne s'agit donc, dans les deux cas, que de l'incorporation aux statuts du Parti de dispositions déjà adoptées en principe et c'est pourquoi nous espérons que leur vote ne devrait pas faire de difficulté.

Première proposition : l'alinéa 1 de l'article 6 et l'alinéa 5 de l'article 49 des statuts nationaux sont modifiés comme suit :

Article 6, al. 1 : « Les élus de toutes les listes doivent obligatoirement comporter un pourcentage minimum de 30 % de femmes à tous les degrés de l'organisation (la suite sans changement). »

Article 49, al. 5 : « Les listes de candidats aux élections au scrutin de liste ou au scrutin proportionnel doivent comprendre un pourcentage minimum de 30 % de femmes uniformément distribuées dans la liste. »

Seconde proposition : entre les alinéas 5 et 6 de l'actuel article 49, ajouter l'alinéa suivant :

Article 49, al. 5 bis : « Pour les élections au scrutin majoritaire, ce quota de 30 % s'applique dès qu'il y a au moins quatre circonscriptions à pourvoir dans un même département. »

Cumul des mandats

Texte présenté par **André GIRARD** et adopté par la C.E. fédérale du 2 juillet 1981 du Puy-de-Dôme.

Le règlement intérieur du P.S., adopté par la Convention nationale des 25 et 26 novembre 1978, stipule dans son article V - paragraphe 3, qu'« au 1^{er} janvier 1980, aucun élu socialiste ne devra solliciter un mandat au-delà de deux des mandats énumérés au paragraphe 2 ». 1

Une récente circulaire nationale a confirmé cette disposition, en précisant que la situation des élus intéressés devrait être régularisée avant la fin de 1982.

La C.E. fédérale du Puy-de-Dôme se déclare pleinement d'accord avec ces résolutions dont elle souhaite une mise en pratique rapide, d'autant que l'année 1982 verra le renouvellement de la moitié des conseillers généraux français.

Dans cette perspective, elle rappelle que le même article V du règlement intérieur national déclare :

« Dans le souci de ne pas amoindrir ses positions par rapport aux autres formations politiques, le Parti déposera sur le

bureau des assemblées des propositions de loi visant à légaliser les règles de non-cumuls. »

Le vote d'une loi étant d'autant plus aisé désormais que nous sommes majoritaires, la C.E. fédérale du Puy-de-Dôme demande la mise en application de cette formalité lors de la prochaine session parlementaire, avec prise d'effet pour les cantonales de 1982.

La désignation des candidats

1 - Avant tout scrutin (national ou local) une réflexion est engagée suffisamment tôt dans toutes les instances du Parti pour que la désignation des candidats soit menée dans les meilleures conditions.

2 - Le Bureau exécutif national transmet à la Commission exécutive fédérale les observations particulières et les analyses politiques qui se sont dégagées sur le scrutin considéré (représentation socio-professionnelle, quota féminin, etc.).

3 - Chaque fédération prend en compte ces indications et les adapte à sa situation propre.

La C.E.F. fait connaître aux militants l'analyse politique qui en découle et lance l'appel à la candidature.

Les candidatures à la candidature sont examinées par la C.E.F. qui les classe selon un ordre préférentiel.

Les propositions de candidatures sont soumises au vote des militants.

4 - Une convention fédérale ratifie les candidatures.

5 - La Convention nationale investit les candidats du Parti.

6 - Par assimilation, cette procédure est transposée au niveau fédéral pour les élections cantonales, au niveau régional pour les élections régionales.

Modifications proposées par **Jacques CALMON**, Premier Secrétaire de la Corrèze et **Michel DEBOUT**, Premier Secrétaire de la Loire.

Articles 22 et 23

Suppression et modifications proposées par **René SOUM**, Premier Secrétaire des Pyrénées-Orientales et **Bernard FERRAND**, Premier Secrétaire de l'Aveyron.

L'article 22 des statuts est supprimé.

L'article 23 des statuts est ainsi remplacé :

« La Commission exécutive régionale a pour objet de déterminer la politique du Parti au niveau de la région, et de travailler à son application avec le groupe socialiste du Conseil régional.

Chaque fédération est représentée à la Commission exécutive régionale par une délégation élue à la proportionnelle par sa Commission exécutive fédérale.

L'effectif de cette délégation est fonction des effectifs de la fédération, selon le tableau ci-après :

- Pour toute fédération : quatre représentants.
- De 5 à 500 adhérents : un représentant supplémentaire.
- De 501 à 750 adhérents : un représentant supplémentaire.
- De 751 à 1 000 adhérents : un représentant supplémentaire.
- De 1 001 à 1 500 adhérents : un représentant supplémentaire.
- De 1 501 à 2 000 adhérents : un représentant supplémentaire.
- Par tranche supplémentaire de 1 000 adhérents, ou par fraction de 1 000 supérieure à 500 : un représentant supplémentaire.

La Commission exécutive régionale peut élire en son sein un bureau représentatif. Elle est réunie et ses décisions sont exécutées par un secrétaire régional qu'elle élit dans son sein et qui peut déléguer une partie de ses responsabilités. Elle ne peut être un écran entre l'échelon national du Parti et la fédération, instance normale de fonctionnement décentralisé du parti.

« **Conservé de l'article 23.** Chaque fédération reste souveraine pour l'application de la politique du parti dans la limite des statuts nationaux. »

Article 24

Article 24 des statuts : La direction du Parti appartient au Parti lui-même, c'est-à-dire au congrès national qui se réunit tous les trois ans.

Proposition présentée par **Alain COQUARD**, Premier Secrétaire de l'Ain et **Yannick BODIN**, Premier Secrétaire de la Seine-et-Marne.

Article 34

Proposition présentée par **Bernard FERRAND**, Premier secrétaire de l'Aveyron, **Yannick BODIN**, Premier Secrétaire de Seine-et-Marne et **Alain COQUARD**, Premier Secrétaire de l'Ain.

Article 34 des statuts : « Le Comité directeur est composé de cent trente-et-un membres titulaires de vingt-six suppléants élus dans les conditions prévues à l'article 5 tous les deux ans et de deux représentants nationaux, avec voix consultative pour chacun des organismes prévus aux articles 33, 43, 45, 46. Le président de la Commission nationale de contrôle et le président de la Commission nationale des conflits assistent avec voix consultative aux réunions du Comité directeur.

Au cas où le Comité directeur, élu à l'issue du congrès, ne comprend pas de membre issu d'une fédération donnée, cette dernière a droit à un délégué disposant d'une voix consultative.



Article 49

Proposition présentée par **Michel FRANCAIX**, Premier secrétaire fédéral de l'Oise.

Article 49 des statuts nationaux du Parti; rajout paragraphe 3 :

« Le candidat à la présidence du Conseil général sera désigné après avis conforme du Bureau exécutif fédéral ».

Article 51

Article 51 des statuts (modification) : Tout candidat du Parti prend par écrit, avant la ratification de la candidature, l'engagement d'honneur de remettre sa démission au président de l'Assemblée, à laquelle il appartient si, après avoir été élu, il quitte le Parti pour une cause quelconque.

Modification proposée par **Michel FRANCAIX**, Premier Secrétaire de l'Oise et **Jacques CALMON**, Premier Secrétaire de la Corrèze.

Article 57

Modification proposée par **Bernard FERRAND**, Premier Secrétaire de l'Aveyron, **Michel FRANCAIX**, Premier Secrétaire de l'Oise et **Jacques CALMON**, Premier Secrétaire de la Corrèze.

Article 57 des statuts : (modification) : Dans les communes, les départements et les régions, les conseillers socialistes locaux, départementaux, régionaux, de toutes les collectivités locales et des établissements publics, doivent former, dans l'assemblée dont ils sont membres, un groupe distinct de toutes les autres fractions politiques et ils doivent, en toutes circonstances, respecter la règle de l'unité de vote de leur groupe.

En cas d'infraction à cette règle, ils peuvent être traduits devant la Commission des conflits de leur fédération par les soins des sections ou de la fédération intéressées.

Le Premier Secrétaire du Parti de l'échelon correspondant participe de droit aux réunions du groupe socialiste.

Ils doivent, d'autre part, adhérer à la Fédération nationale des élus socialistes et républicains.

Désignation du Comité directeur

Modification présentée par **Jean RUMEAU**, 1^{er} secrétaire fédéral de Lot-et-Garonne.

Les statuts et règlement du Parti seront modifiés de telle sorte que la composition du Comité directeur s'élaborer en deux temps :

- 1 - Chaque Congrès fédéral élit un membre du Comité directeur.
- 2 - Les résultats nationaux des motions étant connus, la proportionnelle des courants est rétablie par élection, lors du Congrès national, d'un

deuxième contingent de membres du Comité directeur, élus sur des listes nationales présentées par les Conférences nationales de motion.

Exemple : Soit un Comité directeur de 150 membres. Les motions nationales ont obtenu :

Motion X = 50 %.

Motion Y = 30 %.

Motion Z = 20 %.

La composition finale du Comité directeur devra donc être :

Motion X = 75 membres.

Motion Y = 45 membres.

Motion Z = 30 membres.

150

Supposons que les 95 Congrès fédéraux ayant désigné chacun leur représentant(e) au Comité directeur, cela correspond à la répartition suivante :

Motion X = 57 membres (soit 60 %).

Motion Y = 25 membres (soit 26,3 %).

Motion Z = 13 membres (soit 13,7 %).

Il reste donc au Congrès national à désigner 55 membres sur les listes nationales de courant, soit :

Motion X = 75 - 57 membres = 18 membres.

Motion Y = 45 - 25 membres = 20 membres.

Motion Z = 30 - 13 membres = 17 membres.

Chacune des motions ayant l'obligation de rétablir dans ce deuxième contingent, le quota de femmes pour ce qui la concerne.

Ainsi le Comité directeur aurait une composition rigoureusement **proportionnelle** au résultat des motions, tout en ayant **au moins un représentant par fédération**. Il est souhaitable que chaque fédération désigne déjà, lors du prochain Congrès fédéral son candidat au Comité directeur, pour le cas où cette modification serait adoptée par le Congrès national et où il déciderait qu'elle devient immédiatement exécutoire. Ce qui n'empêche nullement, bien entendu, d'autres camarades d'être candidat(es) sur la liste nationale de leur propre motion, comme dans le système actuel, pour la désignation des 55 membres du deuxième contingent.

Les fédérations sans élu parlementaire

Proposition présentée par **Ange PANTALONI**, Premier secrétaire fédéral de la Corse du Sud.

La fédération de la Corse du Sud demande que le Parti mette à sa disposition ainsi qu'à celle de toutes les fédérations qui, comme elle, n'ont eu aucun élu lors des dernières législatives, des moyens matériels et financiers spéciaux et exceptionnels qui puissent leur permettre de répondre au nombreux courrier qui leur parvient de tous leurs concitoyens qui les considèrent, dorénavant, comme l'intermédiaire naturel entre eux et le gouvernement et les pouvoirs publics. Le tri et le trai-

tement de ces demandes d'intervention entraînent pour le secrétariat fédéral un surcroît de travail et de dépenses qui sont, pour l'instant, impossibles à assumer.

Proposition présentée par **Louis EYRAUD**, Premier secrétaire fédéral de la Haute-Loire, et **Bernard FERRAND**, Premier secrétaire fédéral de l'Aveyron.

Les structures financières et humaines doivent être renforcées pour les fédérations sans élu parlementaire. Quelques fédérations agissant sur un électorat très marqué à droite doivent faire face aujourd'hui à une situation administrative et politique particulièrement délicate.

En effet, sans parlementaire et avec des moyens financiers modestes, elles sont dans l'obligation de jouer le rôle de relai entre d'une part l'État et de nombreuses administrations, d'autre part des particuliers, personnes physiques ou morales. Les interventions, nécessaires lorsqu'on est le principal parti de la majorité présidentielle, absorbent une partie de l'effort militant. Afin d'être efficace et de donner à ces fédérations le pouvoir de faire évoluer l'opinion, nous proposons que le Parti fasse porter son effort financier (péréquation) et humain (assistants parlementaires, permanents politiques) en priorité dans les départements concernés (une dizaine).

Il ne faut pas oublier que cette demande trouve aussi son impérieuse nécessité dans la loi sur la décentralisation qui, inévitablement, renforce les pouvoirs locaux en place, et par voie de conséquence, les orientations politiques desdits pouvoirs locaux. Notre parti se doit donc dans un esprit de solidarité active, de renforcer les maillons faibles de son organisation.

Directeur politique : Lionel Jospin

Rédacteurs en chef :

Paul Quilès - Françoise Seligmann

Secrétariat de rédaction :

Mario de Ambris - Jean-Pierre Moulins

Administration : Société Editrice -

S.a.r.l. « Le Poing et la Rose »

12, cité Malesherbes, 75009 Paris

N° C.P.P.P. 53 321

Comité de rédaction :

Collaboration permanente des

secrétaires nationaux

Imprimerie L'Avenir Graphique

325, rue de Charenton

75012 Paris - Tél. : 341-71-71

Changement d'adresse

Adresser la dernière bande-journal avec votre nouvelle adresse à votre fédération, à l'attention du responsable Fichier. Celui-ci transmettra. Merci.



LES SECTEURS D'INTERVENTION

Assurer une réelle présence dans l'entreprise

Des progrès, des réussites mais qui ne sont pas à la hauteur des enjeux

Par le G.S.E. national des P.T.T.

Depuis le Congrès d'Epinay, le problème de la présence du Parti socialiste dans les entreprises se pose et se repose. Malgré un progrès certain et une présence dans des secteurs importants, malgré le dévouement de militants de plus en plus nombreux, on est bien obligé de constater que notre organisation au niveau des entreprises est loin d'être à la hauteur des enjeux de la période actuelle, ni à la hauteur des possibilités ouvertes par l'élection présidentielle.

Pour assumer ces enjeux, des effectifs organisés sont nécessaires qui soient :

- capables d'intervenir rapidement, continuellement ;
- capables de débattre avec les autres organisations politiques présentes : P.C.F., organisations d'extrême-gauche ;
- capables de combattre l'idéologie de la droite véhiculée par ses journaux d'entreprises, par les interventions directes du patronat, par l'imprégnation idéologique subie par les travailleurs à travers la presse, la télévision et le milieu familial ;
- capables d'apporter les explications du Parti socialiste sur tous les problèmes politiques, ceux qui concernent directement l'entreprise, mais aussi les autres ;
- capables, dans la période actuelle, d'être le lien entre les aspirations des travailleurs (leurs problèmes, leur place dans la société, l'utilité de leur travail, leur aspiration à maîtriser non seulement leur travail mais aussi le produit de celui-ci), la politique définie par le Parti qui insère sa réflexion dans une analyse plus globale de la société et la politique gouvernementale qui définit ce qui est possible étant donné les grands choix gouvernementaux et la situation économique.

Après sept ans d'anesthésie giscardienne, après le rejet de la politique consécutif aux divisions de la Gauche et à la défaite de 1978, quel changement, quels espoirs pour le Parti socialiste, mais aussi quelle responsabilité !

Bien qu'aujourd'hui l'« état de grâce » soit particulièrement important parmi les travailleurs, nous sommes bien obligés de constater que, malgré le dévouement de beaucoup de camarades, malgré des moyens en constante augmentation, malgré l'expérience acquise par certains groupes ou sections, nous risquons d'être dépassés au cours des événements à venir.

Les défauts de notre Parti au niveau de l'organisation, de l'information, de la formation, préjudiciables à notre efficacité en général, ont des conséquences plus graves au niveau des sections d'entreprises car l'armature qui existe au niveau des sections locales (moyens de duplication, local, relais avec les municipalités, militants informés de la vie politique et de la vie du Parti) est pratiquement inexistante au niveau des sections d'entrepri-

ses. Autre problème : la discussion politique dans l'entreprise se situe non seulement au niveau des idées générales mais aussi au niveau des problèmes concrets — S.M.I.C., augmentation des salaires, des prix, mesures sur le chômage, conditions de travail, etc. — qui nécessitent une culture politique plus complète et plus concrète.

Les objectifs

Les résultats, tant de l'élection présidentielle que des élections législatives, nous imposent des obligations. Le Parti socialiste assume la responsabilité principale du changement. C'est vers ses militants que les travailleurs se tournent pour connaître la politique du gouvernement. C'est à ceux qu'ils font part de leurs espoirs, de leurs craintes mais aussi de leurs critiques. Il est nécessaire qu'ils aient en face d'eux quelqu'un de bien informé, ayant intégré complètement les acquis du Parti socialiste, ayant suffisamment réfléchi pour apporter les réponses qui feront de ce travailleur qui l'interroge, non pas un être passif plus ou moins inquiet mais un acteur du changement nécessaire.

A travers cette immense responsabilité qui pèse sur les épaules de tous les militants du Parti socialiste, mais plus particulièrement ceux du secteur entreprise, plusieurs objectifs doivent être pris en compte par le Parti :

1° Faire de l'implantation du Parti dans les entreprises un objectif politique de tout le Parti. Pour cela, prévoir des conventions fédérales, puis nationales, qui auraient ce point à l'ordre du jour en fixant à chaque structure du Parti des objectifs à atteindre. Des réunions d'élus municipaux au niveau des sections, des élus départementaux et nationaux au niveau des fédérations, des élus nationaux au niveau national, devraient se saisir de ce sujet dans des réunions spécifiques ou dans le cadre de la Convention nationale définie plus haut.

A toutes ces réunions de travail, devraient être associés tous les militants ayant effectivement une activité au niveau de l'entreprise.

2° Instaurer dans tout le Parti un débat sur le rôle des sections d'entreprises, le rôle des G.S.E. nationaux vis-à-vis des organisations syndicales, vis-à-vis du Parti dans son ensemble, vis-à-vis du gouvernement.

Ces structures ne doivent pas être de super-organisations syndicales, ni se contenter d'être le porte-parole du Parti ou du gouvernement. Ils ont un rôle d'éducation politique, de mobilisation des travailleurs autour des thèmes du Parti socialiste, d'association des travailleurs à la politique gouvernementale (expliquer le pourquoi de telles ou telles mesures, les problèmes que cela pose, etc.), de relais entre les aspirations des travailleurs et le Parti.

3° Mobiliser tous nos militants et les fédérations. Il faut multiplier les sections et les groupes socialistes. Pour cela, il faut multiplier d'abord, dans nos rangs, les militants en entreprise. Un camarade qui quitte une section locale pour militer en entreprise accroît la richesse du Parti. Des réunions au niveau fédéral par branches d'activité auraient pour but de mettre en contact les militants d'une même branche, de mettre en place des G.S.E. fédéraux qui établiraient des plans d'action sous le contrôle de la fédération.

Régulièrement, les premiers secrétaires fédéraux devraient fournir un bilan de l'activité de leur fédération dans ce secteur, en montrant les acquis, les moyens mis en œuvre, les difficultés rencontrées, les aides nécessaires.

Seule une action méthodique de toutes les instances du Parti nous permettra de créer les sections d'entreprise indispensables à la réalisation du changement.

Nous avons la chance historique d'avoir réuni autour des propositions du Parti socialiste, l'ensemble des forces sociales du front de classe. Une majorité d'ouvriers, de travailleurs nous ont fait confiance. Par notre composition, nous devons devenir leur parti. Plus que gérer un acquis électoral, nous devons nous donner les moyens de consolider cet acquis et le transformer en adhésion au Parti socialiste.

Ce sont les travailleurs les plus exploités, les plus aliénés qui seront les plus difficiles à convaincre. Voilà une raison supplémentaire pour engager dans cette bataille toutes nos forces et nos meilleurs militants.

4° Privilégier la création de sections d'entreprise. Dans une section d'entreprise, le militant consacre l'essentiel de son militantisme au niveau de l'entreprise. Dans un groupe socialiste, son action est simplement un prolongement de son activité militante au niveau de sa section locale. D'où une capacité moins grande d'intervention, de disponibilité, d'association des travailleurs.

Il sera nécessaire d'assurer une liaison sur un plan de stricte égalité entre les sections locales et les sections d'entreprise. Il ne peut y avoir deux partis, mais les camarades des sections d'entreprise sont des militants ayant les mêmes droits que les autres et, par conséquent, les mêmes devoirs vis-à-vis du Parti et de ses instances dirigeantes (comités de section, fédération, Comité directeur). Il ne doit pas y avoir deux sortes de section : une concernant les sections locales ayant la légitimité électorale et les autres — sections d'entreprise —

5° Assurer la formation des militants entreprise. La priorité d'accès à l'Ecole du socialisme devra être obligatoirement donnée aux militants



des sections d'entreprise, en tenant compte de leur situation professionnelle et en privilégiant les ouvriers et les employés. Cette priorité se fera tant au niveau du recrutement que des conditions matérielles (remboursement plafonné des salaires, utilisation des congés formation, prise en charge du déplacement et des frais annexes pour les plus démunis). L'heure est venue de faire accéder à des postes de responsabilité — à tous les niveaux — des militants du secteur entreprise. Pour cela, il faut leur donner les moyens de les exercer, afin de ne pas en faire des otages.

6° Faire des militants d'entreprises des militants à part entière ayant les mêmes droits reconnus par les fédérations ; ayant accès à toutes les instances du Parti ; pouvant participer à toutes les désignations de candidats du Parti ; pouvant avec les mêmes chances de succès que les militants des sections locales, faire acte de candidature.

Le Parti devra veiller, par une application stricte des statuts, à ce que les militants entreprise soient associés à la désignation de tous les élus, qu'ils puissent faire acte de candidature et leur donner les moyens de se faire connaître des militants de sections locales plus importantes en adhérents que les sections d'entreprise.

Le Parti devra régler statutairement la participation des militants entreprises à la désignation des candidats aux élections municipales :

- soit faire voter les militants des sections d'entreprise dans leur localité d'habitation et pour cela veiller à ce qu'ils soient convoqués aux réunions de désignation ;
- soit les faire voter dans la localité, lieu d'implantation de leur section.

Le Parti devra supprimer, pour les militants de sections d'entreprise, l'obligation s'ils sont élus d'être adhérents d'une section locale de leur circonscription, bien qu'ils doivent, dans l'exercice de leur mandat, rendre compte de leur activité devant toutes les sections.

7° Mettre en place un véritable secrétariat entreprise. L'expérience d'après le Congrès de Metz doit être poursuivie et amplifiée. Un secrétaire aidé de secrétaires adjoints devraient assurer et assumer la responsabilité de l'ensemble de ce secteur. Pour cela, ils ne doivent être investis que de cette seule responsabilité, disposer d'un budget représentant 25 % du budget d'intervention du Parti, de permanents en nombre suffisant et ayant une expérience concrète du travail en entreprise.

8° Un permanent entreprise dans les fédérations. Sous la responsabilité du secrétariat fédéral et du secrétaire fédéral entreprise, les fédérations devraient spécialiser un de leurs permanents à l'implantation du Parti dans les entreprises. Pour celles qui n'ont pas les moyens suffisants, prévoir un permanent à temps partiel.

Voilà des mesures indispensables pour assurer une mobilisation de tout le Parti, de tous ses militants pour l'implanter dans les entreprises.

La force du capitalisme est de nous avoir contraints à nous adresser tour à tour au travailleur, au citoyen, au consommateur. En nous adressant qu'à une partie de l'individu suivant l'intérêt du moment, nous progressons, certes, mais nous n'y gagnons que rarement une véritable conscience de classe s'appuyant sur la force de conviction que donne la perception de la logique d'ensemble du système.

La grande ambition des socialistes en cette fin de siècle doit être de réconcilier en chaque individu le citoyen et le travailleur.

Comment ne pas voir que derrière cet enjeu se camouflent toutes nos difficultés ? Si la Révolution de 1789 nous a amené la démocratie bourgeoise, d'ailleurs de plus en plus formelle, une de ses conséquences et non des moindres, est de cantonner la vie politique à la vie de la cité et d'avoir réussi ce tour de passe-passe assez fantastique : la séparation, tout à fait artificielle mais profondément vécue par tous y compris nous-mêmes, en deux de chaque individu. Le citoyen d'un côté qui dispose du droit de réunion, d'association, d'aller et de venir, de s'organiser et de faire connaître de temps en temps, par le vote, ses choix.

A un autre moment, le même individu, lorsqu'il est au travail, voit la démocratie la plus élémentaire s'arrêter aux portes de l'entreprise, et il n'est plus rien qu'un pion, qu'un rouage — d'ailleurs de moins en moins fondamental — dans le processus de production.

Qui ne voit aussi que, derrière cette déchirure artificielle entre le citoyen et le travailleur, se dessine toute l'histoire du mouvement ouvrier et ses conséquences, vécue jusqu'à aujourd'hui. Les partis s'occupent de la cité, les syndicats de l'entreprise. Aussi schématique qu'en soit l'énoncé, cette situation n'est-elle pas globalement celle vécue aujourd'hui ? Ne nous pose-t-elle pas question sur la conception que nous devons avoir des rapports partis-syndicats ?

N'est-ce pas ce constat qui explique aussi la réticence de beaucoup dans notre Parti à accepter la création des sections d'entreprises et à leur préférer — sinon imposer — des G.S.E. ? Y aurait-il donc d'un côté une activité politique noble s'exerçant dans les sections locales, c'est-à-dire sur la cité et, de l'autre, une activité politique — certes reconnue nécessaire, mais pas indispensable — où il suffirait d'être de super-syndicalistes et de faire de l'agitation-propagande se concrétisant en vote au bon moment.

Au cœur de notre Projet, il y a l'exigence démocratique qui est la réponse au double défi d'aujourd'hui, celui de la sortie de la crise et celui des libertés. C'est ce qu'attendent les travailleurs pour être avec nous dans la longue marche vers la démocratie.

Mais l'exigence démocratique aujourd'hui — et il s'agit d'en avoir pleinement conscience — c'est, bien sûr, préserver et amplifier la démocratie politique mais c'est, surtout, conquérir la démocratie économique pour atteindre la démocratie sociale, c'est-à-dire toute la démocratie.

C'est cela réconcilier en chaque individu le citoyen et le travailleur, afin que le parti marche sur ses deux jambes : la cité et l'entreprise — et tout le monde sait bien de quel côté doit porter l'effort pour éviter d'être bancal avant que d'être infirme.

Oui, décidément, c'est dans l'entreprise que se gagnera la bataille politique.

Pour une action prioritaire en direction des jeunes

Par Cyrille-Robert BROUX (délégué national du M.J.S.)

Chaque congrès souligne, tant par ses textes que lors de ses débats, la nécessité pour le Parti d'avoir une action spécifique sur les problèmes des jeunes. Le changement politique qui est survenu récemment, la confiance d'une majorité de Français et de Françaises en ce que nous représentons, rendent cette nécessité plus impérieuse qu'auparavant.

Suite aux victoires électorales derrière François Mitterrand, de nombreux commentaires et analyses ont été écrits, mettant en évidence la place prise par la jeunesse dans son ensemble, dans ce grand mouvement. Les sondages post-électorales ont clairement montré l'adhésion massive des moins de vingt-cinq ans au courant socialiste. En effet, si 22 % des 18 à 24 ans ont déclaré avoir voté pour nous au premier tour des présidentielles, leur pourcentage a doublé lors du premier tour des législatives, atteignant 44 %.

Ainsi depuis ces élections, chaque jour nous apporte la preuve que les jeunes veulent croire à notre action, et placent tout leur espoir, pour l'avenir, dans la direction socialiste du pays. Des lycéens, des étudiants, des jeunes travailleurs, qui auparavant refusaient de s'associer aux mouvements politiques, prennent contact avec le Parti ou le M.J.S. pour participer à la transformation de la société, à l'avenir que nous leur proposons.

Face à l'engagement des jeunes pour nos idées, nos combats, nous avons une responsabilité accrue. L'adhésion des jeunes se fonde plus sur une relation affective, que sur un engagement réfléchi.

Ainsi, si nous ne savons pas répondre aux aspirations de ces jeunes nous risquons à terme de nous couper de toute une génération qui, déçue, se positionnera contre ce que nous représentons, et il ne nous sera plus possible de les rallier à notre cause.

Pour le Parti, répondre aux aspirations des jeunes signifie appuyer une politique pour leur insertion dans la société, mais surtout au sein du Parti, prendre en compte leurs problèmes et leurs demandes dans tous les secteurs.

Certes, les jeunes ne forment pas une classe sociale proprement dite, et dans la tranche d'âge de 15 à 25 ans on retrouve les inégalités générales de la société. La politique des gouvernements passés a eu pour effet de les marginaliser au sein de la société, mais avec pour conséquences directes la création de problèmes spécifiques aux jeunes, et le fait de les unifier. Sur ce constat, les textes et rapports ne manquent pas, montrant le rejet ou la révolte d'une majorité de jeunes au chômage, de jeunes effectuant leur service national, de jeunes face à l'incompréhension et l'inadaptation croissante des structures scolaires et universitaires.

Maintenant pour nous il faut agir.

L'insertion des jeunes dans la société doit passer avant tout par la responsabilisation de ceux-ci. Il faut ouvrir les structures organisationnelles et institutionnelles — surtout au niveau local — à la participation des jeunes. La régionalisation, entre-



prise par le gouvernement, doit être pour nous l'occasion, au sein de cette nouvelle structure territoriale, de favoriser et inciter l'expression des jeunes, le soutien aux cultures régionales en étant un des moyens privilégiés.

Pour les jeunes travailleurs, l'élément principal est bien sûr, de résoudre le problème du premier emploi, généralement difficile à trouver dans des conditions normales ; un autre élément extrêmement important est la mesure que nous proposons, ouvrir l'accès aux élections professionnelles à 16 ans ; cependant elle doit être accompagnée d'une information et d'une explication suffisante tant en direction des jeunes que des adultes, afin que cela passe dans les faits et éviter que cela ne reste une simple possibilité de plus, donnée aux jeunes.

Pour les appelés, admettre au sein des armées une démocratisation dans la vie interne, et une ouverture sur la vie civile, par la levée des interdictions pour certains journaux, affectations plus rapprochées du domicile par exemple.

Dans les lycées, la participation des lycéens doit être admise dans tous les conseils d'administration et de gestion avec voix délibérative, ainsi que dans les conseils et conférences, pour le contenu des cours. De même dans les universités, de nouvelles dispositions devront être proposées pour donner aux étudiants toute leur place.

Ils ne faut pas se méprendre sur les intentions des jeunes, s'ils veulent participer à ces différentes

instances, ils refusent de servir d'alibi ou de caution démocratique.

Etre un citoyen adulte et responsable, ne s'improvise pas à partir du jour où l'on atteint l'âge dit « adulte ». Nous avons souvent affirmé que nous voulions le pouvoir pour le restituer aux Français(es). Si nous voulons que les générations futures soient aptes à recevoir ce pouvoir, leur pouvoir social, il faut les former. La tâche de l'école est dans ce domaine fondamental. Administrer, gérer, participer à une société, à quelque niveau que ce soit, cela s'apprend certes sur un plan théorique, au niveau du traitement de l'information, mais surtout par une pratique quotidienne et par une information complète sur tous les problèmes. Une mission nouvelle doit être assignée à l'école. Le cerveau de l'enfant ne doit plus être considéré comme une machine à enregistrer les connaissances du passé et du présent, mais comme l'unique outil donné à l'enfant pour appréhender et traiter les problèmes du présent et du futur. La formation doit se faire, certes, sur le passé mais avec pour unique objectif l'avenir.

Le Parti socialiste, dans cette orientation, comme force de proposition, a un rôle primordial à tenir. La nécessité, d'avoir une activité spécifique en direction et au sein de la jeunesse, implique une réelle volonté politique de notre part à promouvoir les jeunes à travers tous les secteurs d'intervention et principalement le secteur jeunesse avec le M.J.S.

Depuis le congrès de Metz, nous avons fait preuve d'une profonde détermination pour développer les secteurs éminemment prioritaires, tel le secteur entreprise, la lutte des femmes... et les résultats de notre action, sans qu'elle soit pour autant arrivée à son terme, sont extrêmement positifs.

Nous devons, dans les prochaines années, employer la même détermination pour développer notre audience chez les jeunes. Chacun des secteurs, dans leurs domaines respectifs, doivent s'interroger, étudier, proposer des mesures pour la formation, l'intégration, l'installation, la participation des jeunes dans la société.

Il ne servirait à rien de se contenter de simples déclarations de principe, ou de proposer des mesures, que je n'hésiterais pas à qualifier de gadgets car suivies d'aucune possibilité d'application, du fait de la pesanteur sociale laissée sans remède. Nous mêmes, proposons des mesures soient éligibles à partir de 18 ans ; combien d'élus socialistes ont moins de 30 ans ?

Le M.J.S., dans cette action, a une fonction primordiale à assurer, par sa structure, son organisation particulièrement adaptée, il pourra s'adresser, encadrer les jeunes, mais surtout diffuser les propositions, et les idées socialistes. Encore faut-il, qu'on leur en donne les moyens !

Il a souvent été souligné que le P.S. est un parti jeune. Si l'on veut que cela demeure, c'est aujourd'hui que nous devons nous associer les jeunes, demain il sera trop tard.

Pour un puissant mouvement de la jeunesse au service du Parti

Contribution présentée par **Marc ABADIE** (délégué national du M.J.S.) ; **Solange BLAIS** (membre de la Commission nationale) ; **Jean-Pierre DREYFUS** (délégué national du M.J.S.) ; **Daniel KURY** (membre de la Commission nationale) ; **Didier LALLEMENT** (membre de la Commission nationale) ; **Denis OLIVENNES** (membre de la Commission nationale) ; **Rémy SCHWARTZ** (membre de la Commission nationale).

I - Le 10 mai, symbole et réalité

François Mitterrand déclarait, le soir de son élection : « cette victoire est d'abord celle des forces de la jeunesse, des forces du travail, des forces de la création, des forces du renouveau ».

La jeunesse avait pesé d'un poids décisif dans la victoire des socialistes, souvent à l'étonnement des observateurs.

Les jeunes ont été les grandes victimes de la politique économique, sociale et culturelle de Valéry Giscard d'Estaing (un chômeur sur deux aujourd'hui moins de 25 ans). Accompagnant l'action économique, la diffusion de masse d'un discours, celui de l'apolitisme et de l'individualisme, anesthésiait ce qui avait pu constituer une masse turbulente et contestataire, un écueil politique épris de justice et de liberté, de solidarité nationale et internationale.

Si la contestation ne prenait plus ses formes traditionnelles, elle n'en existait pas moins, individualisée certes, mais toute prête à renouer avec l'espoir du changement et sa réalisation dans le combat.

Les socialistes, en offrant une alternative cohérente, la perspective d'un changement réel, ont su cristalliser cette contestation éclatée et rarement formulée en termes politiques.

Il est cependant essentiel de comprendre que les jeunes Français, qui ont manifesté leur joie, avec éclat, le soir du 10 mai, étaient le plus souvent ignorants de nos propositions. Certains d'entre eux n'avaient sans doute même pas voté, mais la

victoire de François Mitterrand était, pour eux, un choc symbolique, l'expression de leur désir absolu autant que confus de « changement » et de « libération ».

Nous devons répondre à cette immense attente, car cette force, si elle était déçue, pourrait demain se poser, avec la même ferveur qu'elle a montrée dans l'enthousiasme, comme un obstacle sur notre chemin.

La jeunesse trouve en effet son identité au-delà des divisions de classes, qui la traversent comme elles traversent tout le bloc social, dans son opposition aux institutions (écoles, armée, famille, etc.) qu'elle vit comme oppressives. Or, aujourd'hui, incarnant l'Etat, nous incarnons aussi, à différents degrés, ces institutions. Si nous avons la capacité de les transformer en associant à cette transformation ceux qui en souffrent, nous réussirons à gagner la jeunesse au combat que nous menons. Si, par contre, nous n'y parvenons pas, cette jeunesse identifiera, dans la déception, les socialistes et l'Etat.

Il nous faut donc favoriser la découverte de l'identité collective, de la jeunesse, écouter ses revendications, favoriser sa prise de responsabilité dans la vie sociale.

Nécessaire, au changement, nous devons faire en sorte que la jeunesse ait les moyens politiques de se retrouver dans nos propositions, adhère à notre projet et que cette force grandie soit une force nouvelle dans le processus de transition que nous entamons.

Pour y parvenir, il faut à la fois répondre aux aspirations essentielles des jeunes et se doter d'un instrument efficace d'intervention parmi eux. Pen-

ser, en somme, une politique cohérente et conséquente au niveau gouvernemental et améliorée, dans le même temps, de manière importante, le rapport entre le Parti socialiste et la jeunesse.

II - L'action gouvernementale

Le gouvernement ne peut se contenter de toucher la jeunesse par le biais de mesures économiques générales (lutte contre le chômage, 35 heures, etc.) ou spécifiques (aide aux jeunes chômeurs), même si elles sont absolument nécessaires. Il faut reconnaître à la jeunesse son unité, s'adresser à elle dans son ensemble, reconnaître ses aspirations sociales et culturelles. Nous devons accréditer l'idée qu'il existe en France une jeunesse à qui l'on peut donner les moyens de sa responsabilité et de son destin. Pour ce faire, il lui faut concevoir une **politique d'ensemble**, fondée sur les axes principaux que sont le droit à l'emploi, le droit à la formation, le droit à la culture et aux loisirs, le droit au contrôle.

1) Le droit à l'emploi

C'est l'un des traits fondamentaux de la nouvelle politique engagée le 10 mai. Un intérêt tout particulier doit être accordé à l'emploi des jeunes, sur le plan quantitatif avec la marche vers le plein emploi, sur le plan qualitatif, par une réflexion sur la façon de travailler autrement, en respectant à la fois les impératifs économiques et le désir des jeunes d'un travail plus motivant, moins monotone.



2) Le droit à la formation

La démocratisation de l'enseignement, dans son recrutement comme dans son fonctionnement, la mise en relation des problèmes de formation professionnelle et d'éducation nationale, l'articulation entre les formations et la planification, doivent être les instruments d'une réduction de l'inégalité devant la formation et de la coupure entre les formations et la vie.

3) Le droit à la culture et aux loisirs

L'extension du temps libre doit s'accompagner d'une prise en compte des spécificités culturelles de la jeunesse, lui donner ses lieux — et la responsabilité de ses lieux — où elle pourra se retrouver et s'exprimer, lui en donner aussi les moyens financiers, favoriser la création artistique des jeunes, démocratiser les loisirs, sont autant d'éléments nécessaires à une meilleure intégration sociale des jeunes dans le respect de leur différence.

Comme aussi une plus juste répartition de l'information : sur tous les problèmes (politiques, économiques, sociaux, culturels), les jeunes doivent pouvoir s'informer, soit sur les lieux d'enseignement, soit sur leurs points de rencontres spécifiques (M.J.C., etc.). Il convient enfin d'offrir une place pour les organisations de jeunesse dans les médias.

4) Le droit au contrôle

Sans doute est-ce là la pierre angulaire d'une politique gouvernementale conséquente et cohérente pour la jeunesse. Au lycée, à l'Université, à l'usine, au bureau, à l'armée, mais encore dans la cité, il est essentiel que la jeunesse puisse exprimer son avis et contrôler sa vie. Ce droit de contrôle, c'est l'expression même de notre volonté autogestionnaire. Ce sera demain le symbole de l'adhésion des jeunes à notre Projet, de leur soutien actif au changement.

Dans l'armée, particulièrement, il faut donner au jeune appelé les moyens de contrôler sa vie quotidienne et de retrouver sa dignité. Une représentation des appelés dans des commissions paritaires élues, prenant des décisions sur la vie de l'unité, doit être mise en place. Cette consultation nécessaire doit être articulée avec une transformation en profondeur du service national telle que les socialistes l'ont déjà suggérée dans les propositions de loi déposées à l'Assemblée nationale.

III - Le mouvement de la jeunesse socialiste

La Convention Jeunesse du Parti socialiste, réunie en mai 80 à Créteil, a marqué la volonté politique du Parti de retrouver une organisation de jeunesse démocratique implantée et influente et a permis, ainsi, la renaissance du mouvement de la Jeunesse socialiste.

Celui-ci présente cependant encore bien des carences, bien des faiblesses, même si le travail accompli, en un an, peut être souligné.

Absorbé par sa reconstruction, portant encore les séquelles des luttes intestines d'hier, souffrant de la méfiance d'un certain nombre de militants et de responsables du Parti, le M.J.S. n'a pas été toujours à la hauteur de sa tâche. A présent que cette tâche s'est grandement étendue, il ne faut plus que cette situation demeure. Il est important et urgent d'y remédier. Il convient donc de prendre conscience, tous ensemble, de la nécessité politique d'un mouvement de jeunesse fort et responsable. Il est important que les sections, les fédérations et les responsables nationaux du Parti appuient avec détermination la constitution et le développement du M.J.S.

Il est également nécessaire que le M.J.S. soit associé aux décisions et aux initiatives du Parti, sur les sujets qui le touchent et que sa consultation devienne une pratique courante.

Nous devons combattre tous ensemble les réflexes de méfiance qui existent encore à l'égard des jeunes socialistes dans le Parti. Le M.J.S. est partie intégrante du Parti socialiste. Il ne fait que développer auprès des jeunes la ligne politique du Parti.

Mais pour intervenir efficacement dans la jeunesse, encore faut-il que le M.J.S. ait à sa disposition des moyens politiques et matériels. Nous proposons qu'il puisse tenir, comme le fait le secteur Entreprise, une conférence nationale annuelle composée de délégués élus dans chaque fédération, qui définira ainsi les modalités d'application dans la jeunesse de la ligne du Parti, en accord bien sûr avec celui-ci.

Le Conseil national du M.J.S., élu suivant les dispositions adoptées lors de la Convention de Créteil, sera chargé de mettre en œuvre les décisions de la Conférence nationale.

La Commission nationale, organe de direction du mouvement, élue par le Conseil national, doit pouvoir disposer de locaux, de permanents et d'un budget, indispensables à un travail et une action efficaces. De même devra-t-elle pouvoir désigner en son sein un secrétaire général du mouvement qui, aux côtés du secrétaire national du Parti chargé de la jeunesse, pourra ainsi coordonner l'animation du mouvement.

La Commission nationale devrait pouvoir assurer le lancement et la parution régulière d'un journal qui soit à la fois le reflet de l'activité du M.J.S. et l'expression du Parti dans la jeunesse.

Pour assurer la cohérence de la démarche socialiste dans la jeunesse, le M.J.S. devra aussi disposer d'un représentant dans chaque commission d'étude du Parti.

Au niveau fédéral, les responsables élus du mouvement, conformément aux décisions de la Convention de Créteil, devront bénéficier du soutien des directions fédérales du Parti, tant sur le plan politique que sur le plan des locaux ou du budget, qui devra être géré par le collectif fédéral.

Les animateurs fédéraux du M.J.S. pourront participer à titre consultatif aux réunions des Commissions exécutives fédérales.

L'ensemble de ces propositions n'ont qu'un objectif : celui de donner au M.J.S. les moyens de s'implanter, celui de donner au Parti une organisation à la hauteur de ses ambitions.

Il est nécessaire maintenant que le M.J.S. échappe au stade confidentiel où il fut confiné. Le Parti en a besoin. Il doit se donner les moyens et manifester, dans son fonctionnement interne, le souci qu'il a de la jeunesse, la volonté qui l'anime de voir celle-ci prendre ses responsabilités et agir, le respect qui l'habite de sa sensibilité spécifique et de son identité.

Si l'on ajoute à cela la conscience que nous avons de la nécessité d'une politique cohérente et nouvelle sur le plan gouvernemental, nous détenons les clés de l'avenir du socialisme qui réside de la transmission de ses idées aux générations de demain. Nous manifesterons de la sorte du réalisme pour le présent, en même temps que la grandeur de nos vues en perspectives, à la mesure du mandat que le peuple nous a confié et que l'histoire nous somme d'honorer.

De toutes les forces de la jeunesse

Contribution présentée par Alain BAUER ; Marc BEAUVOIS ; François FAIST ; Stéphane FOUKS ;
Éric LOISELET ; Daniel PIERRE-ÉLIEN ; Manuel VALLS.

« Cette contribution tend volontairement à ne s'intéresser qu'à cette courte tranche de vie, intitulée jeunesse, et arbitrairement placée par nos statuts entre 15 et 25 ans.

Bien sûr, nous n'excluons pas de notre réflexion l'ensemble de problèmes qui nourrissent les débats du Parti : énergie, emploi, droits des femmes, fiscalité, éducation, etc.

Mais justement parce que dans chacun de ces thèmes, le jeune a une place particulière, qui lui est trop souvent niée, nous désirons l'affirmer devant ce congrès. »

Au soir de la victoire de la gauche, le 10 mai, François Mitterrand, nouveau président de la République, déclarait qu'il voyait dans son élection : « La victoire des forces de la jeunesse, du travail, de la création et du renouveau. »

L'Union des forces populaires, dans le cadre de l'union de la gauche, a donc été l'instrument du changement politique, qui permet la transformation en profondeur de la société.

Maintenant, il faut, comme le déclarait le Président de la République le 21 mai « que ce soit tout

un peuple qui se sente appelé à exercer des pouvoirs qui sont en vérité les siens ».

Ainsi, ce sont de nouveaux rapports sociaux, de nouveaux rapports de pouvoirs, qu'il s'agit d'inventer et de mettre en œuvre. Et c'est parce que l'aspiration au contrôle de leur propre vie caractérise aujourd'hui beaucoup de jeunes qu'ils prendront toute leur place dans l'entreprise du changement.

Le M.J.S. et le P.S.

Le changement social ne peut ignorer la jeunesse. Le M.J.S., Mouvement des jeunes du Parti socialiste et de ses sympathisants de moins de 25 ans, doit permettre au Parti de s'enraciner dans ce tissu social spécifique.

S'il n'est pas l'unique moyen d'intervention du Parti dans la jeunesse (les municipalités et les régions dans lesquelles le Parti est majoritaire en sont d'autres), le M.J.S. en constitue l'outil principal.

La jeunesse ne constitue pas une couche sociale à part entière. Pourtant, ses refus et ses luttes



révèlent une aspiration commune à la maîtrise de sa propre vie. Le P.S. doit le comprendre :

Le M.J.S. ne se développera que si son organisation est autonome. C'est à cette condition qu'il sera un mouvement pouvant servir de point d'appui à la jeunesse pour son émancipation, pour sa remise en jeu sociale.

Ainsi, « il faut au M.J.S. des moyens dignes d'une véritable organisation de jeunesse, avec des permanents, une presse, des outils de formation, de propagande, d'information ».

Des ressources financières substantielles devront être mises à sa disposition.

Chaque fédération du Parti devra avoir à cœur de favoriser le développement du M.J.S.

Car, si les jeunes ont contribué massivement à la victoire du 10 mai, et plus encore au succès des législatives, le P.S. leur demeure encore trop étranger.

Si le peuple place sa confiance dans la politique mise en œuvre par François Mitterrand et le gouvernement d'union animé par Pierre Mauroy, il n'attend pas tout, et particulièrement les jeunes, du pouvoir d'État. C'est à la fois par la loi et l'action institutionnelle, et par l'initiative populaire que la décentralisation et l'autogestion entreront dans les faits.

Dans ce cadre, le P.S. se doit d'être un agent actif du changement. Il doit donc se positionner comme le lieu fondamental de l'articulation entre l'action gouvernementale et le mouvement populaire.

Au carrefour entre la société civile et l'État, le P.S. doit rester distinct du gouvernement. Il ne sera pas un parti godillot, ni un parti soumis, et encore moins un parti-État.

De même, la place de l'instrument d'intervention spécifique du Parti dans la jeunesse, face au Parti, au gouvernement, et aux aspirations de la jeunesse, doit être précisée dans un cadre similaire.

Il leur demeure en effet trop souvent étranger parce que contesté comme l'ensemble des institutions du monde « adulte ». En outre le développement de la marginalisation qui touche massivement les jeunes, les oppose parfois au mouvement ouvrier traditionnel et à ses organisations (politiques ou syndicales).

Pour qu'il réussisse, le changement social ne peut exclure les jeunes, le P.S. doit donc s'ouvrir à eux.

Il le fera de manière privilégiée à travers le M.J.S. Ce dernier ne sera pas un outil d'encadrement de plus, puisque chaque jeune prendra toute sa part au débat, d'autant plus, qu'à tous les niveaux, les responsables du M.J.S. seront élus. C'est en affirmant sa volonté de donner au M.J.S. — dont le développement est déjà notable mais encore limité — une organisation propre, agissant strictement dans le cadre politique défini lors des congrès du Parti, que ce dernier se donnera les chances de se rapprocher des jeunes.

Nous souhaitons, à cet effet, une réforme des statuts du Parti.

Enfin, le P.S. aura à cœur de favoriser, en son sein, l'accès des jeunes aux responsabilités.

M.J.S. et gouvernement

L'utopie d'une société qui aurait supprimé tous ses conflits n'est pas nôtre.

Les tensions qui la traversent lui confèrent son caractère vivant, dynamique et créatif. Dès lors, la

démarche socialiste ne consiste pas à les effacer, mais à les révéler.

Les forces populaires n'attendent pas tout du gouvernement. Les institutions doivent être suffisamment souples et ouvertes pour ne pas remplacer les forces dont elles ne doivent être que l'outil.

En outre l'absence de confusion entre le Parti et le pouvoir dans la société, lui permet de conserver un discours et une attitude de critique constructive à l'égard de ses représentants au gouvernement.

L'axe de la politique mise en œuvre par François Mitterrand et le gouvernement, est la lutte contre le chômage. Les jeunes subissent de plein fouet le développement du chômage de masse. Ils constituent une part importante, sinon essentielle, de ce « surplus de population » marginalisée et localisée dans les vieux centres urbains. La victoire du 10 mai permet de contrer le projet de la droite, d'instaurer une société duale.

L'intervention de l'État, si elle est nécessaire, ne suffira pas à faire disparaître les germes d'éclosion de la société. Le rôle des organisations du mouvement ouvrier et des associations, sera déterminant pour combler le fossé entre le peuple et l'État.

C'est dans cette perspective que l'action du M.J.S. doit être, pour ce qui le concerne, d'assurer la liaison entre ce qui se passe au niveau de l'État et des institutions, et ce qui s'engage dans l'ensemble de la société pour les problèmes de jeunesse.

Comme le Parti a un rôle d'interlocuteur privilégié, le M.J.S. sera le médiateur entre les diverses institutions et la jeunesse.

C'est pourquoi le M.J.S. devra tenir toute sa place dans des commissions mixtes qui seront créées par chaque département ministériel ou administratif ayant en charge des problèmes concernant les jeunes.

De même, le M.J.S. proposera et appuiera le renforcement des regroupements d'associations de jeunesse indépendantes comme le C.N.A.J.E.P. ou les Mouvements d'éducation populaire.

Des commissions du M.J.S. seront créées ou renforcées afin d'étudier les problèmes de jeunesse dans tous les domaines, et de fournir des éléments de réponse.

Plus particulièrement, le M.J.S. aura à cœur de nouer des contacts avec les « commissions jeunes » des syndicats ouvriers (C.G.T., C.F.D.T., F.O., F.E.N.) dans le cadre de groupes de travail temporaires sur des problèmes particuliers (emploi, temps de travail, formation professionnelle, temps de loisirs, etc.). Il en sera fait de même avec les associations s'occupant de tels problèmes.

Enfin, le M.J.S. collaborera avec les commissions du Parti intéressées à ses problèmes.

L'ensemble de ces travaux concernant la jeunesse permettra au M.J.S. d'aider le Parti dans sa tâche de définition des priorités politiques qui guideront la construction du socialisme.

Au-delà de la plate-forme présidentielle qui fondera l'action du gouvernement, le M.J.S. devra, en ce qui concerne la jeunesse, réfléchir sur les changements qui permettront d'approfondir les avancées réalisées dans le sens des aspirations de beaucoup de jeunes.

Le M.J.S. et les attentes de la jeunesse

« Porteuse d'espoirs », « en crise », « Bof génération » : l'image portée par la jeunesse a évolué

dans le temps, et s'est même radicalement transformée.

Il reste qu'à chacune de ses étapes, elle a été caractérisée globalement par une attitude homogène ou considérée comme telle.

De fait, la jeunesse, dans sa diversité — jeunes travailleurs, jeunes scolarisés, etc. — s'est progressivement constituée en catégorie autonome et originale.

Cette catégorie a acquis, et s'est parfois vu imposer, des fonctions sociales spécifiques, que ce soit dans le domaine économique (intérim), politique (épouvantail ou force de proposition ?), culturel, etc.

Cette catégorie a vite été quadrillée par un réseau particulièrement dense d'institutions, d'organisations, d'associations, de moyens de communication spécialisés.

Cette structuration de la jeunesse s'est faite en marge du reste du monde social, que ce soit au niveau psychologique, ou au niveau géographique (logements, ghettos universitaires) et économique.

Ainsi se sont développés, de manière plus ou moins spontanée, une nouvelle culture, un nouveau langage, et même de nouvelles façons d'être.

Devant une telle situation, le Parti socialiste doit se garder d'un double écueil :

- 1) accentuer l'encadrement de la jeunesse en pensant qu'elle a besoin d'assistance et de prise en charge accrue,
- 2) ou se contenter de « l'écouter » sans nécessairement la comprendre.

Le M.J.S. doit donc se défier de la pratique « avant-gardiste » de certaines organisations de gauche, et doit s'attacher à faire sauter un certain nombre de verrous sociaux.

Le 10 mai, la jeunesse a voulu respirer, se libérer, s'exprimer, exister.

Axer les propositions du M.J.S. sur la garantie de l'emploi des jeunes, avec la possibilité de mise en place de structures contractuelles ; sur la formation permanente, le droit aux identités régionales, la libération de la contraception et de l'avortement, l'aménagement du temps libre, ou même sur des points plus particuliers comme l'accès au logement, le coût de formation d'un automobiliste ou la liberté des ondes ; c'est travailler à désenclaver la jeunesse sans l'étouffer, en permettant enfin une expression plus positive de son potentiel humain, de son rôle social.

Conclusion

L'autonomie organisationnelle du M.J.S. ne constitue pas, en soi, une panacée.

Pourtant, c'est un élément essentiel des réponses que le P.S. peut exprimer aux jeunes, car l'enjeu est clair :

soit la jeunesse, malgré les efforts du gouvernement, demeure exclue du mouvement réel de la société avec tous les risques que cela signifie ; soit les moyens sont trouvés de sa meilleure insertion sociale.

Le P.S. doit comprendre qu'aujourd'hui la jeunesse attend, après avoir exprimé sa joie le soir du 10 mai.

Il saura se montrer, grâce à un M.J.S. renforcé, à la hauteur de ces attentes et permettra ainsi la mobilisation, pour le changement social, « de toutes les forces de la jeunesse ».



L'autre alternance

Contribution présentée par 70 militantes de 26 fédérations

« Mignonnes, allons voir sous la rose.
Las... Patriarcat s'y repose ».

Le 11 mai 1981, l'alternance a joué en France : les hommes de gauche ont accédé au pouvoir après 23 ans de gouvernement d'hommes de droite. L'autre alternance, celle d'un pouvoir partagé à égalité entre les hommes et les femmes, et succédant à plus de 23 siècles de pouvoir politique des seuls hommes, n'a pas encore eu lieu. Elle est pourtant la condition première à la libération des femmes.

Le pouvoir des hommes sur les femmes existe : il se nomme patriarcat. Il est l'oppression la plus répandue dans le temps et dans l'espace. Or, cette oppression patriarcale, fondement de toutes les sociétés (capitalistes, « socialistes », théocratiques et autres) est occultée dans le Parti où l'on continue à nous faire croire que la construction de la société idéale exige le renversement du seul capitalisme.

Nous demandons la prise en charge de cette réalité — absente jusqu'à présent de l'analyse politique de *tous* les hommes — par l'analyse politique socialiste et son projet de société. Nous dénonçons tout caractère socialiste à une analyse et à une motion prétendue unitaire qui occulte cette oppression première et universelle. *Pour nous, la lutte contre le patriarcat est prioritaire.*

I - Le patriarcat

Le mot « patriarcat » est exclu du langage politique des hommes à quelques exceptions près, (par ex. Bahro). On lui préfère l'usage des termes phallocratie ou misogynie, qui n'en sont que des dérivés et ont pour but de masquer une réalité socio-économique et politique, dont les structures se sont maintenues jusqu'à nos jours. *Il ne s'agit donc pas seulement de mentalités.*

Pourquoi cette exclusion ? De même que pour conserver leurs privilèges les patrons nient la lutte des classes et que les intéressés eux-mêmes, par le phénomène bien connu de l'aliénation, sont nombreux à se ranger du côté de leurs oppresseurs, de la même façon notre oppression est niée par les hommes et par une grande majorité de femmes. Et pourtant le patriarcat existe. Il n'a pas cessé d'exister depuis des millénaires jusqu'à nos jours.

A - L'oppression universelle

Le patriarcat est un système socio-économique, le premier pouvoir politique, historiquement connu, ayant existé et qui s'est maintenu : le pouvoir des hommes sur les femmes.

1) **Origine** : la domination des hommes sur les femmes se perd dans la nuit des temps ; c'est néanmoins dans les communautés agricoles, et avant l'apparition de la propriété privée, que ce pouvoir s'est renforcé, puis structuré. Pour garantir le fonctionnement de ces communautés à leur profit, leur entretien et leur survie, les hommes se sont assurés puis ils ont codifié le contrôle et l'échange des femmes, *la progéniture étant l'enjeu*. Ainsi, l'institutionnalisation, par le ma-

riage, d'un rapport de domination ancestral, mettait en place un pouvoir politique, centralisé et hiérarchisé.

Un système culturel justifiera, par la suite, la colonisation-domestication des femmes au sein de la famille patriarcale et de la *société de classes* dont cette famille constitue la structure de base.

2) **Fonctionnement** : le patriarcat fonctionne sur un modèle pyramidal qui sous-tend *tous les secteurs de la vie sociale*. Le pouvoir — familial, économique, politique — est parachuté du sommet de la pyramide patriarcale vers la base. Il est centralisé entre les mains d'un ou de plusieurs individus. Le système tout entier fonctionne de façon hiérarchique.

Dans ce système, les femmes sont les plus opprimées et les plus exploitées : sexuellement (procréation forcée, sexualité niée), institutionnellement (le droit patriarcal a inspiré le Code civil), économiquement (travail agricole et domestique gratuits), politiquement (elles sont exclues des instances de décision) et culturellement (on leur impose un système de valeurs et de schémas masculins tenus pour universels).

Une telle organisation de la société fait de la famille la pierre angulaire de tout système patriarcal en permettant aux hommes de s'approprier le devenir social.

Ce devenir social approprié, les hommes s'en disputent âprement le contrôle. La compétitivité, la hiérarchie, la recherche frénétique du pouvoir, sont érigées en valeurs sociales fondamentales, considérées comme les conditions inéluctables de la survie de l'individu et du corps social, alors qu'en réalité, elles sont profondément porteuses de mort.

Rien n'y échappe :
— l'école, c'est d'abord l'apprentissage sans merci de la sélection ;
— le travail, lieu des cadences, des rendements, de la concurrence effrénée ;
— le sport, la recherche incessante des performances ;
— les idéologies comme les religions, l'expression du fanatisme ou de l'impérialisme le plus meurtrier ;
— les relations sexuelles, la dépravation du viol et du proxénétisme.

Tout est matière à conquête et à destruction : que ce soit le tiers monde, les mers ou l'espace, on assiste à la mise en coupe réglée de l'environnement humain et de tout l'univers.

Et que dire de la terrible escalade des armements pour laquelle on utilise la technologie la plus sophistiquée, afin d'infliger la mort sous la forme la plus massive et la plus variée dans la cruauté : guerres, tortures, camps de concentration, etc.

Voilà pour nous le bilan de quelques millénaires de patriarcat, qui va bien au-delà du bilan de deux siècles de capitalisme.

3) **Universalité** : le patriarcat est la base de toutes les sociétés contemporaines connues. Nulle part, même en pays dits « socialistes », il n'a été aboli. Toutes les périodes fascis-

tes ont vu le renforcement d'une politique « familialiste ». Cette politique est ennemie des femmes et s'oppose à une politique féministe de libération. Le patriarcat n'est pas seulement absence de droits pour les femmes, il est une entreprise généralisée de mutilation des femmes : psychologique (par l'éducation sexiste et religieuse), physique (mutilations et violences sexuelles), politique (infantilisation des masses féminines exclues de l'exercice des responsabilités). Ce système a pour but de rendre les femmes inaptes à l'indépendance.

Le patriarcat est responsable de crimes imputables à une forme de *racisme* qui est le *sexisme* : il se traduit par un apartheid politique, les femmes étant maintenues dans le non-pouvoir.

4) **Et aujourd'hui ?** S'il a évolué, le patriarcat existe en 1981, et vous pouvez le rencontrer tous les jours :

— dans la famille : avec la division sexuelle du travail, la double journée des femmes, la gratuité du travail domestique (accompli par amour...), la facilité du mariage, la difficulté du divorce, la contrainte à l'hétérosexualité ;
— dans la société : les institutions sont toutes au service des hommes et propriété privée des hommes (Parlement, justice, Église, armées, etc.). La femme seule, hors des normes, est marginalisée, en butte à la répression (institutionnelle, économique, physique). La production des femmes — celle des enfants — est appropriée par l'homme, intégrée à un monde et à des valeurs d'hommes ;
— dans l'entreprise : discriminations, inégalités, chômage, privautés et agressions sexuelles ;
— dans les partis : les femmes sont, là aussi, main-d'œuvre taillable et corvéable à merci, mais exclues du pouvoir, manipulées pour les besoins de l'heure (élections, rivalités entre les clans-courants), assujetties à l'idéologie dominante et contrôlées (dressées contre les féministes) ;
— dans la culture : les valeurs culturelles des institutions religieuses ou laïques sont des valeurs patriarcales et réactionnaires.

5) Patriarcat - Capitalisme - Impérialisme :

a) La société de classes (économiques) s'est édifiée à partir de la division sexuelle du travail et les femmes constituent la première classe exploitée.

Le capitalisme a intégré des modes de production pré-capitalistes : travail domestique et agricole des femmes.

Ces modes de production constituent l'accumulation permanente de base du capital.

En conséquence, nous demandons la prise en compte de notre travail domestique dans toute analyse économique.

b) La nouvelle division internationale du travail — l'impérialisme exportant ses usines à la périphérie — se met en place grâce :

1) Au faible coût de la main-d'œuvre féminine exploitée directement dans le tiers monde (cf. textile de Corée du Sud ou du Maroc, électronique du Sud-Est asiatique, etc.).



2) Au faible coût de la main-d'œuvre même masculine, grâce au taux élevé de fécondité des femmes et à leur travail domestique et agricole gratuits, producteurs à bas prix de la force de travail.

D'autre part, le développement dans le tiers monde des zones de culture destinées à l'exportation (arachides, primeurs) et le développement de modes de consommation inadaptés imposés par les multinationales de l'agro-alimentaire (lait en boîtes) sont responsables de la misère et de la famine accrues des femmes du tiers monde et de leurs enfants tirant leur subsistance des zones de culture vivrières traditionnelles dont la surface se réduit de jour en jour.

Si le sort des femmes n'est pas repensé, il ne pourra y avoir de nouvelles relations avec le tiers monde permettant d'échapper à un affrontement Nord-Sud.

Toute réflexion politique, à l'heure actuelle plus que jamais, doit partir de la réflexion sur la condition des femmes et l'utilisation, par le capital, du monde de production domestique et agricole; faute de quoi, et en dépit des accords de gouvernements, l'affrontement Nord-Sud consacrera définitivement la division des forces ouvrières internationales.

B - Le patriarcat dans le Parti

— 1978 : 2 % de femmes parmi les députés socialistes.

— 1981 : 6 % de femmes parmi les députés socialistes.

Quel échec ! Le Parti socialiste qui dénonce les inégalités et les oppressions, n'est pas en mesure de faire avancer la libération des femmes.

Lui aussi, il pratique l'exclusion des femmes. C'est un parti non-mixte puisque les hommes y accaparent le pouvoir. En théorie, il y a égalité de droits et de chances à tous les niveaux de l'institution, mais là comme ailleurs, dès qu'on monte dans la hiérarchie, plus on se rapproche du pouvoir, moins il y a de femmes. De telles structures interdisent un fonctionnement réellement démocratique. Il faut dénoncer l'hypocrisie de l'institution du Parti socialiste qui proclame l'égalité des droits en théorie et maintient l'oppression dans les faits.

Le pouvoir des hommes dans le parti repose à la fois :

— *sur le discours* où la parole des femmes est niée dès qu'elle s'écarte du discours traditionnel;

— *sur les comportements* des hommes, conformes à l'idéologie patriarcale dominante, qui se servent des femmes aux seules fins des rivalités de pouvoir entre les courants (on l'a vu pour la désignation des candidatures aux dernières législatives);

— *sur l'organisation* même du Parti :

a) avec ses structures de centralisation et de hiérarchie typiquement patriarcales;

b) avec la pratique d'une « démocratie » sélective sexiste. On nous dit que c'est le fonctionnement démocratique du Parti qui ne permet pas l'émergence des femmes. Nous, nous disons que si un fonctionnement reproduit une oppression, c'est que, contrairement à ses apparences, il n'est pas démocratique. C'est donc lui, ce fonctionnement, qu'il faut remettre en cause et non pas son résultat. Nous contestons l'idée que la démocratie est *seulement* la loi du plus grand nombre. Le fait majoritaire ou populaire ne garantit jamais à lui seul le caractère démocratique des positions (cf. le fascisme ou le nazisme). Il n'est pas d'exemple

que des opprimées, même en grand nombre, puissent surmonter le caractère oppressif de l'appareil. Celui-ci renforce au contraire l'exclusion, la non-parole, la marginalisation, donc l'oppression, et réduit au rang de minorités celles qui n'ont pas la possibilité d'échapper à la pesanteur des mécanismes qui les écrasent.

Il faut savoir que les structures « démocratiques » et patriarcales du Parti socialiste l'orientent vers un socialisme autoritaire et la reconduction d'un pouvoir absolu qui interdit l'émergence d'idées et de forces politiques nouvelles. Une réflexion de fond sur l'idée de démocratie, ses contenus et ses modes de fonctionnement s'impose. Quant à l'analyse de l'oppression patriarcale, le Parti socialiste ne l'a pas faite, pas plus qu'il n'a décidé de lutter contre elle, ni dans la société, ni à l'intérieur du Parti. Et comment pourrait-il en être autrement dans un parti composé très majoritairement d'hommes qui sont eux-mêmes des oppresseurs ? En tant qu'hommes, ils ne veulent pas se reconnaître comme tels; socialistes, ils ne le peuvent sans être en contradiction avec leur idéologie. Il est tellement plus facile d'occulter l'oppression des hommes sur les femmes et de faire taire celles qui tentent de les placer face à leurs contradictions.

Quelques déclarations d'intentions vagues, quelques propositions en fin de chapitre, n'ont jamais remplacé l'analyse politique. « C'est bien là le vice fondamental du Projet socialiste ».

La lutte contre le patriarcat nécessite une rupture : il n'y aura pas de socialisme sans cette rupture-là.

II - L'autonomie

C'est aux femmes qu'il revient d'élaborer la politique des femmes. Nous voulons partir de notre point de vue d'opprimées et non de celui des oppresseurs.

A - Fondement politique

1) *Une identité politique commune* : l'oppression et l'exploitation de toutes les femmes par le patriarcat définissent notre identité politique. Notre autonomie structurelle et politique se fonde sur cette identité commune, antérieure et irréductible à toute autre, notre oppression ne pouvant se confondre avec la seule lutte des classes.

2) *Le refus d'une « démocratie » sélective, sexiste* : la Révolution française a fini par réserver le droit de vote aux seuls privilégiés par la fortune (suffrage censitaire). Ce suffrage fondait une « démocratie » qui, pourtant, excluait l'expression d'une catégorie de citoyens ainsi discriminés.

Le fonctionnement dit démocratique de nos institutions nationales exclut de même l'accession aux instances de décision, d'une catégorie de citoyens, les femmes, discriminées sur la base du sexe. Exemple :

Les hommes sont 90 % dans le gouvernement actuel.

Les hommes sont 95 % à l'Assemblée nationale nouvellement élue, et les mêmes ordres de grandeur se retrouvent dans les directions des partis politiques et des syndicats.

Les revendications exprimées par les femmes au cours de leurs luttes (avortement, revendication d'égalité, etc.), lorsqu'elles doivent se traduire par des textes législatifs ou réglementaires, sont en fait reprises (sélectionnées, partiellement acceptées, voire déformées, ex. la loi Veil), ou rejetées

par des instances de décision composées à majorité d'hommes. *Les femmes ne peuvent jamais contrôler les débouchés de leurs luttes. Elles ne peuvent jamais peser sur les décisions qui les concernent.* Il faudra donc bien, un jour, trouver un moyen de contrôle par les femmes comme, pour les mêmes raisons, on est venu, un jour, à parler de contrôle ouvrier. Il faudra bien, un jour, proposer un moyen qui permette aux femmes de peser sur les décisions qui les concernent, comme on en est venu, un jour, à parler d'autogestion.

Une des premières mesures allant dans ce sens devra être, pour les hommes qui ont accaparé le pouvoir, un quota maximum de 50 % dans toutes les assemblées élues de la nation (Parlement - Région - Département - Commune).

B - Dans le parti

Pour les mêmes raisons, nous réclamons un quota maximum de 50 % pour les hommes dans toutes les instances dirigeantes. Mais ceci est encore insuffisant; les femmes doivent trouver dans le parti une structure autonome d'organisation où elles se rassembleront à tous les niveaux pour élaborer seules la politique des femmes. Elles étudieront tous les textes et propositions du Parti, élaboreront des contre-propositions puis les *négoieront* dans les instances de décisions paritairement mixtes. Elles désigneront seules leurs responsables à tous les niveaux du Parti et procéderont seules au choix des candidates aux fonctions électorales nationales et locales. C'est alors seulement qu'elles seront reconnues partenaires politiques à part entière.

L'organisation actuelle du Parti avec son Secrétariat national aux luttes des femmes et son quota de 20 % n'est qu'une caricature alibi qui ne trompe personne. Nous ne voulons plus de l'aval d'une seule femme désignée par les hommes du courant majoritaire; nous voulons un contre-seing par toutes les femmes.

C - Autonomie et socialisme

L'autonomie est inséparable d'une option politique. Une autonomie qui ne se traduit pas par une option politique n'est qu'un séparatisme sur la base du sexe. C'est pourquoi la démarche autonome des femmes du Parti socialiste se traduit aujourd'hui par cette motion et son option politique : la destruction du patriarcat et, à long terme, la construction d'une société sans classes sexuelles ni économiques.

Notre alternative politique est la seule radicale et globale, elle seule peut lever l'hypothèque que le patriarcat fait peser sur le socialisme, par son analyse et par sa pratique.

Femmes du Parti socialiste, réfléchissez, ne nous rejetez pas avant d'avoir essayé vraiment de comprendre notre analyse. Souvenez-vous que l'autonomie est le préalable à toute solidarité. Et n'oubliez jamais que le pouvoir se reproduit par la division des opprimées.

« Nous n'élargirons notre espace de liberté qu'en comptant d'abord sur nous-mêmes » (Projet socialiste).

« Le féminisme par sa finalité est une éthique. Cette éthique vise à restaurer un juste rapport entre les êtres humains, d'une part, et entre l'humanité et son milieu naturel, de l'autre » (Suzanne Blaise).

Le féminisme... Une idée qui fait son chemin !...